

CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK
GEMEENTERAAD VAN SCHAARBEEK

SEANCE DU 16 DÉCEMBRE 2015
VERGADERING VAN 16 DECEMBER 2015

PRÉSENTS-AANWEZIG : M.-h. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président-Burgemeester-Voorzitter; MM.-hh. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Échevins-Schepenen; M.-h. Frederic Nimal, Echevin f.f.-Schepen wnd.; MM.-hh. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme-mevr. Adelheid Byttebier, Échevins-Schepenen; MM.-hh. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mme-mevr. Cécile Jodogne, M.-h. Emin Ozkara, Mmes-mevr. Isabelle Durant, Derya Alic, Filiz Güles, MM.-hh. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme-mevr. Angelina Chan, MM.-hh. Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes-mevr. Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM.-hh. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mme-mevr. Lorraine de Fierlant, M.-h. Abdallah Kanfaoui, Mmes-mevr. Joëlle van Zuylen, Barbara Trachte, Berrin Saglam, M.-h. Bram Gilles, Mme-mevr. Asma Mettioui, M.-h. Thomas Eraly, Mme-mevr. Bernadette Vriamont, M.-h. Eric Platteau, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden; M.-h. David Neuprez, Secrétaire Communal-Gemeentesecretaris.

ABSENTS-AFWEZIG : MM.-hh. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mme-mevr. Mahinur Ozdemir, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden.

EXCUSÉS-VERONTSCHULDIGD : Mme-mevr. Laurette Onkelinx, MM.-hh. Mohamed Reghif, Quentin van den Hove, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden.

EN DÉBUT DE SÉANCE-IN HET BEGIN VAN DE VERGADERING : M.-de h. Köse, Echevin-Schepen, M.-de h. de Beaufort, Mme-mevr. Alic, Mme-mevr. Van Zuylen, M.-de h. Kanfaoui, M.-de h. Gilles, M. de h. Eraly, M.-de h. Bouhjar et/en Mme-mevr. Güles, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden

M. Clerfayt, Bourgmestre, préside l'assemblée qu'il ouvre en séance publique à **18 heures et 45 minutes**.

De openbare vergadering wordt geopend om **18.45 uur** onder voorzitterschap van **mhr. Clerfayt**, Burgemeester.

Il est satisfait au prescrit de l'article 89 de la nouvelle loi communale et le procès-verbal de la séance du **25/11/2015 (18:30)** est tenu sur le bureau à la disposition des membres du Conseil.

Er wordt voldaan aan de voorschriften van artikel 89 van de nieuwe gemeentewet en de notulen van de vergadering van **25/11/2015 (18:30)** zijn ter beschikking van de raadsleden ter tafel neergelegd.

Madame Onkelinx est désignée par le sort pour voter la première lors du vote par appel nominal.

Mevrouw Onkelinx is door het lot aangewezen om als eerste te stemmen bij hoofdelijke stemming.

La traduction simultanée des débats est assurée par **Monsieur Van Wassenhove**.

De vertaling staande vergadering wordt door **de heer Van Wassenhove** verzekerd.

SEANCE PUBLIQUE - OPENBARE VERGADERING

SECRÉTAIRE COMMUNAL -- GEMEENTESCRETARIS

Assemblées -- Vergaderingen

SP 1.- Procès-verbal du Conseil précédant - Approbation -- Notulen van de vorige gemeenteraad - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

SP 2.- Sibelgaz SCRL - Proposition de fusion - Approbation ==- Sibelgaz CVBA - Fusievoorstel - Goedkeuring

Monsieur Bernard intervient
Monsieur le Bourgmestre répond
Monsieur Bernard intervient
Monsieur le Bourgmestre répond

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 34 voix contre 1 et 0 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté ==- Besloten, met 34 stem(men) tegen 1 en 0 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 34 voix contre 1 et 0 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

En vertu du décret de la région flamande du 06/07/2001 sur la coopération intercommunale applicable à SIBELGAZ, le Conseil communal doit donner son approbation aux points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée générale extraordinaire, à la proposition de fusion et au projet de statuts.

Le Conseil communal doit en outre fixer le mandat de ses représentants à l'Assemblée Générale Extraordinaire lesquels ne peuvent être administrateurs de SIBELGAZ.

Un dossier relatif à ces opérations, approuvé par le Conseil d'administration de SIBELGAZ le 29/09/2015, a été envoyé à la commune (la Ville) par courrier recommandé le 30/09/2015.

DECIDE

Article 1

d'approuver les points de l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire de l'association chargée de mission SIBELGAZ du 29 décembre 2015 :

1. Proposition de fusion des 7 GRD (Eandis Assets (anciennement Gaselwest), IMEA, Imewo, Intergem, Iveka, Iverlek et Sibelgaz), dans laquelle Eandis System Operator cvba (auparavant Eandis cvba) officiera en tant que société d'exploitation :
 1. Fixation des conditions suspensives qui s'appliquent par rapport à l'opération de fusion.
 1. approbation parlementaire des amendements au Décret flamand du 6 juillet 2001 portant réglementation de la Coopération intercommunale qui visent notamment à permettre la participation au capital d'un partenaire privé et l'égalisation des dates finales statutaires des gestionnaires du réseau de distribution dans la Région flamande ;
 2. approbation par le conseil d'administration d'IMEA, Gaselwest, Iveka et Iverlek relative à la conversion des actions E existantes pour les activités électricité et/ou gaz en actions A (il est constaté que ces décisions ont déjà été prises) ;
 3. approbation préalable par l'assemblée générale des actionnaires de Gaselwest d'une modification de l'objet social de Gaselwest et d'un changement de dénomination en 'Eandis Assets' ;
 4. repositionnement des 5 communes (entités) wallonnes, qui sont à présent encore participantes dans Gaselwest, mais qui ne participeront pas à la fusion par absorption prévue ;
 5. approbation préalable par l'assemblée générale extraordinaire d'Iveka du déplacement de la date finale statutaire actuelle d'Iveka au 9 novembre 2019 ;
 6. approbation préalable par l'assemblée générale extraordinaire d'Intergem du déplacement de la date finale statutaire actuelle d'Intergem au 9 novembre 2019 ;
 7. accord par les autorités de concurrence compétentes de la fusion conduisant à Eandis Assets;
 8. approbation de la fusion par absorption décrite par les assemblées générales extraordinaires de l'ensemble des sept associations chargées de mission en question ;
 9. approbation par les actionnaires d'Eandis scrl de certaines modifications de statuts ;

10. obtention de la part de la VREG de l'agrément d'Eandis Assets en tant que gestionnaire du réseau de distribution électricité et de l'agrément en tant que gestionnaire du réseau de distribution gaz.
11. approbation inconditionnelle et intégrale par la Tutelle Flamande – Agence Administration Intérieure des statuts approuvés, y compris toutes les dispositions transitoires, du GRD fusionné Eandis Assets.
2. Prise de connaissance de la proposition de fusion et des rapports spéciaux du conseil d'administration et du commissaire concernant la proposition de fusion par absorption par Eandis Assets (auparavant Gaselwest) de l'ensemble du patrimoine composé des actif et passif complets, de tous les droits et toutes les obligations, rien excepté, ni réservé, des associations à reprendre IMEA, Imewo, Intergem, Iveka, Iverlek et Sibelgaz, avec effet comptable au 1^{er} janvier 201
3. Sous la condition suspensive de la réalisation de la fusion ci-après mentionnée :
 1. dissolution sans mise en liquidation de cette association.
 2. décision que l'approbation du premier compte annuel après la fusion par l'assemblée générale des participants de l'association chargée de mission Eandis Assets (auparavant Gaselwest), tiendra lieu de décharge pour les administrateurs et le commissaire de cette association pour l'exercice de leur mandat entre le 1^{er} janvier 2015 et la date de la dissolution sans mise en liquidation.
 3. décision de confier les livres et documents de cette association à l'association chargée de mission Eandis Assets (auparavant Gaselwest) qui doit les conserver à son siège durant les délais prévus par la loi.
 4. mandat de radiation d'inscription auprès de diverses autorités.
2. Approbation de la proposition de fusion par absorption de cette association, ci-après dénommée en abrégé Sibelgaz, conformément à la proposition de fusion ci-dessus mentionnée sous le point 1.b., par absorption par Eandis Assets (auparavant Gaselwest), précitée, par voie de cession par cette association à Eandis Assets (auparavant Gaselwest) de la totalité de son patrimoine comprenant tous les actifs et passifs ainsi que tous les droits et obligations, rien excepté, ni réservé, moyennant attribution aux participants de Sibelgaz de 1.738.620 parts A pour l'activité électricité et 1.424.428 parts A pour l'activité gaz naturel sans indication de la valeur nominale, entièrement libérées, d'Eandis Assets (auparavant Gaselwest) ou à raison d'une nouvelle part A Eandis Assets pour 0,97127 part C pour l'activité électricité dans Sibelgaz et une nouvelle part A Eandis Assets pour 0,96615 part C pour l'activité gaz naturel dans Sibelgaz. Ces parts seront réparties entre les participants de Sibelgaz sans soulte. Chaque commune reçoit une part bénéficiaire C par activité pour laquelle elle est affiliée. Suite à sa dissolution sans mise en liquidation, et ce sur la base d'un bilan clôturé au 30 juin 2015, avec entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2016, étant entendu que toutes les opérations posées depuis le 1^{er} juillet 2015 jusque et y compris le 31 décembre 2015 par l'association absorbée Sibelgaz actualisées dans un compte annuel arrêté à la date du 31 décembre 2015, scindé sur la base des principes et critères de répartition appliqués pour le compte annuel 2014, comme repris dans la proposition de fusion – également sur les plans comptable et fiscal – sont à charge de l'association absorbante Eandis Assets (auparavant Gaselwest), à charge pour cette dernière de garantir Sibelgaz de toutes les demandes et de supporter les frais de sa dissolution sans mise en liquidation, et pour le reste sous les charges, clauses et conditions telles que fixées sous le point 1.a. ci-dessus dans la proposition de fusion susmentionnée.
3. Approbation des statuts du GRD fusionné 'Eandis Assets'.
4. Mandats aux Présidents de SIBELGAZ de faire constater par acte authentique les décisions prises aux point 1.a. jusqu'à et y compris le point 1.e. et de signer ledit acte. Attribution d'autorisation de mise en conformité des statuts.
2. Fixation des mesures d'exécution indispensables et attribution des pouvoirs y afférents suite à la prise de décision concernant la fusion par absorption d'IMEA, Imewo, Intergem, Iveka, Iverlek et Sibelgaz par Eandis Assets, et plus particulièrement attribution des pouvoirs pour:
 1. constater que les conditions suspensives qui s'appliquent à l'égard de la fusion par absorption d'IMEA, Imewo, Intergem, Iveka, Iverlek et Sibelgaz par Eandis Assets comme mentionné sous le point 1.a. ont ou non été remplies ;

2. constater la réalisation de cette fusion par absorption ;
 3. décrire exactement le patrimoine transféré, et le cas échéant, libérer les conservateurs d'hypothèques de la prise d'une inscription d'office ;
 4. constater par acte notarié le rapport d'échange sur la base des valeurs nette et brute actualisées des actifs et passifs à la date du 31 décembre 2015, après contrôle révisoral ;
 5. signer tous les actes et pièces à cette fin, élire domicile et faire tout ce qui peut être nécessaire ou utile.
 6. constater la dissolution sans liquidation de Sibelgaz suite à la réalisation de la fusion par absorption.
2. Proposition de désignation d'Eandis Assets en tant que gestionnaire du réseau de distribution d'électricité et de gaz naturel par la VREG
 3. Discussion dans le cadre de l'article 44 du Décret flamand portant réglementation de la coopération intercommunale des activités à développer et de la stratégie à suivre pour l'exercice comptable 2016 ainsi que du budget 2016 dressé par le conseil d'administration
 4. Versement dividende intérimaire 2015 – ratification.
 5. Nominations statutaires.
 6. Communications statutaires.

Article 2

d'approuver la proposition de fusion par absorption de l'association chargée de mission SIBELGAZ par l'association chargée de mission Eandis Assets (dénommée antérieurement Gaselwest), conformément à la proposition de fusion, par laquelle pour SIBELGAZ, l'entière de son patrimoine comprenant tous les actifs et passifs ainsi que tous les droits et obligations, rien excepté, rien réservé, est cédée à Eandis Assets au 1^{er} janvier 2016, moyennant attribution aux participants de SIBELGAZ de 1.738.620 parts sociales A pour l'activité électricité et 1.424.428 parts sociales A pour l'activité gaz naturel sans indication de valeur nominale, entièrement libérées, d'Eandis Assets (anciennement Gaselwest) ou à raison d'une nouvelle part sociale A Eandis Assets pour 0,97127 part sociale C pour l'activité électricité dans SIBELGAZ et une nouvelle part sociale A Eandis Assets pour 0,96615 part sociale C pour l'activité gaz naturel dans SIBELGAZ, et d'approuver également les statuts proposés du gestionnaire du réseau de distribution fusionné 'Eandis Assets', sous les conditions suspensives

- de l'approbation parlementaire des amendements au Décret flamand du 6 juillet 2001 portant réglementation de la Coopération intercommunale qui visent notamment à permettre la participation au capital d'un partenaire privé et l'égalisation des dates finales statutaires des gestionnaires du réseau de distribution dans la Région flamande ;
- de l'approbation par le conseil d'administration d'IMEA, Gaselwest, Iveka et Iverlek relative à la conversion des actions E existantes pour les activités électricité et/ou gaz en actions A (*il est constaté que ces décisions ont déjà été prises*) ;
- de l'approbation préalable par l'assemblée générale des actionnaires de Gaselwest d'une modification de l'objet social de Gaselwest et d'un changement de dénomination en 'Eandis Assets' ;
- du repositionnement des 5 communes (entités) wallonnes, qui sont à présent encore participantes dans Gaselwest, mais qui ne participeront pas à la fusion par absorption prévue ;
- de l'approbation préalable par l'assemblée générale extraordinaire d'Iveka du déplacement de la date finale statutaire actuelle d'Iveka au 9 novembre 2019 ;
- de l'approbation préalable par l'assemblée générale extraordinaire d'Intergem du déplacement de la date finale statutaire actuelle d'Intergem au 9 novembre 2019 ;
- de l'accord par les autorités de concurrence compétentes de la fusion conduisant à Eandis Assets ;
- de l'approbation de la fusion par absorption décrite par les assemblées générales extraordinaires de l'ensemble des sept associations chargées de mission en question ;
- de l'approbation par les actionnaires d'Eandis scrl de certaines modifications de statuts ;
- de l'obtention de la part de la VREG de l'agrément d'Eandis Assets en tant que gestionnaire du réseau de distribution électricité et de l'agrément en tant que gestionnaire du réseau de distribution gaz.
- de l'approbation inconditionnelle et intégrale par la Tutelle Flamande – Agence Administration Intérieure des statuts approuvés, y compris toutes les dispositions transitoires, du GRD fusionné Eandis Assets .

Article 3

d'approuver le projet de statuts transmis par le Conseil d'administration

Article 4

de charger le représentant de la commune/ville qui prendra part à l'assemblée générale extraordinaire de l'association chargée de mission SIBELGAZ le 29 décembre 2015 d'adapter son vote aux décisions prises au conseil communal de ce jour concernant les articles 1 et 2 précités de la présente décision du conseil ;

Article 5

de charger le collège des bourgmestre et échevins de l'exécution des décisions précitées et entre autres d'en faire notification à l'association chargée de mission SIBELGAZ , à l'attention du secrétariat, Madame Anita Vandercruysse, Quai de Usines 16, 1000 Bruxelles.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 34 stem(men) tegen 1 en 0 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

Krachtens het decreet van het Vlaams gewest van 6/7/2001 over de intercommunale samenwerking toepasselijk op SIBELGAS, moet de gemeenteraad zijn goedkeuring geven over de punten van de dagorde van de Buitengewone Algemene Vergadering, over het voorstel van fusie en over het ontwerp van statuten.

De gemeenteraad moet bovendien het mandaat vastleggen van zijn vertegenwoordigers op de Buitengewone Algemene Vergadering. Deze mogen geen bestuurder zijn in SIBELGAS.

Een dossier met betrekking tot deze operaties werd goedgekeurd door de Raad van Bestuur van SIBELGAS op 29/09/2015. Dit dossier werd aangetekend opgestuurd aan de gemeenten (stad) op 30/09/2015.

BESLUIT

Artikel 1

zijn goedkeuring te hechten aan de agendapunten van de buitengewone algemene vergadering van de opdrachthoudende vereniging SIBELGAS d.d. 29 december 2015:

1. Voorstel tot fusie van de 7 DNB's (Eandis Assets (voorheen Gaselwest), IMEA, Imewo, Intergem, Iveka, Iverlek en Sibelgas), waarbij Eandis System Operator cvba (voorheen Eandis cvba) zal fungeren als werkmaatschappij:
 1. Vaststelling van de opschortende voorwaarden die gelden t.a.v. de fusie-operatie.
 1. de parlementaire goedkeuring van de amendementen aan het Vlaams Decreet van 6 juli 2001 houdende de Intergemeentelijke Samenwerking die er onder meer toe strekken de kapitaaldeelname van een private partner en de gelijkshakeling van de statutaire einddata van de distributienetbeheerders in het Vlaams Gewest mogelijk te maken;
 2. de goedkeuring door de raad van bestuur van IMEA, Gaselwest, Iveka en Iverlek m.b.t. de omzetting van de bestaande aandelen E voor de activiteiten elektriciteit en/of gas in aandelen A (er wordt vastgesteld dat deze beslissingen reeds genomen zijn);
 3. de voorafgaande goedkeuring door de algemene aandeelhoudersvergadering van Gaselwest van een wijziging van het maatschappelijk doel van Gaselwest en een naamswijziging in 'Eandis Assets';
 4. de herpositionering van de 5 Waalse (deel)gemeenten, die thans nog deelnemer zijn in Gaselwest maar die niet zullen deelnemen aan de voorgenomen fusie door overneming;
 5. de voorafgaande goedkeuring door de buitengewone algemene vergadering van Iveka van de verschuiving van de huidige statutaire einddatum van Iveka naar 9 november 2019;
 6. de voorafgaande goedkeuring door de buitengewone algemene vergadering van Intergem van de verschuiving van de huidige statutaire einddatum van Intergem naar 9 november 2019;
 7. de instemming door de bevoegde mededingingsautoriteiten van de fusie die leidt tot Eandis Assets;
 8. de goedkeuring van de beschreven fusie door overneming door de buitengewone algemene vergaderingen van alle zeven betrokken opdrachthoudende verenigingen;
 9. de goedkeuring door de aandeelhouders van Eandis cvba van bepaalde statutenwijzigingen;
 10. het verkrijgen vanwege de VREG van de erkenning van Eandis Assets als distributienetbeheerder elektriciteit én de erkenning als distributienetbeheerder gas.

11. de onvoorwaardelijke en integrale goedkeuring door de Vlaamse Overheid – Agentschap Binnenlands Bestuur van de statuten van de gefuseerde DNB Eandis Assets, zoals goedgekeurd door de Buitengewone Algemene Vergadering van SIBELGAS.
2. Kennisneming van het fusievoorstel en van de bijzondere verslagen van de raad van bestuur en van de commissaris met betrekking tot het voorstel tot fusie door overneming door Eandis Assets (voorheen Gaselwest) van heel het vermogen, bestaande uit het volledige actief en passief, alle rechten en verplichtingen, niets uitgezonderd, noch voorbehouden, van de over te nemen verenigingen IMEA, Imewo, Intergem, Iveka, Iverlek en Sibelgas, met boekhoudkundige uitwerking per 1 januari 2016.
3. Onder de opschortende voorwaarde van de verwezenlijking van nagemelde fusie:
 1. ontbinding zonder invereffeningstelling van deze vereniging.
 2. beslissing dat de goedkeuring van de eerste jaarrekening na de fusie door de algemene vergadering van de deelnemers van de opdrachthoudende vereniging Eandis Assets (voorheen Gaselwest), zal gelden als kwijting voor de bestuurders en de commissaris van deze vereniging voor de uitoefening van hun mandaat tussen 1 januari 2015 en de datum van de ontbinding zonder invereffeningstelling.
 3. beslissing de boeken en documenten van deze vereniging toe te vertrouwen aan de opdrachthoudende vereniging Eandis Assets (voorheen Gaselwest) die ze op haar zetel dient te bewaren gedurende de door de wet voorziene termijnen.
 4. volmacht tot doorhaling van inschrijving bij diverse overheden.
2. Goedkeuring van het voorstel tot fusie door overneming van deze vereniging, hierna kortweg Sibelgas genoemd, overeenkomstig het fusievoorstel hiervoor vermeld onder punt 1.b., door overname door Eandis Assets (voorheen Gaselwest), voornoemd, bij wijze van overdracht door deze vereniging aan Eandis Assets (voorheen Gaselwest) van de algeheelheid van haar vermogen, omvattende alle activa en passiva en alle rechten en plichten, niets uitgezonderd, noch voorbehouden, mits toekenning aan de deelnemers van Sibelgas van 1.738.620 aandelen A voor de activiteit elektriciteit, en 1.424.428 aandelen A voor de activiteit aardgas zonder aanduiding van nominale waarde, volledig volgestort, van Eandis Assets (voorheen Gaselwest) of a rato van één nieuw aandeel A Eandis Assets voor 0,97127 aandeel C voor de activiteit elektriciteit in Sibelgas en één nieuw aandeel A Eandis Assets voor 0,96615 aandeel C voor de activiteit aardgas in Sibelgas. Deze aandelen zullen worden verdeeld onder de deelnemers van Sibelgas zonder opleg. Aan elke gemeente wordt per activiteit waarvoor zij is aangesloten één winstbewijs C toegekend. Tengevolge van haar ontbinding zonder invereffeningstelling, en dit op basis van een balans afgesloten op 30 juni 2015, met inwerkingtreding per 1 januari 2016, met dien verstande dat alle sedert 1 juli 2015 tot en met 31 december 2015 door de overgenomen vereniging Sibelgas gestelde verrichtingen geactualiseerd in een per 31 december 2015 vastgestelde jaarrekening, gesplitst op basis van de principes en verdeelcriteria gehanteerd voor de jaarrekening 2014, zoals opgenomen in het fusievoorstel, - ook boekhoudkundig en fiscaal - voor rekening zijn van de overnemende vereniging Eandis Assets (voorheen Gaselwest), op last voor deze laatste Sibelgas te vrijwaren voor alle vorderingen en de kosten van haar ontbinding zonder invereffeningstelling te dragen, en voor het overige onder de lasten, bedingen en voorwaarden zoals bepaald in het onder punt 1.a. hiervoor vermeld fusievoorstel.
3. Goedkeuring van de statuten van de gefuseerde DNB 'Eandis Assets'.
4. Mandaat aan de Voorzitters van SIBELGAS om per authentieke akte de beslissingen te laten vaststellen opgenomen in punt 1.a. tot en met punt 1.c en deze akte te ondertekenen. Toekenning van machtiging om de statuten conform te stellen met deze besluitvorming.
2. Vaststelling van de noodzakelijke uitvoeringsmaatregelen en verlenen van de desbetreffende machten naar aanleiding van de besluitvorming omtrent de fusie door overneming van IMEA, Imewo, Intergem, Iveka, Iverlek en Sibelgas door Eandis Assets, en inzonderheid verlening van de machten om:

1. de al dan niet vervulling van de opschortende voorwaarden die gelden ten aanzien van de fusie door overneming van IMEA, Imewo, Intergem, Iveka, Iverlek en Sibelgas door Eandis Assets zoals vermeld onder punt 1.a. vast te stellen;
 2. de verwezenlijking van deze fusie door overneming vast te stellen;
 3. het overgedragen vermogen exact te beschrijven, en desgevallend de hypotheekbewaarders vrij te stellen van het nemen van een ambtshalve inschrijving;
 4. de ruilverhouding op basis van de geactualiseerde netto en bruto-waarde van de activa en passiva per 31 december 2015, na revisorale controle, bij notariële akte vast te stellen;
 5. daartoe alle akten en stukken te tekenen, woonplaats te kiezen en alles te doen wat nodig of nuttig kan zijn.
 6. de ontbinding zonder vereffening van Sibelgas vast te stellen ingevolge de verwezenlijking van de fusie door overneming.
2. Voorstel tot aanwijzing van Eandis Assets als elektriciteits- en aardgasdistributienetbeheerder door de VREG
 3. Bespreking in het kader van artikel 44 van het Vlaams decreet houdende de intergemeentelijke samenwerking van de te ontwikkelen activiteiten en de te volgen strategie voor het boekjaar 2016 alsook van de door de raad van bestuur opgestelde begroting 2016.
 4. Uitkering interim-dividend 2015 – bekrachtiging.
 5. Statutaire benoemingen.
 6. Statutaire mededelingen.

Artikel 2

zijn goedkeuring te hechten aan het voorstel tot fusie door overneming van de opdrachthoudende vereniging SIBELGAS door de opdrachthoudende vereniging Eandis Assets (voorheen Gaselwest genoemd), overeenkomstig het fusievoorstel, waarbij voor SIBELGAS op 1 januari 2016 de algeheelheid van haar vermogen, omvattende alle activa en passiva en alle rechten en plichten, niets uitgezonderd, noch voorbehouden, overgedragen wordt aan Eandis Assets, mits toekenning aan de deelnemers van SIBELGAS van 1.738.620 aandelen A voor de activiteit elektriciteit, en 1.424.428 aandelen A voor de activiteit aardgas zonder aanduiding van nominale waarde, volledig volgestort, van Eandis Assets (voorheen Gaselwest) of a rato van één nieuw aandeel A Eandis Assets voor 0,97127 aandeel C voor de activiteit elektriciteit in SIBELGAS en één nieuw aandeel A Eandis Assets voor 0,96615 aandeel C voor de activiteit aardgas in SIBELGAS, en eveneens zijn goedkeuring te hechten aan de voorgestelde statuten van de gefuseerde distributienetbeheerder 'Eandis Assets', onder de opschortende voorwaarden van

- de parlementaire goedkeuring van de amendementen aan het Vlaams Decreet van 6 juli 2001 houdende de Intergemeentelijke Samenwerking die er onder meer toe strekken de kapitaaldeelname van een private partner en de gelijkschakeling van de statutaire einddata van de distributienetbeheerders in het Vlaams Gewest mogelijk te maken;
- de goedkeuring door de raad van bestuur van IMEA, Gaselwest, Iveka en Iverlek m.b.t. de omzetting van de bestaande aandelen E voor de activiteiten elektriciteit en/of gas in aandelen A (*er wordt vastgesteld dat deze beslissingen reeds genomen zijn*);
- de voorafgaande goedkeuring door de algemene aandeelhoudersvergadering van Gaselwest van een wijziging van het maatschappelijk doel van Gaselwest en een naamswijziging in 'Eandis Assets';
- de herpositionering van de 5 Waalse (deel)gemeenten, die thans nog deelnemer zijn in Gaselwest maar die niet zullen deelnemen aan de voorgenomen fusie door overneming;
- de voorafgaande goedkeuring door de buitengewone algemene vergadering van Iveka van de verschuiving van de huidige statutaire einddatum van Iveka naar 9 november 2019;
- de voorafgaande goedkeuring door de buitengewone algemene vergadering van Intergem van de verschuiving van de huidige statutaire einddatum van Intergem naar 9 november 2019;
- de instemming door de bevoegde mededingingsautoriteiten van de fusie die leidt tot Eandis Assets;
- de goedkeuring van de beschreven fusie door overneming door de buitengewone algemene vergaderingen van alle zeven betrokken opdrachthoudende verenigingen;
- de goedkeuring door de aandeelhouders van Eandis cvba van bepaalde statutenwijzigingen;

- het verkrijgen vanwege de VREG van de erkenning van Eandis Assets als distributienetbeheerder elektriciteit én de erkenning als distributienetbeheerder gas.
- de onvoorwaardelijke en integrale goedkeuring door de Vlaamse Overheid – Agentschap Binnenlands Bestuur van de goedgekeurde statuten, met inbegrip van alle overgangsbepalingen, van de gefuseerde DNB Eandis Assets.

Artikel 3

het ontwerp van de statuten goed te keuren overgemaakt door de Raad van Bestuur.

Artikel 4

de vertegenwoordiger van de gemeente/stad die zal deelnemen aan de buitengewone algemene vergadering van de opdrachthoudende vereniging SIBELGAS op 29 december 2015, op te dragen zijn/haar stemgedrag af te stemmen op de beslissingen genomen in de gemeenteraad van heden inzake voormelde artikelen 1 en 2 van onderhavige raadsbeslissing.

Artikel 5

het college van burgemeester en schepenen te gelasten met de uitvoering van voormelde beslissingen en onder meer kennisgeving hiervan te verrichten aan de opdrachthoudende vereniging SIBELGAS, ter attentie van het secretariaat, mevrouw Anita Vandercruyssen, Werkhuizenkaai 16, 1000 Brussel.

* * * * *

Monsieur de Beaufort entre en séance -- De heer de Beaufort treedt ter vergadering

* * * * *

SP 3.- SIBELGAZ et IBE - Remplacement d'un représentant au Conseil d'administration -- SILBEGAS en BEI - Vervanging van een vertegenwoordiger van de Raad van Bestuur

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu la nouvelle loi communale et notamment ses articles 117 et 120;
Vu les statuts de l'intercommunale SIBELGAZ et de l'Intercommunale Bruxelloise de l'Electricité IBE;
Vu le courrier de l'intercommunale SIBELGAZ du 29 mai 2015;
Vu l'article 48 du décret du 6 juillet 2001 portant sur la réglementation de la coopération intercommunale;
Considérant que le mandat attribué à Madame Mahinur Ozdemir interfère avec cet article, et donc que celle-ci est donc déclarée démissionnaire d'office de son mandat;

DECIDE :

De désigner M. Seydi SAG comme représentant de la commune de Schaerbeek au conseil d'administration de SIBELGAZ et IBE en remplacement de Madame OZDEMIR.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder haar artikels 117 en 120;
Gelet op de statuten van de intercommunale SIBELGAS en de Brusselse Elektriciteitsintercommunale BEI;
Gelet op de briefwisseling van SIBELGAS van 29 mei 2015;
Gelet op artikel 48 van het besluit van 6 juli 2001 tot wijziging van verordeningen intergemeentelijke samenwerking;
Overwegende dat het mandaat aan mevrouw Mahinur Ozdemir interfereert met dit artikel, en het is daarom verklaard ontslag genomen hebbend van haar mandaat;

BESLIST

om Mr. Seydi SAG aan te duiden als vertegenwoordiger van de gemeente Schaarbeek aan de Raad van bestuur van SIBELGAZ en IBE ter vervanging van mevrouw OZDEMIR.

FINANCES ==- FINANCIËN

Enrôlement et règlement ==- Inkohierungen en reglementen

SP 4.- Taxe sur des emplacements de parcage - Exercices 2016 à 2020 - Nouveau règlement - Approbation ==- Belasting op de parkeerplaatsen - Dienstjaren 2016 tot 2020 - Nieuw reglement - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 26 voix contre 9 et 0 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté ==-
Besloten, met 26 stem(men) tegen 9 en 0 onthouding(en). 2 leden hebben niet
gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 26 voix contre 9 et 0 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118,
alinéa 1 ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014
relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière des taxes
communales telle que modifiée à ce jour ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les
communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Revu sa délibération du 29 mai 2013 votant la modification du règlement relatif à la
taxe sur des emplacements de parcage pour un terme de 4 ans, expirant le 31
décembre 2016 ;

Revu sa délibération du 25 septembre 2013 fixant le pourcentage de réduction
prévu dans les dispositions de l'article 3 du règlement-taxe sur des emplacements
de parcage du 29 mai 2013 ;

Vu le Projet du Plan d'action Communal de Stationnement voté par le Conseil
Communal du 23 septembre 2015 ;

Considérant que la matière visée par le règlement taxe engendre dans ses
alentours immédiats une surveillance particulière des services de police et
davantage d'interventions en matière de propreté et de sécurité publique de la part
des services communaux ;

Considérant que la taxe sur les emplacements de parcage est pertinente quant au
type de redevables: à savoir les propriétaires des immeubles de plus de 10
emplacements desservant des immeubles de bureaux ou affectés à une activité
commerciale, industrielle ou artisanale ou d'exploitation, qui ont un patrimoine
d'une certaine ampleur et pour lesquels lesdits parkings créent un certain
enrichissement ;

Considérant que le prélèvement de cette taxe aux taux proposés tient compte de la
capacité contributive des contribuables ; les taux n'influencent pas de manière
significative leur activité d'autant plus que, comme la plupart des taxes
communales, cela est déductible à titre de charges d'exploitation ;

Considérant la nécessité de favoriser des partenariats entre la Commune et les
opérateurs privés pour que soit facilitée l'utilisation des emplacements de parcage
pendant les heures de fermeture des établissements et ce, afin de remédier aux
difficultés de stationnement dans certains quartiers schaarbeekoïses où
l'indisponibilité en stationnement, notamment nocturne, est élevée ;

Considérant que l'exonération consentie aux surfaces de parking de moins de dix
emplacements se justifie puisque la capacité contributive de ces contribuables sera
dès lors aussi moindre ;

Considérant qu'il n'est pas lieu d'exonérer les équipements d'intérêt collectif ou de
service public puisqu'il n'existe aucun principe général de droit qui justifierait une
exemption fiscale des biens du domaine public et ceux du domaine privé de l'Etat
affectés à un service d'intérêt général, seule une loi pouvant prévoir une exemption
ou une modération d'impôts, sans qu'il soit prévu d'exception en ce qui concerne
l'Etat ;

Considérant que les philosophies ou les cultes reconnus, les hôpitaux ou cliniques gérés par les pouvoirs publics ou subsidiés par eux, les organismes s'occupant, sans but de lucre, de bienfaisance, d'activités d'aide sociale ou de santé ou encore d'activités culturelles ou sportives, et pour autant que ces organismes soient agréés ou subventionnés par les pouvoirs publics, remplissent des missions d'intérêt général ;

Considérant que les emplacements de parcage servant comme stockage de véhicules non immatriculés ou un lieu d'emplacement de leurs propres véhicules utilitaires ne sont pas mutualisables et vu la politique locale poursuivie, ceux-ci ne peuvent donc pas être imposés ;

Considérant la nécessité pour la commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion et du prescrit de l'article 252 NLC lequel énonce qu' : « En aucun cas, le budget des dépenses et des recettes des communes ne peut présenter, au plus tard à compter de l'exercice budgétaire 1988, un solde à l'ordinaire ou à l'extraordinaire en déficit ni faire apparaître un équilibre ou un boni fictifs » ;

Considérant la nécessité pour la commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités :

Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie.

Vu la situation financière de la commune ;

Vu le rapport du Collège des Bourgmestres et Echevins du 1er décembre 2015;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins ;

ARRETE :

Article 1

Il est établi, pour les exercices 2016 à 2020, une taxe communale annuelle sur des emplacements de parcage.

Sont visées :

1. les surfaces de parking affectées aux bureaux et/ou aux équipements d'intérêt collectif ou de service public ;
2. les surfaces de parking connexes à une activité commerciale, industrielle, artisanale ou à une activité de production de services matériels ou de biens immatériels ;
3. l'exploitation commerciale d'emplacements de parcage.

Article 2

§ 1 - Pour l'application des présentes dispositions, il faut entendre par emplacement de parcage : une surface délimitée destinée au stationnement d'un véhicule motorisé, située dans un espace clos ou à l'air libre, sur ou dans un bien immobilier, mise à disposition à titre gratuit ou onéreux par toute personne physique ou morale et affectée à l'accueil soit de personnes qui y travaillent quel que soit leur statut, soit de clients, soit de fournisseurs, soit de visiteurs.

§ 2 - Pour l'application des présentes dispositions, le bien immobilier est défini par son affectation urbanistique.

§ 3 - En cas de contestation quant au nombre d'emplacements de parcage existants, notamment en cas d'absence de marquage au sol, le calcul se fera en divisant la surface affectée au stationnement renseignée au cadastre et/ou au permis d'urbanisme et/ou au permis d'environnement et/ou au permis mixte par une surface forfaitaire de 13 m² (surface d'un emplacement).

Article 3

Les taux de la taxe pour l'exercice 2016 sont fixés à :

- 105€ par emplacement pour les surfaces de parking desservant des bureaux et/ou aux équipements d'intérêt collectif ou de service public [taux 1];
- 137€ par emplacement pour les surfaces de parking connexes à une activité commerciale, industrielle, artisanale ou de production de services matériels ou de biens immatériels [taux 2];
- 58€ par emplacement pour l'exploitation commerciale d'emplacements de parcage [taux 3].

Ces taux seront majorés au 1er janvier de l'année suivante au taux de 2%, arrondis à l'euro le plus proche, conformément au tableau ci-dessous:

	Exercice 2017	Exercice 2018	Exercice 2019	Exercice 2020
[Taux 1]	107€	109€	111€	113€
[Taux 2]	140€	143€	146€	149€
[Taux 3]	59€	60€	61€	62€

Une réduction de 75 % du taux 1 et 2 est accordée aux établissements qui s'engagent dans le processus de mise à disposition d'emplacements de parking (d'au moins 10 heures consécutives) au bénéfice des riverains en dehors des heures d'ouverture normales de leur établissement.

Cette réduction porte exclusivement sur le nombre d'emplacements mis à disposition et est accordée entièrement par exercice quel que soit le mois au cours duquel la mise à disposition est réalisée.

Lorsque dans un même bien, sont rassemblés aussi d'autres emplacements de parking que ceux mis à disposition des riverains, il y a lieu de distinguer les uns des autres au moyen d'une signalisation appropriée. A défaut de signalisation, les emplacements de parking mis à disposition des riverains ne seront pas considérés comme tels.

Chaque engagement en vue d'une réduction de la taxe doit être soumis pour approbation au Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 4

La taxe est due par le propriétaire du bien immobilier connexe à la surface de parking, mentionnée à l'article premier. En cas d'emphytéose ou de superficie, la taxe est due solidairement par le tréfoncier et respectivement, par l'emphytéote et le superficiaire. En cas d'usufruit, la taxe est due solidairement par le nu-propriétaire et l'usufruitier.

En cas de copropriété, la taxe n'est exigée des copropriétaires qu'à concurrence de la part de chacun d'eux dans la copropriété.

Article 5

La taxe est due pour l'année entière quelle que soit la date de début ou de fin de l'affectation visée à l'article premier.

Article 6

Ne seront pas soumises au présent règlement, les surfaces de parking :

1. de moins de 10 emplacements ;
2. servant aux cultes visés par la loi sur le temporel des cultes, aux hôpitaux, aux cliniques, aux polycliniques, aux dispensaires et œuvres de bienfaisance, à l'exception des surfaces de parking utilisées dans le cadre de la pratique d'opérations lucratives ou commerciales ;
3. qui sont utilisé comme stockage de véhicules non immatriculés pour autant que ceci est spécifié au permis d'urbanisme et/ou au permis d'environnement et/ou au permis mixte ;
4. qui sont utilisé par l'occupant lui même pour stationner ses véhicules utilitaires en dehors des heures normales d'ouverture.

Article 7

Pour un exercice d'imposition donné, l'administration communale adresse une formule de déclaration au contribuable que celui-ci est tenu de lui retourner, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année qui donne son nom à cet exercice. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration a l'obligation d'en réclamer une et est tenu de la renvoyer, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année de l'exercice considéré. Cette déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration et la renvoyer, dûment complétée et signée, à l'administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Sans préjudice des dispositions du présent règlement, le nouveau formulaire de déclaration sert de base aux enrôlements ultérieurs et vaut révocation expresse de la formule de déclaration précédente.

Article 8

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle de sa déclaration notamment en fournissant tous les documents et renseignements qui lui seront réclamés à cet effet. En cas de non remise de document, d'absence de coopération ou d'empêchement du contrôle fiscal par le contribuable ou par un tiers, une amende administrative de 50€ sera imposée. Cette amende sera établie et recouvrée selon les mêmes règles que celles prévues aux articles 10 à 12 du présent règlement.

Article 9

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable peut entraîner l'enrôlement d'office de la taxe sur la base des données dont la Commune dispose. Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée d'un montant égal à la moitié de la taxe due. Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

Le contribuable dispose d'un délai de trente jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si endéans ce délai le contribuable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Article 10

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

Article 11

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des impôts sur les revenus de 1992.

Article 12

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

Article 13

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation contre la taxe enrôlée, la majoration éventuelle de la taxe et/ou l'amende administrative, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être introduite par écrit, signée et motivée. Elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie et l'objet de la réclamation. Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de l'examen de sa réclamation, il doit en faire la demande explicite dans sa réclamation.

Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception sera notifié dans les 15 jours après l'envoi ou du dépôt de la réclamation.

Article 14

La présente délibération entre en vigueur le 1er janvier 2016 et abroge les délibérations des 29 mai et 25 septembre 2013 visées dans le préambule.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 26 stem(men) tegen 9 en 0 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Herziende zijn raadsbesluit van 29 mei 2013, welke de wijziging van het reglement betreffende de belasting op parkeerplaatsen, stemt voor een termijn van 4 jaar, vervallend op 31 december 2016;

Herziende zijn raadsbesluit van 25 september 2013, welke het percentage van vermindering vaststelt, voorzien in de bepalingen van het artikel 3 van het reglement betreffende de belasting op parkeerplaatsen van 29 mei 2013

Gelet het Ontwerp Gemeentelijk Parkeer Actieplan gestemd door de gemeenteraad van 23 september 2015;

Overwegende het feit dat de materie beoogt in dit belastingreglement in zijn onmiddellijke omgeving een bijzonder toezicht van de politie en meer interventies in de nethed en de openbare veiligheid door de gemeentelijke diensten vraagt;

Overwegende dat de belasting op parkeerplaatsen ook relevant is voor het type van belastingplichtigen, namelijk de eigenaars van gebouwen met parkeerplaatsen van meer dan 10 plaatsen dienen voor kantoorgebouwen of een commerciële, industriële of ambachtelijke activiteit of uitbating, die een patrimonium van een zekere omvang hebben en voor dewelke de genoemde parkings een zekere verrijking creëren;

Overwegende dat de inning van deze belasting aan het voorgestelde tarief rekening houdt met de mogelijkheid om te betalen door de belastingplichtige; de tarieven zullen geen significante invloed op hun activiteiten hebben omdat de meeste gemeentelijke belastingen als operationele kosten wordt afgetrokken;

Overwegende de noodzaak om het partnerschap tussen de Gemeente en privé-ondernemingen te bevorderen zodat het gebruik van parkeerplaatsen tijdens de sluitingsuren van de instellingen wordt vergemakkelijkt zodat er verholpen kan worden aan de parkeerproblemen in bepaalde Schaarbeekse wijken waar de parkeerdruk, met name 's nachts, groot is;

Overwegende het feit dat de parkeerterreinen met minder dan tien plaatsen worden vrijgesteld gerechtvaardigd is omdat de fiscale capaciteit dan de belastingschuldige hierdoor ook minder is;

Overwegende dat het niet nodig is een vrijstelling te verlenen voor de voorzieningen van collectief belang of openbare diensten, omdat er geen algemeen rechtsbeginsel bestaat dat een belastingvrijstelling van het openbare en private domein van de Staat, welke is toegewezen aan een dienst van algemeen belang, zou rechtvaardigen, en omdat alleen een wet over een vrijstelling of belastingmatiging ten aanzien van de Staat kan voorzien;

Overwegende dat filosofieën en erkende erediensten, ziekenhuizen of klinieken beheerd of gesubsidieerd door de openbare machten; de instellingen die zich, zonder winstgevend doel, bezighouden met liefdadigheid, sociale hulp of gezondheidsactiviteiten evenals culturele of sportieve activiteiten, voor zover deze instellingen erkend of gesubsidieerd zijn door de openbare machten; deelnemen aan opdrachten van algemeen belang;

Overwegende de parkeerplaatsen dienende als stockageruimten van niet-ingeschreven voertuigen of stalplaats van de eigen bedrijfsvoertuigen niet omvormbaar zijn en gezien de lokale gevoerde politiek ook niet belastbaar kunnen worden gesteld;

Overwegende de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan en de vereisten van artikel 252 NGW, waarin staat dat: "De begroting van de uitgaven en de ontvangsten van de gemeenten mag, ten laatste te rekenen vanaf het begrotingsjaar 1988, in geen enkel geval, een deficitair saldo op de gewone of de buitengewone dienst, noch een fictief evenwicht of een fictief batig saldo, vertonen";

Overwegende de noodzaak voor de gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt;

Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 1 december 2015;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,
BESLUIT :

Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren 2016 tot en met 2020 een jaarlijkse gemeentebelasting gevestigd op parkeerplaatsen.

Worden bedoeld:

1. parkeerplaatsen bestemd voor kantoren en/of voor de voorzieningen van collectief belang of van openbare diensten;
2. parkeerplaatsen verbonden aan handels-, industriële, ambachtelijke activiteiten of vervaardiging van materiële diensten of immateriële goederen;
3. parkeerplaatsen uitgebaat voor commerciële doeleinden.

Artikel 2

§ 1 - Voor de toepassing van de huidige beschikkingen moet men onder een parkeerplaats verstaan: een afgebakende oppervlakte die bestemd is voor het plaatsen van een gemotoriseerd voertuig in een open of gesloten ruimte, op of in een onroerend goed, gratis of betalend ter beschikking gesteld aan iedere natuurlijke persoon of rechtspersoon en bestemd voor het onthaal van hetzij personen die er werken ongeacht hun statuut, hetzij klanten, hetzij leveranciers, hetzij bezoekers.

§ 2 - Voor de toepassing van de huidige beschikkingen wordt het onroerend goed gedefinieerd aan de hand van zijn kadastrale referentie.

§ 3 - Bij betwisting van het aantal bestaande parkings, in het bijzonder bij het ontbreken van een markering op de grond, zal de berekening van het aantal parkeerplaatsen gebeuren door de oppervlakte bestemd voor het stationeren vermeld bij het kadaster en/of in de stedenbouwkundige vergunning en/of in de milieuvergunning en/of de gemengde vergunning te delen door een forfaitaire oppervlakte van 13 m² (oppervlakte van een plaats).

Artikel 3

De belastingvoet wordt voor het dienstjaar 2016 vastgesteld als volgt:

- 105€ per parkeerplaats bestemd voor kantoren en/of voor de voorzieningen van collectief belang of van openbare diensten [aanslagvoet 1];
- 137€ per parkeerplaats commercieel uitgebaat of voor parkeerruimten verbonden aan handels-, industriële, ambachtelijke activiteiten of vervaardiging van materiële diensten of immateriële goederen [aanslagvoet 2];
- 58€ per commercieel uitgebate parkeerplaats [aanslagvoet 3];

Deze aanslagvoeten zullen per 1 januari van het volgende jaar worden verhoogd met 2%, afgerond naar de dichtstbijzijnde euro, volgens onderstaande tabel:

	Dienstjaar 2017	Dienstjaar 2018	Dienstjaar 2019	Dienstjaar 2020
[Voet 1]	107€	109€	111€	113€
[Voet 2]	140€	143€	146€	149€
[Voet 3]	59€	60€	61€	62€

Een vermindering met 75%, op de aanslagvoet 1 en 2, wordt toegestaan aan de belastingplichtigen die zich engageren tot het project van het beschikbaar stellen van parkeerplaatsen (minstens 10 opeenvolgende uren) ten behoeve van de buurtbewoners, buiten de normale openingstijden van hun instelling. Deze vermindering heeft uitsluitend betrekking op het aantal beschikbare parkeerplaatsen en wordt in zijn geheel toegestaan voor het dienstjaar ongeacht de maand waarin de ter beschikkingstelling wordt gerealiseerd.

Wanneer er in één en hetzelfde goed niet alle parkeerplaatsen ter beschikking worden gesteld, is het aangewezen deze door een aangepaste signalisatie van elkaar te onderscheiden. Bij gebrek aan signalisatie worden alle parkeerplaatsen geacht als niet ter beschikking te zijn gesteld. Ieder engagement met betrekking tot de vermindering van de belasting dient ter goedkeuring worden voorgelegd aan het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de eigenaar van het onroerend goed waaraan de parkeerplaatsen, bedoeld in artikel 1, behoren. Bij erfpacht of opstal is de belasting hoofdelijk verschuldigd door de opstalgever en respectievelijk door de erfpachter en de opstalhouder. Bij vruchtgebruik is de belasting hoofdelijk verschuldigd door de blote eigenaar en de vruchtgebruiker.

Bij mede-eigendom, wordt de belasting van de mede-eigenaars geëist volgens ieders aandeel ieder in deze mede-eigendom.

Artikel 5

De belasting is voor het ganse jaar verschuldigd welke ook de datum van aanvang of de datum van stopzetting van de bovenvermelde bestemming in artikel één wezen.

Artikel 6

Worden niet aan bijgaand reglement onderworpen, de parkeerruimten:

1. minder dan 10 parkeerplaatsen;
2. welke ten dienste staan van de erediensten, aangeduid door de wet op het wereldlijke der erediensten, de hospitalen, de klinieken, de poliklinieken, de dispensaria en weldadigheidswerken met uitzondering van de parkeerplaatsen gebruikt in het kader van winstgevende of handelspraktijken;
3. welke gebruikt worden als stockage van niet-ingeschreven voertuigen in zoverre dit vermeld is in de stedenbouwkundige vergunning en/of in de milieuvergunning en/of de gemengde vergunning;
4. welke gebruikt worden buiten de normale openingstijden, voor het stallen van de bedrijfsvoertuigen van de gebruiker.

Artikel 7

Voor een welbepaald aanslagjaar laat het Gemeentebestuur een aangifteformulier worden aan de belastingplichtige, dat door hem behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd, uiterlijk op 31 december van het jaar dat zijn naam geeft aan het dienstjaar. De belastingplichtigen die geen aangifteformulier ontvangen hebben, worden verzocht er één te vragen en zijn ertoe gehouden deze terug te sturen, behoorlijk ingevuld en ondertekend, uiterlijk op 31 december van het desbetreffende dienstjaar. De aangifte blijft geldig voor de volgende dienstjaren, tot herroeping.

In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen en deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis. Onverminderd de bepalingen van deze verordening, de nieuwe aangifte vormt de basis bij de volgende inkohieringen en herroept uitdrukkelijk het vorige aangifteformulier.

Artikel 8

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de controle van zijn aangifte te vergemakkelijken voornamelijk door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem hierbij zouden worden gevraagd. Bij het niet voorleggen van documenten, gebrek aan medewerking of verhinderen van de fiscale controle door de belastingplichtige of een derde, wordt een administratieve geldboete opgelegd van 50€. Deze boete wordt gevestigd en ingevorderd volgens dezelfde regels als voorzien in de artikels 10 tot 12 van dit reglement.

Artikel 9

Het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige kan de aanslag van ambtshalve worden gevestigd op basis van de gegevens waarover de Gemeente beschikt. In dit geval zal de ingekohierde belasting worden verhoogd met het bedrag gelijk aan de helft van de verschuldigde belasting. Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het gemeentebestuur per aangetekend schrijven, de motieven betekenen aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden.

Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigt.

Artikel 10

De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

Artikel 11

De belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan betaling binnen de vastgestelde termijn zullen verwijlinteressen worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992

Artikel 12

De belasting is door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

Artikel 13

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaar indienen tegen de belasting, de eventuele verhoging van de belasting en/of de administratieve boete, bij het College van Burgemeester en Schepenen, die als bestuursoverheid handelt.

Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift schriftelijk gebeuren, ondertekend en met redenen omkleed zijn. Het bezwaar moet vermelden: de naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld alsook het onderwerp van het bezwaar. Indien de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het onderzoek van zijn bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vragen in zijn bezwaarschrift.

De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van nietigheid, binnen de termijn van drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Van het bezwaarschrift zal schriftelijk ontvangst bericht worden binnen de 15 dagen na de verzending of de indiening van het bezwaarschrift.

Artikel 14

Dit reglement treedt in voege op 1 januari 2016 en herroept de in de inleiding bedoelde raadsbesluiten van 29 mei en 25 september 2013.

SP 5.- Taxe sur l'occupation de la voie publique à des fins commerciales - Exercices 2016 à 2020 – Nouveau règlement - Approbation ==- Belasting op de bezetting van de openbare weg voor handelsdoeleinden - Dienstjaren 2016 tot 2020 – Nieuw reglement - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 25 voix contre 10 et 0 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté ==- Besloten, met 25 stem(men) tegen 10 en 0 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 25 voix contre 10 et 0 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;
Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;
Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière des taxes communales telle que modifiée à ce jour ;
Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;
Revu sa délibération du 29 septembre 2010 votant le règlement-taxe sur les distributeurs automatiques de produits divers pour un terme de 5 ans, expirant le 31 décembre 2015 ;
Revu sa délibération du 28 septembre 2011 votant le règlement-taxe sur les distributeurs de carburant installés sur la voie publique ou sur terrain privé le long de la voie publique pour un terme de 5 ans, expirant le 31 décembre 2016 ;
Revu sa délibération du 30 novembre 2011 votant le règlement-taxe sur l'étalage de marchandises et autres objets sur la voie publique pour un terme de 4 ans, expirant le 31 décembre 2015 ;
Revu sa délibération du 18 décembre 2013 votant le règlement-taxe sur le placement de tables, chaises, bancs et dispositifs complémentaires sur la voie publique pour un terme de 5 ans, expirant le 31 décembre 2018 ;
Vu les dispositions du règlement général de police ;
Vu les dispositions du règlement communal d'urbanisme ;
Considérant que la perception de la taxe visée au présent règlement assure une répartition équitable de la charge fiscale entre les différents contribuables en fonction de la durée de l'occupation du domaine public sollicitée par le redevable ;
Considérant qu'aucune distinction ne peut être faite entre certains différents types d'occupation de la voie publique étant donné que l'encombrement est identique, que celui-ci représente aussi un obstacle vis-à-vis des autres usagers de la voie publique et que la charge de travail administratif nécessaire au recensement de cette taxe reste identique : une révision de certains taux était nécessaire ;
Considérant que l'augmentation des taux pour des terrasses amovibles se justifie au vu de la nécessité de freiner l'installation de celles-ci pour des motifs sécuritaires et esthétiques ;
Considérant l'objectif de promouvoir la vie sociale et culturelle il est nécessaire d'exonérer de la taxe sur l'occupation de la voie publique à l'occasion des événements qui figurent au programme des fêtes communales pour les commerçants utilisant la partie de la voie publique qui se trouve devant leur commerce ;
Considérant que la baisse des revenus résultant des perturbations liées aux travaux publics devrait être compensée par l'octroi d'une réduction de la taxe en fonction de la durée des travaux ;
Considérant que l'activité visée par le règlement taxe engendre une surveillance particulière des services de police et davantage d'interventions en matière de propreté et de sécurité publique de la part des services communaux ;
Considérant la nécessité pour la commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion et du prescrit de l'article 252 NLC lequel énonce qu' : « En aucun cas, le budget des dépenses et des recettes des communes ne peut présenter, au plus tard à compter de l'exercice budgétaire 1988, un solde à l'ordinaire ou à l'extraordinaire en déficit ni faire apparaître un équilibre ou un boni fictifs » ;
Considérant la nécessité pour la commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités ;
Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie.

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins des 13 octobre et 8 décembre 2015 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Il est établi, pour les exercices 2016 à 2020, une taxe communale sur l'occupation de la voie publique à des fins commerciales.

Article 2

Sont visés par les présentes dispositions :

- l'étalage de marchandises, tables, chaises, bancs, terrasses et tout autre dispositif complémentaire placé sur la voie publique;
- chevalets, présentoirs ou étendards de publicité commerciale placé sur la voie publique ;
- les distributeurs de carburant installés sur la voie publique ou sur un terrain privé, en retrait, le long de la voie publique;
- les distributeurs automatiques de produits divers pouvant être utilisés de la voie publique.

Au sens du présent règlement, il faut entendre :

- Voie publique: les voies et leurs trottoirs ou accotements immédiats qui appartiennent aux autorités communale ou régionale. Les voies de circulation y compris les accotements et les trottoirs affectés en ordre principal à la circulation des personnes ou des véhicules et accessibles à tous. Les emplacements publics établis en tant que dépendances des voies de circulation et affectés notamment au stationnement des véhicules, les parcs, jardins, plaines et aires de jeu publics.
- distributeurs automatiques : les distributeurs qui contiennent une partie mécanique, électrique ou électronique servant à leur mise en marche, à leur fonctionnement ou à leur utilisation et dont le enclenchement est provoqué par l'introduction d'une pièce de monnaie, d'un jeton ou par tout autre moyen qui lui serait substitué.

Article 3

§1. Toute occupation de l'espace public visée par le présent règlement doit être préalablement autorisée par l'autorité communale compétente.

§2. La demande d'occupation de l'espace public doit être introduite par écrit à l'administration communale, avant le début de l'occupation. Outre l'identité du requérant, cette demande mentionne la raison d'être de l'occupation, sa localisation précise, ainsi que la superficie qu'il est prévu d'occuper.

§3. L'autorisation reste valable jusqu'à sa révocation ou à son retrait. Le retrait de l'autorisation par l'administration ou une renonciation par le contribuable ne donne aucun droit à obtenir une indemnité quelconque ou le remboursement du montant de la taxe qu'il aurait déjà payé.

§4. En cas de modification de la base imposable, une nouvelle demande devra être faite le jour même ou le premier jour ouvrable qui suit cette modification.

Article 4

La taxe est due annuellement par la personne physique ou morale, titulaire de l'autorisation d'occupation dûment délivrée par l'autorité compétente, à compter du 1er janvier.

En cas d'occupation de l'espace public sans obtention préalable de l'autorisation requise en exécution du présent règlement, la taxe est due par la personne, physique ou morale, qui occupe effectivement l'espace public. Elle est due dans son entièreté et n'est pas divisible quelle que soit la date du placement des objets taxables sur la voie publique.

En cas de reprise d'un établissement pour lequel la taxe de l'année en cours a été acquittée, il ne sera pas perçu de nouvelle taxe pour une même superficie imposable.

Le paiement de la taxe n'entraîne, pour la commune, aucune obligation spéciale de surveillance.

Article 5

Les taux annuels, fixés au 1^{er} janvier 2016, seront majorés au 1er janvier de l'année suivante au taux de 2% arrondis à l'euro le plus proche, conformément aux tableaux ci-dessous :

- Pour le placement de tables, chaises, bancs et autre dispositifs complémentaires, dite « les terrasses » ou pour l'étalage de marchandises ou autres objets, par mètre carré de surface occupée :

		Exercice 2016	Exercice 2017	Exercice 2018	Exercice 2019	Exercice 2020
	Terrasses					
<u>Taux 1</u>	Par mètre carré de surface utilisée	18 €	18 €	18 €	18 €	18 €
<u>Taux 2</u>	Avec plancher ou autre dispositif et non démonté en hiver (du 01/01 au 31/03 et du 01/11 au 31/12)	47 €	48 €	49 €	50 €	51 €
<u>Taux 3</u>	Terrasse fermée	59 €	60 €	61 €	62 €	63 €
<u>Taux 4</u>	Cotisation minimale	150 €	153 €	156 €	159 €	162 €

Est à considérer comme « terrasse fermée », toute surface occupée, séparée de la voie publique de quelque manière que ce soit et constituant un enclos abrité des intempéries au moyen de dispositifs fixes ou mobiles, tels que panneaux, cloisons vitrées, stores, etc.

La cotisation minimale sera réduite de moitié et arrondie à l'euro le plus proche, si la terrasse est complètement démontée pendant l'hiver (du 01/01 au 31/03 et du 01/11 au 31/12).

Pour le calcul de la taxe, la surface à prendre en considération est celle du quadrilatère qui circonscrit le groupe d'objets taxables qui occupent le domaine public.

Lorsqu'il y a des paravents, même si ceux-ci dépassent l'alignement de la terrasse ou des marchandises ou objets quelconques, la largeur imposable sera la longueur des paravents. Il ne sera décompté en tout qu'une bande d'un mètre de largeur à titre forfaitaire si l'empiètement sur la voie publique s'étend des deux côtés d'une porte d'accès à l'établissement, exception faite cependant dans le cas de l'existence d'un plancher.

Toute fraction de mètre carré entamée est comptée pour un mètre carré.

- Pour le placement de chevalets, de présentoirs ou étendards ou les distributeurs automatiques à l'exclusion des carburants:

		Exercice 2016	Exercice 2017	Exercice 2018	Exercice 2019	Exercice 2020
<u>Taux 5</u>	Par objet	76 €	78 €	80 €	82 €	84 €

Toutefois, les chevalets, présentoirs, étendards ou les distributeurs automatiques situés dans la zone imposable de la terrasse ou de l'étalage de marchandises ou autres objets, seront inclus dans le calcul de la surface de la terrasse ou la surface de l'étalage.

- Pour les appareils de distribution de carburant:

		Exercice 2016	Exercice 2017	Exercice 2018	Exercice 2019	Exercice 2020
<u>Taux 6</u>	Par compteur	950 €	969 €	988 €	1.008 €	1.028 €
<u>Taux 7</u>	Par distributeur automatique	1.450 €	1.479 €	1.509 €	1.539 €	1.570 €

La taxe est réduite de 25 % par compteur permettant d'alimenter les véhicules en gaz naturel, bioéthanol, biodiesel, biogaz et LPG (Liquified Petroleum Gas)

Article 6

Sont exonérés de la taxe :

-à l'occasion de braderies, foires, kermesses qui figurent au programme des fêtes communales arrêté par le Collège des Bourgmestre et Echevins, cette exonération ne sera accordée qu'aux commerçants utilisant la partie de la voie publique qui se trouve devant l'immeuble où ils exercent habituellement leur activité ;

- le premier chevalet, présentoir ou dispositif portant la carte d'un établissement Horeca à condition qu'il soit placé dans le périmètre d'une terrasse, d'un débit de boisson ou d'un restaurant et pour autant qu'une autorisation ait été donnée par l'Administration communale à cet effet ;

-les distributeurs automatiques de préservatifs.

Sont exonérés partiellement ou totalement de la taxe :

-le redevable dont le commerce est situé dans une zone de travaux de réfection effectués en voirie publique et dont l'ampleur perturbe ou empêche l'accès normal au commerce peut introduire une demande de réduction de la taxe auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins.

La réduction est fixée à :

- 50% lorsque la durée du chantier est supérieure à 30 jours calendrier et inférieure ou égale à 90 jours calendrier
- 100% lorsque la durée du chantier est supérieure à 90 jours calendrier durant un même exercice fiscal
- Pour les chantiers dont la durée chevauche deux ou plusieurs exercices, la réduction sera calculée sur base du nombre de jours calendrier de travaux rattachés à chacun de ceux-ci

Article 7

Pour un exercice d'imposition donné, l'administration communale adresse une formule de déclaration au contribuable que celui-ci est tenu de lui retourner, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année qui donne son nom à cet exercice. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration a l'obligation d'en réclamer une et est tenu de la renvoyer, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année de l'exercice considéré. Cette déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration et la renvoyer, dûment complétée et signée, à l'administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Sans préjudice des dispositions du présent règlement, le nouveau formulaire de déclaration sert de base aux enrôlements ultérieurs et vaut révocation expresse de la formule de déclaration précédente.

Article 8

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle de sa déclaration notamment en fournissant tous les documents et renseignements qui lui seront réclamés à cet effet. En cas de non remise de document, d'absence de coopération ou d'empêchement du contrôle fiscal par le contribuable ou par un tiers, une amende administrative de 50€ sera imposée. Cette amende sera établie et recouvrée selon les mêmes règles que celles prévues aux articles 10 à 12 du présent règlement.

Article 9

La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable peut entraîner l'enrôlement d'office de la taxe sur la base des données dont la Commune dispose. Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée d'un montant égal à la moitié de la taxe due. Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe. Le contribuable dispose d'un délai de trente jours calendrier, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si endéans ce délai le contribuable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Article 10

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

Article 11

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des impôts sur les revenus de 1992.

Article 12

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

Article 13

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation contre la taxe enrôlée, la majoration éventuelle de la taxe et/ou l'amende administrative, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être introduite par écrit, signée et motivée. Elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie et l'objet de la réclamation. Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de l'examen de sa réclamation, il doit en faire la demande explicite dans sa réclamation.

Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Un accusé de réception sera notifié dans les 15 jours après l'envoi ou du dépôt de la réclamation.

Article 14

La présente délibération entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016 et abroge à cette même date les délibérations des 29 septembre 2010, 28 septembre 2011, 30 novembre 2011 et 18 décembre 2013 visées en préambule.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 25 stem(men) tegen 10 en 0 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Herziende zijn raadsbesluit van 29 september 2010 stemmend het belastingreglement op de automatische verdeelapparaten van allerhande producten, voor een termijn van 5 jaar, vervallend op 31 december 2015;

Herziende het raadsbesluit van 28 september 2011 stemmend het belastingreglement op de brandstofverdelers geplaatst op de openbare weg of op private eigendom langs de openbare weg gelegen, voor een termijn van 5 jaar vervallend op 31 december 2016;

Herziende zijn raadsbesluit van 30 november 2011 stemmend het belastingreglement op het uitstallen van koopwaren en andere voorwerpen op de openbare weg voor een termijn van 4 jaar, vervallend op 31 december 2015;

Herziende zijn raadsbesluit van 18 december 2013 stemmend het belastingreglement op het plaatsen van tafels, stoelen, banken en andere bijkomende opstellingen op de openbare weg voor een termijn van 5 jaar, vervallend op 31 december 2018;

Gelet op de beschikkingen van het algemeen politiereglement;

Gelet op de beschikkingen van de gemeentelijke stedenbouwkundige verordening; Overwegende dat de invordering van de in dit reglement bedoelde belasting een billijke verdeling van de fiscale lasten waarborgt onder de verschillende belastingplichtigen, in functie van de duur van de door de belastingplichtige gevraagde bezetting van het openbaar domein;

Overwegende dat er geen onderscheid kan worden gemaakt tussen sommige verschillende soorten van bezetting van de openbare weg, aangezien de ingenomen plaats identiek is, deze ook een obstakel vertegenwoordigt ten opzichte van andere gebruikers van de openbare weg en de administratieve werklast bij de telling van deze belasting hetzelfde blijft: de herziening van een aantal tarieven noodzakelijk was;

Overwegende dat de tariefverhoging voor verwijderbare terrassen wordt gerechtvaardigd door de noodzaak om de installatie van deze af te remmen omwille voor de veiligheid en esthetische redenen;

Overwegende de doelstelling tot het bevorderen van het sociale en culturele leven is het nodig om de bezetting van de openbare weg vrij te stellen van de belasting ter gelegenheid van evenementen voorzien in het programma van de gemeentefeesten voor handelaren die een gedeelte van de openbare weg gebruiken die zich voor hun handel bevindt;

Overwegende dat de daling van de opbrengsten als gevolg van hinder door openbare werken moeten worden gecompenseerd door de toekenning van een belastingvermindering, afhankelijk van de duur van de werkzaamheden;

Overwegende het feit dat de activiteit beoogt in dit belastingreglement een bijzonder toezicht van de politie en meer interventies op gebied van de netheid en de openbare veiligheid vraagt van de gemeentelijke diensten;

Overwegende de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan en de vereisten van artikel 252 NGW, waarin staat dat: "De begroting van de uitgaven en de ontvangsten van de gemeenten mag, ten laatste te rekenen vanaf het begrotingsjaar 1988, in geen enkel geval, een deficitair saldo op de gewone of de buitengewone dienst, noch een fictief evenwicht of een fictief batig saldo, vertonen";

Overwegende de noodzaak voor de gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt;

Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Gelet op de verslagen van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 oktober en 8 december 2015;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren 2016 tot 2020 een belasting gevestigd op de bezetting van de openbare weg voor handelsdoeleinden.

Artikel 2

Worden beoogd door de huidige bepalingen:

- het uitstellen van koopwaar, tafels, stoelen, banken, terrassen en andere bijkomende opstellingen op de openbare weg geplaatst;
- stoepborden, verkoopstandaarden of vaandels van commerciële publicitaire aard op de openbare weg geplaatst;
- de op de openbare weg geplaatste brandstofverdelers evenals de apparaten toegankelijk voor het publiek en geplaatst op een privaatterrein, teruggetrokken, langs de openbare weg;
- de automatische verdelers van producten die kunnen worden gebruikt vanaf de openbare weg.

In de zin van dit reglement, dient te worden verstaan onder:

- openbare weg: de wegen en hun trottoirs of nabijgelegen bermen die eigendom zijn van de gemeentelijke of gewestelijke overheden; verkeerswegen, met inbegrip van de bermen en de voetpaden, die voornamelijk bestemd zijn voor het verkeer van voetgangers of voertuigen en voor iedereen toegankelijk zijn; de openbare ruimten aangelegd als aanhorigheden van de verkeerswegen en voornamelijk bestemd voor het parkeren van voertuigen, openbare parken, tuinen, speelplaatsen en pleinen.
- automatische verdeler: zij die voorzien zijn met een mechanische, elektrische of elektronische ingangstelling, dienstig tot hun werking of gebruik en die ingeschakeld worden door de inbreng van een geldstuk, muntstuk of gelijk welk vervangmiddel.

Artikel 3

§1. Iedere bezetting van de openbare ruimte beoogd door onderhavig reglement dient vooraf te zijn toegestaan door de bevoegde gemeenteoverheid.

§2. De aanvraag tot bezetting van de openbare ruimte dient vóór de aanvang van de bezetting schriftelijk ingediend te worden bij het gemeentebestuur. Naast de identiteit van de aanvrager, dient deze aanvraag de reden, de exacte plaats en de voorziene oppervlakte te vermelden.

§3. De toelating blijft geldig tot herroeping of tot de intrekking ervan. Het intrekken van de verleende vergunning of het afstand doen ten bate van deze door de belastingplichtige heeft voor laatstgenoemde geen enkel recht tot gevolg op het verkrijgen van om het even welke vergoeding of op terugbetaling van het bedrag van de belastingen die hij al zou hebben betaald.

§4. In geval van wijziging van de belastbare grondslag moet een nieuwe aanvraag ingediend worden op de dag zelf of op de eerste werkdag volgend op de wijziging.

Artikel 4

De belasting is jaarlijks verschuldigd door de natuurlijke- of rechtspersoon aan wie de vereiste toelating tot bezetting werd verleend door de bevoegde overheid, te rekenen vanaf 1 januari. Bij bezetting van de openbare ruimte zonder het voorafgaand verkrijgen van de vereiste toelating is de belasting in uitvoering van onderhavig reglement verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die de openbare ruimte effectief bezet. Zij is verschuldigd voor het hele jaar en is niet deelbaar wat ook de plaatsingsdatum is van de belastbare objecten op de openbare weg.

In geval van overname van de instelling waarvoor de belasting van het lopende jaar is volstort, zal geen nieuwe belasting meer geïnd worden voor diezelfde belastbare grondslag.

De betaling van de belasting houdt voor de Gemeente niet in, de verplichting om in dit opzicht een bijzonder toezicht uit te oefenen.

Artikel 5

De jaarlijkse aanslagvoeten, vastgesteld op 1 januari 2016 zullen op 1 januari van het volgende jaar worden verhoogd met 2%, afgerond naar de dichtstbijzijnde euro, volgens onderstaande tabellen:

- Voor de plaatsing van tafels, stoelen, banken en andere bijkomende opstellingen, anders gezegd “de terrassen” of voor het uitstellen van koopwaren of andere voorwerpen, per vierkante meter bezette oppervlakte:

	Terrassen	Dienstjaar 2016	Dienstjaar 2017	Dienstjaar 2018	Dienstjaar 2019	Dienstjaar 2020
<u>Voet 1</u>	Per vierkante meter bezette oppervlakte	18 €	18 €	18 €	18 €	18 €
<u>Voet 2</u>	Met plankenvloer of andere opstelling en niet gedemonteerd in de winter (van 01/01 tot 31/03 en van 01/11 tot 31/12)	47 €	48 €	49 €	50 €	51 €
<u>Voet 3</u>	Gesloten terras	59 €	60 €	61 €	62 €	63 €
<u>Voet 4</u>	Minimale aanslag	150 €	153 €	156 €	159 €	162 €

Zijn als “gesloten terras” te beschouwen, de totale bezette oppervlakte, op gelijk welke manier van de openbare weg afgezonderd en die een gesloten ruimte uitmaken, beschut tegen weer en wind door middel van vaste of beweegbare opstellingen zoals panelen, glazen wanden, rolgordijnen, enz.

De minimale aanslag wordt tot de helft herleid en afgerond naar de dichtstbijzijnde euro, indien het terras volledig is gedemonteerd in de winter (van 01/01 tot 31/03 en van 01/11 tot 31/12).

Voor de berekening van de belasting, is de in beschouwing te nemen oppervlakte, de vierhoek die de groep van belastbare objecten welke het openbaar domein, afbakent.

Als er windschermen zijn, zelfs als deze breder zijn dan de ruimte van het terras of die door de koopwaren of andere voorwerpen ingenomen wordt, zal de belastbare breedte gelijk zijn aan de lengte van die windschermen. Er zal in het geheel slechts één strook van 1 meter breedte afgetrokken worden, als de openbare weg bezet wordt aan weerszijden van een toegangsdeur tot het gebouw, met uitzondering indien er een plankenvloer ligt.

Iedere begonnen fractie van vierkante meter zal als één vierkante meter worden geteld.

- Voor de plaatsing van stoepborden, verkoopstandaarden of vaandels of van automatische verdelers met uitzondering deze met brandstof:

		Dienstjaar 2016	Dienstjaar 2017	Dienstjaar 2018	Dienstjaar 2019	Dienstjaar 2020
<u>Voet 5</u>	Per voorwerp	76 €	78 €	80 €	82 €	84 €

Echter, de stoepborden, verkoopstandaarden, vaandels of automatische verdelers die zich bevinden binnen de belastbare ruimte van het terras of die voor de uitstalling van de koopwaren of andere voorwerpen, zullen worden opgenomen in de berekening van de grondoppervlakte van het terras of de uitstalling van de koopwaar.

- Voor de brandstofverdelers:

		Dienstjaar 2016	Dienstjaar 2017	Dienstjaar 2018	Dienstjaar 2019	Dienstjaar 2020
<u>Voet 6</u>	Per verdeler	950 €	969 €	988 €	1.008 €	1.028 €
<u>Voet 7</u>	Per automatische verdeler	1.450 €	1.479 €	1.509 €	1.539 €	1.570 €

De belasting wordt per verdeler met 25% verminderd, die de mogelijkheid voorziet voertuigen te bevoorraden met aardgas, bio-ethanol, biodiesel, biogas en LPG (Liquified Petroleum Gas).

Artikel 6

Zijn van de belasting vrijgesteld:

- bezettingen van de openbare weg ter gelegenheid van braderieën, foren, kermissen die op het programma voorkomen van de gemeentefeesten vastgesteld door het College van Burgemeester en Schepenen, die vrijstelling zal slechts toegekend worden aan de handelaars die gebruik maken van het gedeelte van de openbare weg dat voor het gebouw ligt, waar zij gewoonlijk hun bedrijf uitoefenen;
- het eerste stoepbord, verkoopstandaard of installatie waarop de kaart van een horecazaak is bevestigd, op voorwaarde dat deze binnen de zone van een terras, café of restaurant geplaatst wordt en voor zover het gemeentebestuur er een vergunning voor heeft verleend;
- de automatische verdeelapparaten van condooms;

Zijn gedeeltelijk of volledig vrijgesteld van de belasting:

- de belastingplichtige waarvan de handelszaak gelegen is in een gebied waar herstelwerkzaamheden worden uitgevoerd op de openbare weg en waarvan de omvang de normale toegang tot de handelszaak verstoort of verhindert, kan bij het College van Burgemeester en Schepenen een aanvraag tot belastingvermindering indienen.

De vermindering is vastgesteld op:

- 50% bij werken langer dan 30 kalenderdagen en gelijk aan of minder dan 90 kalenderdagen
- 100% bij werken langer dan 90 kalenderdagen tijdens eenzelfde aanslagjaar
- Voor de werken waarvan de duur gespreid is over twee of meerdere aanslagjaren, zal de vermindering berekend worden op basis van het aantal gewerkte kalenderdagen per aanslagjaar

Artikel 7

Voor een welbepaald aanslagjaar laat het Gemeentebestuur een aangifteformulier worden aan de belastingplichtige, dat door hem behoorlijk ingevuld en ondertekend moet worden teruggestuurd, uiterlijk op 31 december van het jaar dat zijn naam geeft aan het dienstjaar. De belastingplichtigen die geen aangifteformulier ontvangen hebben, worden verzocht er één te vragen en zijn ertoe gehouden deze terug te sturen, behoorlijk ingevuld en ondertekend, uiterlijk op 31 december van het desbetreffende dienstjaar. De aangifte blijft geldig voor de volgende dienstjaren, tot herroeping.

In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen en deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis. Onverminderd de bepalingen van deze verordening, de nieuwe aangifte vormt de basis bij de volgende inkohierungen en herroept uitdrukkelijk het vorige aangifteformulier.

Artikel 8

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de controle van zijn aangifte te vergemakkelijken voornamelijk door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem hierbij zouden worden gevraagd. Bij het niet voorleggen van documenten, gebrek aan medewerking of verhinderen van de fiscale controle door de belastingplichtige of een derden, wordt een administratieve geldboete opgelegd van 50€. Deze boete wordt gevestigd en ingevorderd volgens dezelfde regels als voorzien in de artikels 10 tot 12 van dit reglement.

Artikel 9

Het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige kan de aanslag van ambtshalve worden gevestigd op basis van de gegevens waarover de Gemeente beschikt. In dit geval zal de ingekohierde belasting worden verhoogd met het bedrag gelijk aan de helft van de verschuldigde belasting. Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het gemeentebestuur per aangetekend schrijven, de motieven betekenen aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden.

Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigt.

Artikel 10

De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

Artikel 11

De belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan betaling binnen de vastgestelde termijn zullen verwijlinteressen worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992

Artikel 12

De belasting is door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

Artikel 13

De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaar indienen tegen de belasting, de eventuele verhoging van de belasting en/of de administratieve boete, bij het College van Burgemeester en Schepenen, die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift schriftelijk gebeuren, ondertekend en met redenen omkleed zijn. Het bezwaar moet vermelden: de naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld alsook het onderwerp van het bezwaar. Indien de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het onderzoek van zijn bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vragen in zijn bezwaarschrift.

De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van nietigheid, binnen de termijn van drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Van het bezwaarschrift zal schriftelijk ontvangst bericht worden binnen de 15 dagen na de verzending of de indiening van het bezwaarschrift.

Artikel 14

Dit onderhavige raadsbesluit treedt in voege op 1 januari 2016 en herroept op diezelfde datum de raadsbesluiten van 29 september 2010, 28 september 2011, 30 november 2011 en 18 december 2013 bedoeld in de inleiding.

SP 6.- Taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques – Exercice 2016 – Renouvellement - Approbation -- Aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting – Dienstjaar 2016 - Hernieuwing - Goedkeuring

**Monsieur Verzin et Monsieur Goldstein interviennent
Monsieur le Bourgmestre et Monsieur Grimberghs répondent**

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 21 voix contre 14 et 0 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté --
Besloten, met 21 stem(men) tegen 14 en 0 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 21 voix contre 14 et 0 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

Vu le Code des Impôts sur les revenus 1992, notamment les articles 465 à 470 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1^{er}, l'article 118, alinéa 1^{er} et l'article 260 ;

Revu sa délibération du 17 décembre 2014 fixant à 6,5 % la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques pour l'exercice 2015 ;

Vu les dispositions du plan de gestion adapté 2014 - 2018, approuvé par le Collège du 25 mars 2014 ;

Compte tenu de la nécessité de garder des ressources financières suffisantes pour faire face aux besoins de notre population, il s'avère indispensable de maintenir cette source de revenus tout en conservant un taux acceptable ;

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 1 décembre 2015,

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

Il est établi, pour l'exercice 2016, une taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques à charge des habitants du Royaume qui sont imposables dans la Commune au 1er janvier de l'année qui donne son nom à l'exercice.

Article 2

La taxe est fixée à 6,5% de la partie calculée conformément aux articles 466 et 466 bis du Code des Impôts sur les Revenus 1992, comme stipulé à l'article 468 du Code des Impôts sur les Revenus 1992.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 21 stem(men) tegen 14 en 0 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op het Wetboek van de Inkomstenbelasting 1992, bijzonder de artikelen 465 tot 470;

Gelet op de nieuwe Gemeentewet, bijzonder artikel 117, alinea 1, artikel 118, alinea 1, en artikel 260;

Herziende zijn raadsbesluit van 17 december 2014 houdende vaststelling op 6,5% van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting voor het dienstjaar 2015;

Gelet op de bepalingen van het financiële herstelplan 2014 – 2018 goedgekeurd door het College op 25 maart 2014;

Rekeninghoudend met de behoefte om over de nodige financiële middelen te beschikken om aan de behoeften van onze bevolking te voldoen, het noodzakelijk is deze bron van financiën te behouden mits het bewaren van een acceptabele aanslagvoet;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 1 december 2015

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1

Er wordt, voor het dienstjaar 2016, een aanvullende gemeentebelasting geheven op de personenbelasting ten laste van de inwoners van het Koninkrijk welke belast worden in de Gemeente op 1 januari van het jaar dat aan dit dienstjaar zijn naam geeft.

Artikel 2

De belasting is vastgesteld op 6,5 % van het gedeelte berekend overeenkomstig de artikelen 466 en 466bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen van 1992, zoals gesteld in artikel 468 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992

SP 7.- Règlement fixant les centimes additionnels communaux au précompte immobilier - Exercice 2016 - Renouvellement - Approbation - == Reglement vaststellend de gemeentelijke opcentiemen geheven op de onroerende voorheffing - Dienstjaar 2016 - Hernieuwing - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 21 voix contre 14 et 0 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté ==-

Besloten, met 21 stem(men) tegen 14 en 0 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 21 voix contre 14 et 0 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

Vu le Code des Impôts sur les Revenus 1992, notamment l'article 464,1 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1^{er}, l'article 118, alinéa 1^{er}, et l'article 260;

Revu sa délibération du 17 décembre 2014 fixant pour 2015 le taux des centimes additionnels communaux au précompte immobilier à 3.390;

Vu les dispositions du plan de gestion adapté 2014 - 2018, approuvé par le Collège du 25 mars 2014 ;

Compte tenu de la nécessité de garder des ressources financières suffisantes pour faire face aux besoins de notre population ;

Vu le rapport du Collège des Bourgmestres et Echevins du 1 décembre 2015,

Vu la situation financière de la commune,

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins,

ARRETE :

Article 1. : Il sera perçu pour l'exercice 2016, 3.390 centimes additionnels communaux au précompte immobilier à charge des propriétaires de biens immobiliers imposables dans la Commune au premier janvier de l'année qui donne son nom à cet exercice.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 21 stem(men) tegen 14 en 0 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikel 464, 1 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen 1992;
Gelet op de nieuwe gemeentewet, bijzonder artikel 117, alinea 1, artikel 118, alinea 1 en artikel 260;

Gelet op zijn raadsbesluit van 17 december 2014 vaststellend de gemeentelijke opcentiemen geheven op de onroerende voorheffing voor het dienstjaar 2015 op 3.390;

Gelet op de bepalingen van het financiële herstelplan 2014 – 2018 goedgekeurd door het College op 25 maart 2014;

Rekeninghoudend met de noodzaak om over de nodige financiële middelen te beschikken om aan de behoeften van onze bevolking te voldoen;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 1 december 2015,

Gelet op de financiële toestand van de gemeente,

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1- Er worden, voor het dienstjaar 2016, 3.390 gemeentelijke opcentiemen geheven op de onroerende voorheffing ten laste van de eigenaars van onroerende goederen belastbaar in de gemeente op 1 januari van het jaar dat zijn naam geeft aan dit dienstjaar.

SP 8.- Règlement fixant les redevances sur l'établissement et/ou la délivrance de certificats et de documents administratifs - Modification - Approbation -- Reglement vaststellend de retributies voor de opstelling en/of afgifte van getuigschriften en administratieve stukken - Wijziging - Goedkeuring

Monsieur Goldstein intervient

Monsieur Guillaume et Monsieur le Bourgmestre répondent

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 25 voix contre 10 et 0 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté --
Besloten, met 25 stem(men) tegen 10 en 0 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 25 voix contre 10 et 0 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 173, de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Revu sa délibération du 27 mai 2015 modifiant le règlement qui fixe les redevances sur l'établissement et/ou la délivrance de certificats et de documents administratifs ;

Considérant les charges qu'entraînent pour la commune l'établissement et/ou la délivrance de certificats et documents administratifs ;

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 1er décembre 2015;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la Commune des redevances payables au comptant sur l'établissement et/ou la délivrance de certificats et documents administratifs.

Article 2

Ces redevances sont dues par les personnes physiques et morales ainsi que les institutions, auxquelles sont délivrés, d'office ou à leur demande, les certificats et pièces qui y sont assujettis, sans préjudice de toute autre contribution demandée par une autre autorité.

Article 3

Les redevances sont fixées sur base des taux suivants :

1) Cartes d'identité aux nationaux et titres de séjour aux étrangers		
a) Procédure normale :		
	Pour la première délivrance ou tout renouvellement	€8,60
b) Procédure d'urgence :		
	Pour toute délivrance	€20,40
c) Procédure d'extrême urgence :		
	Pour toute délivrance	€41,00
	d) Pour toute demande de duplicata de code visant toute carte d'identité électronique y compris la carte reprise aux points 2) et 3)	€5,00
	e) Complémentairement à la redevance prélevée en exécution des dispositions ci-dessus énoncées, une redevance cumulable de 20€ est exigée à partir de la 2 ^{ème} demande de duplicata de carte d'identité électronique y compris la carte visée aux points 2) et 3). Ainsi, hors cas de vol, agression ou de force majeure, il sera perçu au 2 ^{ème} duplicata, une redevance complémentaire de 20€ ; au 3 ^{ème} duplicata, 40€ ; ... Cette disposition n'étant par ailleurs pas applicable aux personnes de 75 ans et plus.	
2) Titres de séjour contenant des données biométriques pour étrangers		
a) Procédure normale :		
	Pour la première délivrance ou tout renouvellement	€6,10
b) Procédure d'urgence :		
	Pour toute délivrance	€20,40
c) Procédure d'extrême urgence :		
	Pour toute délivrance	€41,00
3) Cartes d'identité pour enfants belges de moins de 12 ans (Kids-ID)		
a) Procédure normale :		€3,80
b) Procédure d'urgence :		
	Pour une seule carte	€20,50
	Pour la seconde carte demandée au même moment, pour les enfants de la même famille, inscrits à la même adresse	€23,80
c) Procédure d'extrême urgence		
	Pour une seule carte	€41,10
	Pour la seconde carte demandée au même moment, pour les enfants de la même famille, inscrits à la même adresse	€48,80
4) Certificat d'identité pour enfants étrangers de moins de 12 ans		
	Pour toute délivrance	€2,00
5) Passeports		
a) Procédure normale :		
	Passeport adulte	€16,00
	Passeport enfant	€16,00
b) Procédure d'urgence :		
	Passeport adulte	€35,00
	Passeport enfant	€35,00
6) Permis de conduire		
a) Procédure normale :		
	Pour le permis de conduire électronique	€7,00
	Pour le permis de conduire provisoire	€3,75
	Duplicata	€3,75
	Pour le permis de conduire international	€11,00

	b) Procédure d'urgence :	
	Pour toute délivrance	€25,00
	7) Copie ou extrait d'acte du registre de l'Etat civil ou des registres relatifs à la nationalité	€8,00
	8) Transcription d'actes étrangers	€40,00
	9) Prise en charge (annexe 3bis ou annexe 32 - AR 08/10/1981)	€20,00
	10) Certificats, attestations et autres pièces de toute nature comprenant :	
	a) Les expéditions, copies d'acte ou de documents, légalisations de signatures, certificats de conformité et écrits constatant des autorisations ou reprenant des renseignements donnés par les autorités communales	€8,00
	b) Renseignements urbanistiques :	€220,00
	c) Les permis et certificats d'urbanisme ayant pour objet :	
	- construire, reconstruire, transformer et/ou placer une installation fixe (ex. terrasse)	€250,00
	- modifier la destination ou l'utilisation de tout ou partie d'un bien bâti ou non bâti (ex. parking)	€250,00
	- modifier le nombre de logements dans une construction existante	€250,00
	- placer des dispositifs de publicité	€250,00
	- placer des enseignes et/ou des dispositifs de publicité associés à l'enseigne	€125,00
	- autres (abattage d'arbre à haute tige, travaux de démolition, prorogation de permis...)	€60,00
	d) Les permis et certificats d'environnement ayant pour objet :	
	- une déclaration de classe 3 pour l'exploitation d'un chantier	€100,00
	- une déclaration de classe 3 pour toute autre installation classée	€50,00
	- une nouvelle demande de classe 2	€150,00
	- une nouvelle demande de classe 1B	€250,00
	- une nouvelle demande de classe 1A	€500,00
	- une modification de permis	€100,00
	- une prolongation de permis	€150,00
	- un changement de titulaire de permis	€50,00
	e) Les permis d'urbanisme en régularisation d'une infraction, constatée par procès-verbal ou par mise en demeure:	
	- avec procès-verbal d'infraction urbanistique postérieur au 1er août 2014	€1.000,00
	- avec mise en demeure postérieure au 1er août 2014	€500,00
	- avec procès-verbal d'infraction urbanistique antérieur au 1er août 2014	€500,00
	f) Les permis d'environnement en régularisation d'une infraction, constatée par procès-verbal:	€500,00
	g) Demande de photocopies de documents d'archives en plus des frais de photocopie	€5,00
	<u>Noir et blanc</u> : € 0,15 par A4 et € 0,25 par A3	
	<u>Couleur</u> : € 1,00 par A4 et € 1,50 par A3	
	h) Demande de confirmation de destination urbanistique et/ou du nombre de logements d'un bien	€100,00
	i) Demande de renseignements « sol » relatifs aux activités à risque de pollution du sol sur une parcelle	€100,00
	j) Etablissement de déclarations d'abattage pour la Fête du Sacrifice :	
	- hors abattoir communal schaerbeekois	€15,00
	- <u>avec rendez-vous</u> sur le site d'abattage communal schaerbeekois	€25,00
	Enregistrement comme abatteur	€10,00

	k) Envoi de rappels de paiement relatif à une créance non contestée (fiscale ou autre), à partir du 2^{ème} rappel	€15,00
11) Documents délivrés en vertu de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (sauf titre de séjour électronique)		
	Par document ou par prorogation de validité de documents	€8,00
12) Permis de travail		
€1,00		
13) Changement :		
	- de nom	€30,00
	- de prénom	€30,00
	- de date de naissance	€30,00
14) Autorisation de détention d'une arme à feu de défense		
€25,00		
15) Constitution du dossier administratif lors des demandes en vue		
	a) de l'ouverture, la réouverture, la reprise, etc. des débits de boissons, restaurants, cercles privés et tout établissement public assimilé	€300,00
	b) de dérogation aux heures d'ouverture d'un débit de boissons	€300,00
	c) de l'étalage de marchandises sur les trottoirs et le placement de tables, chaises, etc. sur la voie publique	€50,00
	d) de l'obtention d'un certificat de conformité pour l'exploitation :	
	- d'un salon de prostitution	€1.500,00
	- d'une « carrée »	€250,00
16) Constitution d'un dossier :		
	- de nationalité	€60,00
	- de régularisation sur base de l'article 9 de la loi du 15.12.1980 :	
	a. première demande	€25,00
	b. demandes ultérieures	€75,00
	c. délivrance annexe 3	€25,00
	- en matière de cohabitation légale	€38,00
	- relatif à une demande anticipée en matière :	
	d'euthanasie	€10,00
	de dernières volontés en matière de sépultures et de rites	€10,00
	- d'inscription après radiation d'office	€30,00
17) Une redevance d'un montant de 2.500€ sera réclamée pour la délivrance par le Bourgmestre de l'attestation préalable à l'octroi d'une licence de classe C délivrée par la Commission de jeux de hasard en vertu de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe III, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe C.		

Article 4

La redevance est perçue au moment de la délivrance de la pièce.

Le paiement est constaté soit par l'apposition et l'annulation de timbres adhésifs dont la vignette est déterminée par le Collège des Bourgmestre et Echevins soit par tout autre moyen.

Tout redevable de la redevance doit en consigner le montant, dès qu'il requiert la délivrance de l'une ou l'autre pièce, si celle-ci ne peut lui être remise immédiatement.

Article 5

Sont exemptés de la redevance :

1. Les certificats et les pièces dont la délivrance est déjà soumise au paiement d'un droit au profit de la Commune, en vertu d'une loi, d'un arrêté royal ou d'un règlement de l'autorité; exception faite toutefois, pour les droits revenant d'office aux communes lors de la délivrance de passeports et qui sont prévus par l'article 5 du tarif III annexé à la loi du 4 juillet 1956 portant tarif des taxes consulaires et des droits de chancellerie ;

2. Les certificats et pièces délivrés aux autorités judiciaires, aux administrations de l'État, des Régions, des Communautés, des provinces, des communes ou aux établissements publics ou destinés à être produits à ces mêmes autorités à la demande de ces dernières ;
3. Les certificats et pièces destinés aux autorités judiciaires, aux administrations de l'État, des Régions, des Communautés, des Provinces, des communes ou aux établissements publics pour servir en matière, soit de nomination ou de désignation à des emplois, soit d'admission au bénéfice de rémunérations ou de subventions ;
4. Les certificats et pièces qui doivent être délivrés gratuitement par l'administration communale en vertu d'une loi, d'un arrêté royal ou d'un règlement quelconque de l'autorité ;
5. Les certificats et pièces délivrés à des personnes dont l'indigence est dûment constatée ou qui sollicitent le bénéfice de l'aide juridique gratuite ;
6. Les certificats et pièces délivrés pour faire titre de l'autorisation d'organiser une manifestation politique, religieuse, culturelle ou sportive ;
7. Les certificats et pièces destinés à faire titre de l'autorisation d'exercer une activité qui, comme telle, est déjà frappée d'une imposition ou d'une redevance au profit de la Commune ;
8. Les certificats et pièces attestant la composition d'un ménage en vue de l'obtention d'une réduction sur le prix du transport par les services publics ;
9. Les certificats de vie délivrés pour permettre l'encaissement de rentes, allocations sociales ou pensions ;
10. Les déclarations d'hérédité ;
11. Les expéditions, copies ou extraits des décisions du Conseil communal et du Collège des Bourgmestre et Echevins, en tant que ces décisions les concernent, aux agents et anciens agents de l'administration communale ainsi qu'à leurs ayants droits ;
12. Les passeports délivrés en exemption du droit établi au profit de l'Etat ;
13. Les cartes, titres d'identité et duplicata visés à l'article 3, points 1, 2, 4 et 9 délivrés à toute personne victime de vol pour autant qu'il soit établi à suffisance qu'une plainte sur le vol des documents concernés a été déposée auprès d'une autorité compétente pour dresser procès-verbal ;
14. Les simples attestations de présence au cimetière ou à l'hôtel communal, pour des funérailles, un mariage, etc. délivrées aux personnes concernées ;
15. Les certificats attestant la composition d'un ménage en vue de l'obtention d'un tarif téléphonique social ou d'un logement social ou assimilé ;
16. **Les extraits du casier judiciaire**, les certificats de composition de ménage, les légalisations de signature et les certificats de copie conforme, destinés à la recherche d'un emploi, sous réserve de présentation d'une demande d'un employeur potentiel ou d'un organisme intermédiaire agréé ;
17. **Les extraits du casier judiciaire destinés à la demande d'agrément dans le cadre d'une démarche pour devenir famille d'accueil ;**
18. La délivrance de la carte à laquelle est soumise la participation comme vendeur à une manifestation visée à l'article 7 de l'arrêté royal du 3 avril 1995 portant exécution de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics, pour la première année d'application de la nouvelle réglementation en la matière ;
19. Les documents visés à l'article 3, point 8-a, lorsqu'ils sont établis en vue de la naturalisation belge ;
20. Les documents délivrés en vertu de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement, l'éloignement des étrangers - ressortissants de l'Union Européenne ou membre de leur famille - à savoir :
 - attestation d'enregistrement (annexe 8 – format papier) ;
 - document attestant de la permanence du séjour (annexe 8bis – format papier) ;
 - demande d'attestation d'enregistrement (annexe 19 - AR 08/10/1981) ;
 - demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union Européenne (annexe 19ter - AR 08/10/1981).
 - déclaration de présence (annexe 3ter - AR 08/10/1981)
21. Les documents établis en application de la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes.

Article 6

Tout litige concernant la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

Le redevable qui conteste devoir la redevance qui lui est réclamée est cependant tenu d'en consigner le montant entre les mains du Receveur communal jusqu'à ce qu'il ait été statué sur sa réclamation.

Dans ce cas, le Receveur communal lui délivre gratuitement récépissé de son versement.

Article 7

Tous les frais d'expédition des certificats et des documents administratifs délivrés en vertu du présent règlement sont mis à charge des particuliers et des établissements privés qui les demandent, même dans le cas où la délivrance de ces certificats et documents est gratuite.

Article 8

Le présent règlement entre en vigueur le **1^{er} janvier 2016** et annule la délibération du **27 mai 2015** visée dans le préambule.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 25 stem(men) tegen 10 en 0 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikel 173, van de grondwet;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Herziende het raadsbesluit van 27 mei 2015 wijzigend het reglement dat de retributies vaststelt op het opmaken en/of de afgifte van getuigschriften en administratieve stukken;

Gezien de kosten voor de gemeente voortvloeiend uit het opmaken en/of uitreiken van getuigschriften en administratieve stukken;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 1 december 2015;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Er worden ten gunste van de Gemeente contant te betalen retributies vastgesteld voor de opstelling en/of afgifte van getuigschriften en administratieve stukken.

Artikel 2

Deze retributies zijn verschuldigd door de natuurlijke- en rechtspersonen, alsook door de instellingen waaraan, ambtshalve of op eigen aanvraag, getuigschriften en stukken die eraan onderhevig zijn, worden afgeleverd, zonder afbreuk te doen aan elke andere gevraagde bijdrage door een andere overheid.

Artikel 3

De retributies worden vastgesteld op grond van de hierna vermelde bedragen;

1) Identiteitskaarten aan landgenoten en verblijfsvergunningen voor vreemdelingen	
a) Normale procedure	
voor de eerste uitreiking of iedere vernieuwing	€8,60
b) Spoedprocedure	
voor iedere uitreiking	€20,40
c) Zeer dringende procedure	
voor iedere uitreiking	€41,00
d) Voor iedere aanvraag van duplicaat van code betreffende iedere elektronische identiteitskaart alsook de kaart vermeld in de rubrieken 2) en 3)	€ 5,00
e) Ter aanvulling van de gevraagde retributie in uitvoering van de bovenvermelde beschikkingen, wordt een cumulerende retributie gevraagd van 20€ vanaf de 2 ^{de} aanvraag van duplicaat van de elektronische identiteitskaart alsook de kaart bedoeld in de rubrieken 2) en 3). Dus, behalve in geval van diefstal, geweld of overmacht, zal men voor de 2 ^{de} duplicaat een bijkomende retributie eisen van 20€; bij de 3 ^{de} duplicaat, 40€; ... Deze bepaling is echter niet van toepassing voor personen van 75 jaar en ouder.	
2) Verblijfsvergunningen voor vreemdelingen met biometrische identificatiemiddelen	
a) Normale procedure	
voor de eerste uitreiking of iedere vernieuwing	€6,10
b) Spoedprocedure	
voor iedere uitreiking	€20,40
c) Zeer dringende procedure	
voor iedere uitreiking	€41,00

3) Identiteitsbewijs voor Belgische kinderen van minder dan 12 jaar (Kids-ID)		
a) Normale procedure		€3,80
b) Spoedprocedure		
voor één kaart		€20,50
voor een tweede kaart gevraagd op hetzelfde tijdstip, voor kinderen van hetzelfde gezin, gedomicilieerd op hetzelfde adres		€23,80
b) Zeer dringende procedure		
voor één kaart		€41,10
voor een tweede kaart gevraagd op hetzelfde tijdstip, voor kinderen van hetzelfde gezin, gedomicilieerd op hetzelfde adres		€48,80
4) Identiteitsbewijs voor buitenlandse kinderen van minder dan 12 jaar		
voor iedere uitreiking		€2,00
5) Reispassen :		
a) Normale procedure		
reispas volwassenen		€16,00
reispas kinderen		€16,00
b) Spoedprocedure		
reispas volwassenen		€35,00
reispas kinderen		€35,00
6) Rijbewijzen :		
a) Normale procedure		
Voor het elektronische rijbewijs		€7,00
Voor het voorlopige rijbewijs		€3,75
Duplicaat		€3,75
Voor het internationaal rijbewijs		€11,00
b) Spoedprocedure		
Voor iedere uitreiking		€25,00
7) Afschrift of uittreksel uit de akten van het register van de burgerlijke stand of registers betreffende de nationaliteit		€8,00
8) Overschrijving van in het buitenland opgestelde akten		€40,00
9) Attest van tenlastneming (bijlage 3bis of bijlage 32 - KB 08/10/1981)		€20,00
10) Getuigschriften, bewijzen en andere stukken van alle aard, omvattende		
a) verzendingen, afschriften, uittreksels uit akten of stukken, wettigingen van handtekeningen, gelijkvormigheidattesten en geschriften vaststellend een toelating of inlichtingen hernemend, gegeven door de gemeentelijke overheden		€8,00
b) de stedenbouwkundige inlichtingen		€220,00
c) de stedenbouwkundige vergunningen en attesten met als voorwerp:		
- bouwen, herophouwen, verbouwen en/of plaatsing van een vaste inrichting (bvb terras)		€250,00
- wijziging van bestemming of gebruik van het ganse of gedeelte van het bebouwd of onbebouwd goed (bvb parking)		€250,00
- wijziging van aantal woonegelegenheden in een bestaand gebouw		€250,00
- plaatsen van reclameborden		€250,00
- plaatsen van uithangborden en/of reclameborden verwijzend naar het uithangbord		€125,00
- andere (kappen van hoogstammige bomen, afbraakwerken, verlenging van vergunningen...)		€60,00

d) de milieuvergunningen en certificaten met als voorwerp:		
- een aangifte van klasse 3 voor het uitbaten van een werf		€100,00
- een aangifte van klasse 3 voor elke andere ingedeelde inrichting		€50,00
- een nieuwe aanvraag van klasse 2		€150,00
- een nieuwe aanvraag van klasse 1B		€250,00
- een nieuwe aanvraag van klasse 1A		€500,00
- een verandering van vergunning		€100,00
- een verlenging van vergunning		€150,00
- een wijziging van vergunninghouder		€ 50,00
e) de stedenbouwkundige vergunningen ter regularisatie van een inbreuk, vastgesteld bij proces-verbaal of bij ingebrekestelling:		
- met proces-verbaal van stedenbouwkundige inbreuk later dan 1 augustus 2014		€1.000,00
- met ingebrekestelling later dan 1 augustus 2014		€500,00
- met proces-verbaal van stedenbouwkundige inbreuk voor 1 augustus 2014		€500,00
f) de milieuvergunningen ter regularisatie van een inbreuk, vastgesteld bij proces-verbaal:		€500,00
g)aanvraag van fotokopieën van archiefdocumenten bovenop de fotokopiekosten		€5,00
<u>zwart en wit</u> : €0,15 per A4 en €0,25 per A3;		
<u>kleur</u> : €1,00 per A4 en €1,50 per A3;		
h)aanvraag tot bevestiging van de stedenbouwkundige bestemming en/of van het aantal wooneenheden van een gebouw		€100,00
i)inlichtingenaanvraag « bodem » betreffend een risicoactiviteit voor bodemverontreiniging op een perceel		€100,00
j)opmaak van slachtbewijzen voor het Offerfeest:		
- buiten het gemeentelijk slachthuis van Schaarbeek		€15,00
- met afspraak op het gemeentelijke slachthuis van Schaarbeek		€25,00
Inschrijving als slachter		€10,00
k)verzenden van betaalherinneringen betreffende een niet betwiste vordering (fiscaal of andere), vanaf de 2^{de}herinnering		€15,00
11) Documenten afgeleverd krachtens het koninklijke besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (behalve de elektronische verblijfsvergunning)		
per document of geldigheidsverlenging van documenten		€8,00
12) Arbeidsvergunning		€1,00
13) Wijziging :		
- van naam		€30,00
- van voornaam		€30,00
- van geboortedatum		€30,00
14) Toelating voor het bezit van een verdedigingsvuurwapen		€25,00
15) Samenstelling van het administratief dossier op het ogenblik van de aanvragen met het oog op		
a) de opening, de heropening, de overname enz. van dranksluiterijen, restaurants, privé-kringen en elke gelijkgestelde openbare gelegenheid		€300,00
b) een afwijking van de openingsuren van drankgelegenheden		€300,00
c) op de uitstalling van goederen op de voetpaden en het plaatsen van tafels, stoelen, enz. op de openbare weg		€50,00
d) Voor het verkrijgen van een conformiteitscertificaat voor de uitbating van:		
- een prostitutie salon		€1.500,00
- een « peeskamer »		€250,00

16) Samenstelling van een dossier betreffende:		
	de nationaliteit	€60,00
	de regularisatie op basis van artikel 9 van de wet van 15.12.1980:	
	a. eerste aanvraag	€25,00
	b. volgende aanvragen	€75,00
	c. aflevering bijlage 3	€25,00
	de wettelijke samenwoning	€38,00
	de voorafgaande wilsverklaring op gebied van:	
	- euthanasie	€10,00
	- laatste wens op gebied van teraardebestemming en rituelen	€10,00
	de inschrijving na ambtshalve schrapping	€30,00
17) Een retributie van 2.500€ wordt in rekening gebracht bij aflevering van een attest door de burgemeester, noodzakelijk bij het verkrijgen van een licentie klasse C uitgegeven door de Kansspelencommissie volgens het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen klasse III, de wijze van aanvraag en de vorm van de vergunning klasse C		

Artikel 4

De retributie wordt geïnd op het ogenblik van de afgifte van het stuk.

De betaling wordt vastgesteld ofwel door het aanbrengen van een kleefzegel die afgestempeld wordt en waarvan het vignet door het College van Burgemeester en Schepenen vastgesteld wordt ofwel door een ander middel.

Iedereen die de betaling verschuldigd is moet het bedrag van de retributie in bewaring geven, zodra hij de afgifte van om het even welk stuk vraagt, dat hem niet onmiddellijk kan afgegeven worden.

Artikel 5

Zijn van retributie vrijgesteld:

1. De getuigschriften en stukken waarvan de afgifte reeds aan het betalen van een recht ten voordele van de Gemeente onderworpen is krachtens een wet, een koninklijk besluit of door een overheidsverordening; een uitzondering wordt evenwel gemaakt voor de rechten die van overheidswege toekomen aan de gemeenten, bij afleveren van reispassen en die voorzien zijn door het artikel 5 van het tarief gevoegd bij de wet van 4 juli 1956 houdende tarief op de consulaire belastingen en de kanselarijrechten;
2. De getuigschriften en stukken afgeleverd aan de gerechtelijke overheden, aan de besturen van de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de provincies, de gemeenten en de openbare instellingen of bestemd te worden opgemaakt voor deze autoriteiten op aanvraag van deze laatste;
3. De getuigschriften en stukken bestemd voor de gerechtelijke overheden, de besturen van de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de provincies, de gemeenten of de openbare instellingen om te dienen in zake benoeming of aanstelling in een betrekking, of voor toelating tot het genot van bezoldigingen of toelagen;
4. De getuigschriften en stukken welke krachtens een wet, een Koninklijk Besluit of andere overheidsverordening kosteloos door het gemeentebestuur dienen te worden afgeleverd;
5. De getuigschriften en stukken afgeleverd aan personen waarvan de behoefte behoorlijk vastgesteld is of voor hen die beroep doen op kosteloze juridische bijstand;
6. De getuigschriften en stukken die afgeleverd worden om als titel te dienen voor de machtiging tot inrichting van een politieke, godsdienstige, culturele of sportmanifestatie;
7. De getuigschriften en stukken die als titel moeten dienen voor de machtiging tot het uitoefenen van een bedrijvigheid die, als dusdanig, reeds onderworpen is aan een belasting of een recht ten behoeve van de Gemeente;
8. De getuigschriften waarbij de samenstelling van een gezin vastgesteld wordt met het oog op het bekomen van een vermindering op de prijs van het openbaar vervoer;
9. De levensbewijzen afgeleverd om de inning toe te laten van renten, sociale toelagen en van pensioenen;
10. Erfrechtverklaringen;

11. De verzendingen, afschriften of uittreksels van beslissingen van de Gemeenteraad en van het College van Burgemeester en Schepenen, afgeleverd voor zover die beslissingen hen betreffen, aan aangestelden of gewezen aangestelden van het gemeentebestuur, en aan hun rechthebbenden;
12. De reispassen afgeleverd in vrijstelling van het recht ten voordele van de Staat;
13. De kaarten, de identiteitsbewijzen en de duplicaten bedoeld in artikel 3, punt 1, 2, 4 en 9, voor iedereen die slachtoffer is van diefstal voor zover op voldoende wijze wordt vastgesteld dat klacht werd ingediend voor de diefstal van de betreffende documenten bij een instantie bevoegd voor het opstellen van een proces-verbaal;
14. De gewone bewijzen van aanwezigheid op het kerkhof of in het gemeentehuis voor een begrafenis, een huwelijk, enz. afgeleverd aan belanghebbende personen;
15. De getuigschriften bewijzend de samenstelling van het gezin met het oog op het bekomen van een sociaal telefoontarief of een sociale woongelegenheden of dergelijke;
16. **De uittreksels uit het Strafrechtregister**, de attesten van gezinssamenstelling, de wettigingen van handtekening evenals de attesten voor eensluidend afschrift, nodig voor het zoeken van werk, onder voorbehoud van voorlegging van een werkaanbod van een mogelijke werkgever of van een erkende tussenpersoon;
17. **De uittreksels uit het Strafrechtregister nodig bij de aanvraag tot erkenning in het traject als kandidaat gastgezin;**
18. De afgifte van de kaart waaraan de deelname als verkoper aan een manifestatie bedoeld in artikel 7 van het Koninklijk Besluit van 3 april 1995 tot uitvoering van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten en de organisatie van openbare markten, voor het eerste jaar van toepassing van de nieuwe reglementering terzake;
19. De documenten gevisieerd in artikel 3, punt 8-a, als ze opgesteld en/of afgeleverd worden met het oog op de Belgische naturalisatie.
20. De documenten afgeleverd in uitvoering van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen - onderdaan van de Europese Unie of een lid van zijn familie - hetzij;
- verklaring van inschrijving (bijlage 8 – papier versie)
 - document ter staving van duurzaam verblijf (bijlage 8bis – papier versie)
 - aanvraag van een verklaring van inschrijving (bijlage 19 – KB 08/10/1981)
 - aanvraag van de verblijfskaart van een familielid van een onderdaan van de Europese Unie (bijlage 19ter – KB 08/10/1981)
 - melding van aanwezigheid (bijlage 3ter - KB 08/10/1981)
21. De documenten die opgesteld worden in toepassing van de wet van 13 juni 1986 betreffende het wegnemen en transplanteren van organen.

Artikel 6

Iedere betwisting betreffende de retributie zal behandeld worden door de bevoegde burgerlijke rechtbank.

De belastingplichtige die de betaling van de retributie die van hem gevorderd wordt, betwist, is er echter toe gehouden het bedrag van in bewaring te geven in handen van de Gemeenteontvanger, tot dat over zijn bezwaar uitspraak gedaan wordt.

Artikel 7

Alle verzendingskosten van de getuigschriften en de administratieve stukken, uitgereikt krachtens het onderhavige reglement, zijn ten laste van de natuurlijke rechtspersonen en de private instellingen die ze aanvragen zelfs in het geval waarin de afgifte van deze getuigschriften en documenten gratis is. De bepalingen van de artikelen 5 en 6 worden toegepast op de terugbetaling van deze kosten.

Artikel 8

Onderhavig reglement wordt van kracht op **1 januari 2016** en vernietigt het raadsbesluit van **27 mei 2015** hernomen in de inleiding.

SP 9.- Règlement redevance sur l'utilisation de caveaux d'attente, sur toute prestation extérieure fournie par le personnel du service des inhumations, sur toutes formalités administratives liées à un décès survenu à Schaerbeek, sur toute réouverture d'un caveau de famille, ainsi que sur toutes prestations du médecin commis par l'Officier de l'état civil - Modification -- Retributiereglement op het gebruik van de wachtkelders, op iedere buitendienst verricht door het personeel van

de dienst der begrafenissen, op alle administratieve formaliteiten wanneer de persoon overleden is in Schaarbeek, op iedere heropening van een grafkelder, alsook op alle prestaties geleverd door de ambtenaar van de burgerlijke stand aangestelde geneesheer - Wijziging

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 25 voix contre 10 et 0 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté -- Besloten, met 25 stem(men) tegen 10 en 0 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 25 voix contre 10 et 0 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

Vu la nouvelle loi communale et notamment l'article 117, alinéa 1 ;
Vu la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures et ses modifications subséquentes ;
Vu le règlement général sur la police des transports funèbres, inhumations et cimetière du 29 mars 1973 et ses modifications subséquentes ;
Vu le règlement sur l'octroi des concessions du 12 octobre 1972 et ses modifications subséquentes ;
Revu sa délibération du 19 septembre 2012 votant le renouvellement et la modification du règlement redevance sur l'utilisation de caveaux d'attente, sur toute prestation extérieure fournie par le personnel du service des inhumations ainsi que sur toute réouverture d'un caveau de famille, ainsi que sur toutes prestations du médecin commis par l'Officier de l'Etat civil, venant à expiration le 31 décembre 2016 ;
Considérant le tarif pratiqué par la justice pour le paiement des honoraires aux médecins requis pour effectuer l'examen de cadavres (Moniteur belge du 27.01.2015) ;
Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 8 décembre 2015;
Vu la situation financière de la commune ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,
ARRETE :

Article 1

Il est établi au profit de la Commune une redevance sur l'utilisation de caveaux d'attente, sur toute prestation extérieure fournie par le personnel du service des inhumations, sur toutes formalités administratives liées à un décès survenu à Schaarbeek, sur toute réouverture d'un caveau de famille, ainsi que sur toutes prestations du médecin commis par l'Officier de l'état civil.

Article 2

Les redevances sont fixées sur base des taux suivants :

1. L'utilisation d'un caveau d'attente en application de l'article 76 du règlement général sur la police des transports funèbres, inhumations, cimetière et caveaux d'attente	
a) pour un terme ne dépassant pas 3 mois, <u>par mois</u> :	50,00€
b) au-delà de 3 mois, <u>par mois</u> :	150,00€
Tout mois commencé est dû en entier	
2. Toute prestation extérieure du personnel du service des inhumations :	90,00€
3. Toute réouverture d'un caveau de famille :	150,00€
4. Toute dispersion des cendres de personnes reprises à l'article 21, point 6 du règlement général sur la police des transports funèbres, inhumations, cimetière et caveaux d'attente :	150,00€
5. Tout décès survenu sur le territoire de la commune de Schaarbeek pour frais administratifs liés à la déclaration de décès : Sans préjudice de l'article 15 de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures, cette redevance est due par les ayants-droit éventuels du défunt.	90,00€

Article 3

Les redevances réclamées conformément au présent règlement sont payables anticipativement, contre quittance, entre les mains du Receveur communal et de ses préposés ou des agents percepteurs désignés à cet effet.

Article 4

Toutes prestations du médecin commis par l'Officier de l'état civil et relatif à l'article 22 § 1^{er}alinéa 3 de la loi du 20 juillet 1971 donne lieu à la perception d'une redevance égale au tarif pratiqué en matière d'examen de cadavres par la justice et sujette à l'indexation. Ce montant sera versé au compte financier de la commune.

Article 5

Le présent règlement entre en vigueur le cinquième jour qui suit le jour de sa publication et annule la délibération du 19 septembre 2012 visée dans le préambule.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 25 stem(men) tegen 10 en 0 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de nieuwe gemeentewet, namelijk artikel 117, alinea 1;
Gelet op de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en lijkbezorging en zijn daaropvolgende wijzigingen;
Gelet op het algemeen politiereglement inzake lijkenvervoer, begravingen en begraafplaats van 29 maart 1973 en zijn daaropvolgende wijzigingen ;
Gelet op het reglement betreffende de grafconcessies van 12 oktober 1972 en zijn daaropvolgende wijzigingen ;
Herziende zijn raadsbesluit van 19 september 2012, welk de hernieuwing en wijziging van het retributiereglement op het gebruik van de wachtkelders, op iedere buitendienst verricht door het personeel van de dienst der begrafenissen, alsook op iedere heropening van een grafkelder, alsook op alle prestaties geleverd door de ambtenaar van de burgerlijke stand aangestelde geneesheer, stemt voor een termijn van 5 jaar vervallend op 31 december 2016 ;
Overwegende het door Justitie toegepaste bedrag van de honoraria aan artsen voor het onderzoek van lijken (Belgisch Staatsblad van 27.01.2015);
Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 december 2015;
Gelet op de financiële toestand van de gemeente;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,
BESLUIT :

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente een retributie vastgesteld op het gebruik van de wachtkelders, op iedere buitendienst verricht door het personeel van de dienst der begrafenissen, op alle administratieve formaliteiten wanneer de persoon overleden is in Schaarbeek, op iedere heropening van een grafkelder, alsook op alle prestaties geleverd door de ambtenaar van de burgerlijke stand aangestelde geneesheer.

Artikel 2

De retributies zijn als volgt vastgelegd:

1. Het gebruik van de wachtkelder in uitvoering van artikel 76 van het algemeen politiereglement inzake lijkenvervoer, begravingen, begraafplaats en wachtkelders	
a) voor een termijn die de 3 maanden niet overschrijdt, <u>per maand</u> :	50,00€
b) na de 3de maand, <u>per maand</u> :	150,00€
Iedere begonnen maand dient volledig betaald te worden	
2. Iedere buitenprestatie van het personeel van de dienst der begrafenissen:	90,00€
3. Iedere heropening van een grafkelder:	150,00€
4. Iedere asuïtstrooiing van personen welke hernomen werden in artikel 21 punt 6 van het algemeen politiereglement inzake lijkenvervoer, ontgravingen, begraafplaats en wachtkelders:	150,00€
5. Ieder overlijden op het grondgebied van de gemeente Schaarbeek voor de administratieve kosten verbonden aan de overlijdensaangifte: Onverminderd het artikel 15 van de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging, deze retributie is verschuldigd door de eventuele begunstigen van de overledene.	90,00€

Artikel 3

De retributie aangerekend overeenkomstig onderhavig reglement dient vooraf, tegen ontvangstbewijs, betaald te worden in handen van de gemeenteontvanger, zijn aangestelden of de bedienden die met de inning van de bedragen belast zijn.

Artikel 4

Alle prestaties geleverd door de door de ambtenaar van de burgerlijke stand aangestelde geneesheer en betrekking hebbende op art. 22 § 1 alinea 3 van de wet van 20 juli 1971, geven recht op een vordering van een retributie gelijk aan het aan de index gekoppelde tarief toegepast door Justitie voor het onderzoek van lijken. Dit bedrag zal gestort worden op de bankrekening van de gemeente.

Artikel 5

Onderhavig reglement wordt van kracht op de vijfde dag volgend op de dag van publicatie en vernietigt het raadsbesluit van 19 september 2012 hernomen in de inleiding.

Budget ==- Begroting

SP 10.- Budget 2016 - Douzièmes provisoires pour les mois de janvier, février et mars 2016 - Approbation ==- Begroting 2016 - Voorlopige kredieten voor de maanden januari, februari en maart 2016 - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 25 voix contre 1 et 9 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté ==- Besloten, met 25 stem(men) tegen 1 en 9 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 25 voix contre 1 et 9 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 247 de la Nouvelle loi communale;

Vu l'article 14 de l'Arrêté Royal du 2 août 1990, portant règlement général sur la Comptabilité communale;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE:

d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins, sous réserve d'approbation par l'autorité de tutelle, à disposer des crédits provisoires au budget 2016, en attendant l'arrêt définitif de ce document par les autorités compétentes, pour le paiement des dépenses indispensables des mois de janvier, février et mars 2016 pour l'ensemble des dépenses du service ordinaire, sur base des crédits du budget fonctionnel.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 25 stem(men) tegen 1 en 9 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikel 247 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 14 van het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990 houdende algemeen reglement op de gemeentelijke boekhouding;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT:

toelating te geven aan het College van Burgemeester en Schepenen, onder voorbehoud van de goedkeuring van de toezichtoverheid, om over voorlopige kredieten van de begroting 2016 door de bevoegde overheden, voor betaling van onontbeerlijke uitgaven van de maanden januari, februari en maart 2016, voor alle uitgaven van de gewone dienst, op basis van de kredieten van de functionele begroting.

Contrôle et stratégie ==- Controle en strategie

SP 11.- CPAS - Budget 2016 - Douzièmes provisoires pour les mois de janvier, février et mars 2016 - Approbation ==- OCMW - Budget 2016 - Voorlopige twaalfden voor de maanden januari, februari en maart 2016 - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 25 voix contre 1 et 9 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté ==- Besloten, met 25 stem(men) tegen 1 en 9 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 25 voix contre 1 et 9 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 88 de la loi du 8 juillet 1976, organique des Centres Publics d'Action Sociale, relatif au budget des recettes et dépenses du Centre pour l'exercice 2016 à soumettre à l'approbation du Conseil Communal;

Considérant que le budget 2016 n'est pas encore arrêté par le Conseil; qu'il y a lieu de faire face aux dépenses et d'assurer le bon fonctionnement des services du CPAS,

Vu l'article 13 de l'Arrêté du 26 octobre 1995 du Collège Réuni de la Commission Communautaire Commune portant règlement général de la comptabilité des Centres Publics d'Action Sociale de la Région de Bruxelles-Capitale,

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir aux crédits nécessaires pour les mois de janvier, février et mars 2016.

Vu les articles 26bis, 111 et 113 de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale,

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

Article 1 : d'arrêter les crédits provisoires pour les mois de janvier, février et mars 2016 au douzième d'allocations du budget 2015 pour faire face aux dépenses de traitements, salaires, pensions et charges sociales, de fonctionnement normal des services, de force majeure et relatives à la dette.

Article 2 : de soumettre la présente délibération à l'approbation du Conseil Communal de Schaerbeek.

Article 3 : de transmettre la présente délibération pour information au Collège Réuni de la Commission Communautaire Commune.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 25 stem(men) tegen 1 en 9 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikel 88 van de organieke wet van 8 juli 1976, betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn aangaande de begroting van de ontvangsten en uitgaven van het Centrum voor het dienstjaar 2016, die aan de goedkeuring van de Gemeenteraad moet voorgelegd worden;

Overwegende dat de begroting 2016 nog niet door de Raad goedgekeurd wordt; dat de uitgaven dienen te worden voldaan om de goede werking van de diensten van het OCMW te verzekeren;

Gelet op artikel 13 van het Besluit van 26 oktober 1995 van het Verenigd Kollege van de Gemeenschappelijke Communautaire Commissie houdende algemeen reglement over de boekhouding van de centra voor maatschappelijk welzijn van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de nodige kredieten moeten voorzien worden voor de maanden januari, februari en maart 2016.

Gelet op de artikelen 26bis, 111 en 113 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1: de voorlopige kredieten vast te stellen voor de maanden januari, februari en maart 2016 op het respectievelijke twaalfde van de begroting van het dienstjaar 2015 om aan de uitgaven te voldoen voor de wedden, salarissen, pensioenen en sociale lasten, de normale werking van de diensten, bij overmacht en betreffende de schuld;

Artikel 2: de huidige beraadslaging aan de goedkeuring van de Gemeenteraad van Schaarbeek voor te leggen;

Artikel 3: de huidige beraadslaging ter informatie toe te zenden aan het Verenigd Kollege van de Gemeenschappelijke Gemeenschapcommissie.

SP 12.- CPAS - Modification budgétaire n°2 de l'exercice 2015 - Pour information == Ocmw - Budgettaire wijziging nr 2 voor het dienstjaar 2015 - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 33 voix contre 2 et 0 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté ==

Besloten, met 33 stem(men) tegen 2 en 0 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 33 voix contre 2 et 0 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale et notamment son article 117;
Vu l'article 88, § 2 de la loi du 8 juillet 1976, organique des Centres Publics d'Action Sociale;
Vu la délibération du Conseil de l'Action Sociale du 15 juillet 2015 arrêtant la modification budgétaire n°1 de l'exercice 2015;
Vu la délibération du Conseil de l'Action Sociale du 23 septembre 2015 arrêtant la modification budgétaire n°2 de l'exercice 2015;
Vu l'avis favorable émis par le Conseil de l'Action Sociale sur la modification budgétaire n°2 de l'exercice 2015 en séance du 28 septembre 2015;
Considérant que suite à cette modification budgétaire, la dotation communale reste invariable et s'élève au total à 36.795.510 € dont 3.033.610 € pour l'ancien hôpital;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,
DECIDE :
d'approuver la modification budgétaire n°2 de 2015

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 33 stem(men) tegen 2 en 0 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikels 117 van de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder haar artikel 117
Gelet op artikel 88, §2 van de wet van 8 juli 1976, tot regeling van de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn;
Gelet op de beraadslaging van 15 juli 2015 waarbij de Raad voor Maatschappelijk Welzijn de begrotingswijziging nr 1 voor het dienstjaar 2015 vastlegt;
Gelet op de beraadslaging van 23 september 2015 waarbij de Raad voor Maatschappelijk Welzijn de begrotingswijziging nr 2 voor het dienstjaar 2015 vastlegt;
Overwegende dat ingevolge deze begrotingswijziging de gemeentelijke dotatie blijft onveranderlijk en in totaal 36.795.510 € bedraagt waarvan 3.033.610 € voor het oud hospitaal;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;
BESLUIT :
de begrotingswijziging n°2 over 2015 goed te keuren

SP 13.- Fabrique d'Eglise Sainte Famille - Budget 2016 - Aviser favorablement --- Kerkfabriek Heilig Familie - Begroting 2016 - Gunstig adviseren

DÉCISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté --- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 37 du décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises modifié par l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004
Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;
Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;
Vu l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés;
Vu le budget de l'exercice 2016 de la Fabrique d'Eglise Sainte Famille, arrêté par le Conseil de Fabrique;
Considérant que ce document a été arrêté comme suit par l'administration fabricienne :

<u>Budget 2016</u>	Recettes	Dépenses
- ordinaires	48.900,00€	90.661,52€
- extraordinaires	70.231,52€	15.000,00€
- arrêtées par l'Evêque		13.470,00€
TOTAL	119.131,52€	119.131,52€

Considérant qu'aucune intervention communale n'est sollicitée par cette administration fabricienne pour pouvoir couvrir ses dépenses ordinaires,
DECIDE :

D'aviser favorablement le budget de l'exercice 2016 de la Fabrique d'Eglise Sainte Famille tel qu'il a été dressé par le Conseil de Fabrique.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikel 37 van het keizerlijk decreet dd. 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken gewijzigd per ordonnantie van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensden ;

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen ;

Gelet op de begroting van het dienstjaar 2016 van de Kerkfabriek Heilig Familie, vastgesteld door de Raad van de Kerkfabriek;

Overwegende dat dit document door het kerkbestuur als volgt vastgesteld wordt:

<u>Begroting 2016</u>	Ontvangsten	Uitgaven
- gewone	48.900,00€	90.661,52€
- buitengewone	70.231,52€	15.000,00€
- door de bisschop vastgesteld		13.470,00€
TOTAL	119.131,52€	119.131,52€

Overwegende dat geen gemeentelijke tussenkomst door de Kerkfabriek gevraagd wordt om de gewone uitgaven te kunnen dekken;

BESLUIT :

Een gunstig advies te verlenen aan de begroting van het dienstjaar 2016 van de Kerkfabriek Heilig Familie zoals het werd opgesteld door de Raad van de kerkfabriek.

SP 14.- Fabrique d'Eglise Sainte Marie - Budget 2016 - Aviser favorablement ==- Kerkfabriek Sint Maria – Begroting 2016 - Gunstig adviseren

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 37 du décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises modifié par l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés;

Vu le budget de l'exercice 2016 de la Fabrique d'Eglise Sainte Marie, arrêté par le Conseil de Fabrique;

Considérant que ce document a été arrêté comme suit par l'administration fabricienne :

<u>Budget 2016</u>	Recettes	Dépenses
- ordinaires	21.206,81€	31.247,40€
- extraordinaires	21.881,59€	0,00€
- arrêtées par l'Evêque		11.841,00€
TOTAL	43.088,40€	43.088,40€

Considérant qu'une intervention communale de 8.618,81€ au budget ordinaire est sollicitée par cette administration fabricienne pour pouvoir couvrir ses dépenses,

DECIDE

D'aviser favorablement le budget de l'exercice 2016 de la Fabrique d'Eglise Sainte Marie tel qu'il a été dressé par le Conseil de Fabrique après correction.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikel 37 van het keizerlijk decreet dd. 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken gewijzigd per ordonnantie van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten ;

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen

krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen ;

Gelet op de begroting van het dienstjaar 2016 van de Kerkfabriek Sint Maria, vastgesteld door de Raad van de Kerkfabriek;

Overwegende dat dit document door het kerkbestuur als volgt vastgesteld wordt:

<u>Begroting 2016</u>	Ontvangsten	Uitgaven
- gewone	21.206,81€	31.247,40€
- buitengewone	21.881,59€	0,00€
- door de bisschop vastgesteld		11.841,00€
TOTAL	43.088,40€	43.088,40€

Overwegende dat een gemeentelijke tussenkomst 8.618,81€ op het gewone begroting door de Kerkfabriek gevraagd wordt om zijn uitgaven te kunnen dekken;
BESLUIT

Een gunstig advies te verlenen aan de begroting van het dienstjaar 2016 van de Kerkfabriek Sint Maria zoals het werd opgesteld door de Raad van de kerkfabriek na correctie.

SP 15.- ASBL "Oeuvres des Colonies Scolaires (O.C.S.)" - Convention - Approbation -- VZW "Oeuvres des Colonies Scolaires (O.C.S.)" - Overeenkomst - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la nouvelle loi communale ;

Vu la Loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certains subsides;

Vu la délibération du Conseil communal du 25 juin 2014 adoptant le règlement relatif à l'octroi, l'emploi et le contrôle de subventions communales;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins du 1er décembre 2015;

DECIDE

d'approuver le projet de de convention entre l'asbl "Oeuvres des Colonies Scolaires (O.C.S.)" et la commune de Schaerbeek.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning van het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 25 juni 2014 goedkeurend het reglement betreffende de uitreiking, het gebruik en de controle van gemeentelijke toelagen,

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 1 december 2015;

BESLUIT

de overeenkomst tussen de gemeente en de vzw "Oeuvres des Colonies Scolaires (O.C.S.)" en de gemeente goed te keuren.

**SP 16.- ASBL Liens de Quartier Petite Enfance en abrégé LQPE -
Convention - Approbation ==- VZW Liens de Quartier Petite Enfance
afgekort LQPE - Overeenkomst – Goedkeuring**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale;
Vu la Loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certains subsides;
Vu la délibération du Conseil communal du 25 juin 2014 adoptant le règlement relatif à l'octroi, l'emploi et le contrôle de subventions communales;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 08 décembre 2015;
DECIDE :
d'approuver la convention 2015 liant la Commune et l'ASBL "Liens de Quartier Petite Enfance"

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning van het gebruik van sommige toelagen;
Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 25 juni 2014 goedkeurend het reglement betreffende de uitreiking, het gebruik en de controle van gemeentelijke toelagen,
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 08 december 2015;
BESLIST :
de overeenkomst 2015 tussen de gemeente en de VZW "Liens de Quartier Petite Enfance" goed te keuren

**SP 17.- ASBL Neptunium - Convention - Approbation ==- VZW Neptunium -
Overeenkomst – Goedkeuring**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale;
Vu la Loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certains subsides;
Vu la délibération du Conseil communal du 25 juin 2014 adoptant le règlement relatif à l'octroi, l'emploi et le contrôle de subventions communales;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 08 décembre 2015;
DECIDE :
d'approuver la convention 2015 liant la Commune et l'ASBL "Neptunium"

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning van het gebruik van sommige toelagen;
Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 25 juni 2014 goedkeurend het reglement betreffende de uitreiking, het gebruik en de controle van gemeentelijke toelagen,
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 08 december 2015;
BESLIST :
de overeenkomst 2015 tussen de gemeente en de VZW "Neptunium" goed te keuren

SP 18.- ASBL Sport schaerbeekois - Convention - Approbation ==- VZW Sport schaerbeekois - Overeenkomst - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale;
Vu la Loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certains subsides;
Vu la délibération du Conseil communal du 25 juin 2014 adoptant le règlement relatif à l'octroi, l'emploi et le contrôle de subventions communales;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 08 décembre 2015;
DECIDE :
d'approuver la convention 2015 liant la Commune et l'ASBL "Sport schaerbeekois"

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning van het gebruik van sommige toelagen;
Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 25 juni 2014 goedkeurend het reglement betreffende de uitreiking, het gebruik en de controle van gemeentelijke toelagen,
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 08 december 2015;
BESLIST :
de overeenkomst 2015 tussen de gemeente en de VZW "Sport schaerbeekois" goed te keuren

SP 19.- ASBL Harmonisation Sociale de Schaerbeek - Convention - Approbation ==- VZW Harmonisation Sociale de Schaerbeek - Overeenkomst - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale;
Vu la Loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certains subsides;
Vu la délibération du Conseil communal du 25 juin 2014 adoptant le règlement relatif à l'octroi, l'emploi et le contrôle de subventions communales;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 8 décembre 2015;
DECIDE :
d'approuver la convention liant la Commune et l'ASBL "Harmonisation Sociale de Schaerbeek"

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning van het gebruik van sommige toelagen;
Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 15 juni 2014 goedkeurend het reglement betreffende de uitreiking, het gebruik en de controle van gemeentelijke toelagen,
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 december 2015;
BESLIST :
de overeenkomst tussen de gemeente en de VZW "Harmonisation Sociale de Schaerbeek" goed te keuren

**SP 20.- ASBL Syndicat d'initiative de Schaerbeek en abrégé SIS -
Convention - Approbation ==- VZW Syndicat d'Initiative de Schaerbeek
afgekort SIS - Overeenkomst - Goedkeuring**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté ==- Goedgekeurd met
eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale;
Vu la Loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de
certains subsides;
Vu la délibération du Conseil communal du 25 juin 2014 adoptant le règlement
relatif à l'octroi, l'emploi et le contrôle de subventions communales;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 08 décembre 2015;
DECIDE :
d'approuver la convention 2015 liant la Commune et l'ASBL "Syndicat d'Initiative de
Schaerbeek"

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning
van het gebruik van sommige toelagen;
Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 15 juni 2014 goedkeurend
het règlement betreffende de uitreiking, het gebruik en de controle van
gemeentelijke toelagen,
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen
van 08 december 2015;
BESLIST :
de overeenkomst 2015 tussen de gemeente en de VZW "Syndicat d'Initiative de
Schaerbeek" goed te keuren

**SP 21.- ASBL Association des Mosquées de Schaerbeek - Comptes 2014 -
Prise d'acte ==- VZW Associations des Mosquées de Schaerbeek -
Rekeningen 2014 - Akte nemen**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté ==- Goedgekeurd met
eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale.
Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de
certaines subventions.
Vu la délibération du Conseil communal du 25 juin 2014 adoptant le règlement
relatif aux subventions communales.
Considérant que les comptes 2014 de l'ASBL «Association des Mosquées de
Schaerbeek » affichent un résultat négatif de 21.211,80€ et des fonds
propres s'élevant à 72.957,88€
Vu la décision du 8 décembre 2015 par laquelle le Collège prend acte du résultat
négatif de 21.211,80€ et des fonds propres s'élevant à 72.957,88€ pour
l'exercice 2014
PREND ACTE
Des comptes 2014 de l'ASBL «Association des Mosquées de Schaerbeek », déposés
au dossier, qui affichent un résultat négatif de 21.211,80€ et des fonds propres
s'élevant à 72.957,88€ pour l'exercice 2014.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet.
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning
en het gebruik van sommige toelagen.

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 25 juni 2014 goedkeurend het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen.
Overwegende dat de rekeningen van de VZW «Association des Mosquées de Schaerbeek» een negatief saldo van 21.211,80€ en eigen vermogen ter waarde van 72.957,88€ voor het dienstjaar 2014 vertonen.
Gelet op de beslissing van 8 december 2015 waar het College akte neemt van het negatief saldo van 21.211,80€ en eigen vermogen ter waarde van 72.957,88€ voor het dienstjaar 2014
NEEMT AKTE
van de rekeningen 2014 van de VZW «Association des Mosquées de Schaerbeek», bij het dossier gehecht, die een negatief saldo van 21.211,80€ en eigen vermogen ter waarde van 72.957,88€ voor het dienstjaar 2014 vertonen.

SP 22.- ASBL Syndicat d'Initiative de Schaerbeek en abrégé SIS - Comptes 2014 - Prise d'acte ==- VZW Syndicat d'Initiative de Schaerbeek afgekort SIS -Rekeningen 2014 - Akte nemen

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD
Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL
Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale.
Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.
Vu la délibération du Conseil communal du 25 juin 2014 adoptant le règlement relatif aux subventions communales.
Considérant que les comptes de l'ASBL «Syndicat d'Initiative de Schaerbeek» affichent un résultat positif de 5.316,72€ et des fonds propres s'élevant à 11.800,82€ pour l'exercice 2014.
Vu la décision du 8 décembre 2015 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 5.316,72€ et des fonds propres s'élevant à 11.800,82€ pour l'exercice 2014.
PREND ACTE
Des comptes 2014 de l'ASBL «Syndicat d'Initiative de Schaerbeek», déposés au dossier, qui affichent un résultat positif de 5.316,72€ et des fonds propres s'élevant à 11.800,82€.

DE GEMEENTERAAD
Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet.
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen.
Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 25 juni 2014 goedkeurend het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen.
Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Syndicat d'Initiative de Schaerbeek" een positief saldo van 5.316,72€ en eigen vermogen ter waarde van 11.800,82€ voor het dienstjaar 2014 vertonen.
Gelet op de beslissing van 8 december 2015 waar het College akte neemt van het positief saldo van 5.316,72€ en eigen vermogen van 11.800,82€ voor het dienstjaar 2014.
NEEMT AKTE
van de rekeningen 2014 van de VZW "Syndicat d'Initiative de Schaerbeek", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 5.316,72€ en eigen vermogen van 11.800,82€ vertonen.

SP 23.- TRS Asbl (Travail de Rue Schaerbeek) - Comptes 2014 - Prise d'acte ==- TRS vzw (Travail de Rue Schaerbeek) - Rekeningen 2014 - Akte nemen

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD
Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale.

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.

Vu la délibération du Conseil communal du 25 juin 2014 adoptant le règlement relatif aux subventions communales.

Considérant que les comptes 2014 de TRS Asbl (Travail de Rue Schaerbeek) affichent un résultat négatif de 25.814,52€ et des capitaux propres s'élevant à 106.559,46€ pour l'exercice 2014.

Vu la décision du 25 août 2015 par laquelle le Collège prend acte du résultat négatif de 25.814,52€ et des capitaux propres s'élevant à 106.559,46€ pour l'exercice 2014.

PREND ACTE :

Des comptes 2014 de TRS Asbl (Travail de Rue Schaerbeek), déposés au dossier, qui affichent un résultat négatif de 25.814,52€ et des capitaux propres s'élevant à 106.559,46€.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet.

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen.

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 25 juni 2014 goedkeurend het règlement betreffende de gemeentelijke toelagen.

Overwegende dat de rekeningen van de vzw TRS (Travail de Rue Schaerbeek) een négatif saldo van 25.814,52 € en eigen vermogen ter waarde van 106.559,46€ voor het dienstjaar 2014 vertonen.

Gelet op de beslissing van 25 augustus 2015 waar het College acte neemt van het négatif saldo van 25.814,52€ et eigen vermogen van 106.559,46€ voor het dienstjaar 2014.

NEEMT AKTE

van de rekeningen 2014 van de TRS vzw (Travail de Rue Schaerbeek) , bij het dossier gehecht, die een négatif saldo van 25.814,52€ et eigen vermogen van 106.559,46€ vertonen.

SP 24.- ASBL "Réseau Coordination Enfance" - Comptes 2014 - Prise d'acte -- VZW "Réseau Coordination Enfance" - Rekeningen 2014 - Akte nemen

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale.

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.

Vu la délibération du Conseil communal du 25 juin 2014 adoptant le règlement relatif aux subventions communales.

Considérant que les comptes 2014 de l'ASBL «Réseau Coordination Enfance» affichent un résultat positif de 5.401,00€ et des fonds propres s'élevant à 41.505,00€ pour l'exercice 2014.

Vu la décision du 8 décembre 2015 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 5.401,00€ et des fonds propres s'élevant à 41.505,00€ pour l'exercice 2014.

PREND ACTE

Des comptes 2014 de l'ASBL «Réseau Coordination Enfance», déposés au dossier, qui affichent un résultat positif de 5.401,00€ et des fonds propres s'élevant à 41.505,00€.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet.

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen.

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 25 juni 2014 goedkeurend het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen.

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Réseau Coordination Enfance" een positief saldo van 5.401,00€ en eigen vermogen ter waarde van 41.505,00€ voor het dienstjaar 2014 vertonen.

Gelet op de beslissing van 8 december 2015 waar het College akte neemt van het positief saldo van 5.401,00€ en eigen vermogen van 41.505,00€ voor het dienstjaar 2014

NEEMT AKTE

van de rekeningen 2014 van de VZW "Réseau Coordination Enfance", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 5.401,00€ en eigen vermogen van 41.505,00€ vertonen.

DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE ET DURABLE ==- STRATEGISCHE EN DUURZAME ONTWIKKELING

Programme de prévention urbaine ==- Programma voor stadspreventie

SP 25.- Avenant de convention entre la commune de Schaerbeek et la zone de police pour l'année 2015 relative à l'allocation contrat de sécurité et de société - Approbation ==- Aanhangsel aan de overeenkomst tussen de gemeente Schaarbeek en de politiezone voor het jaar 2015 betreffende de dotatie in kader van de veiligheid- en samenlevingscontracten - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 135 de la nouvelle loi communale

Vu l'existence d'un Programme de Prévention Urbaine et de projets impliquant des conventions entre la Commune et des partenaires extérieurs ;

Vu l'obligation pour la Commune de respecter ses engagements contractuels vis-à-vis du pouvoir subsidiant ;

Vu l'arrêté royal du 20 octobre 2015 relatif à l'octroi d'une allocation contrat de sécurité et de société destinée aux communes ex-contrats de sécurité et de société dans le cadre de la mise en oeuvre d'une politique locale de sécurité et de prévention ;

Considérant les contrats de sécurité et de société conclus entre 29 villes ou communes et l'Etat ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins du 08 décembre 2015 ;

Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit ;

DECIDE

D'approuver l'avenant à la convention 2015 entre la Commune et la zone de police 5344

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikels 117 en 135 van de nieuwe gemeentewet

Aangezien het bestaan van een Stedelijke Preventie Programma en projecten die overeenkomsten tussen de Gemeente en externe instellingen verweekelt;

Gelet op de verplichting, voor de Gemeente, om haar contractuele verbintenissen tegenover de subsidiërende overheid na te komen;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 oktober 2015 betreffende de toekenning van een toelage voor een veiligheid- en samenlevingscontract voor gemeenten die vroeger een veiligheid- een samenlevingscontract hadden in het kader van de implementie van lokaal beleid voor veiligheid en preventie;

Overwegende dat de veiligheid- en samenlevingscontracten die werden afgesloten tussen 29 steden of gemeenten en de Staat;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 08 december 2015;

Overwegende dat dit verslag ingewilligd dient te worden;

BESLUIT

De wijziging van de overeenkomst 2015 tussen de Gemeente en de politie zone 5344 goed te keuren.

PPU -Cellule Quartiers ==- PSP - Cel wijk

SP 26.- Cellule quartiers - Convention de subvention avec l'asbl "2bouts" pour le projet "Repli identitaire et radicalisation violente, un support pédagogique d'expression groupale au départ du récit de jeunes concernés" - Approbation ==- Wijkcel - Subsidieovereenkomst met vzw "2bouts" voor het project "In zichzelf gekeerd gedrag en gewelddadige radicalisering, didactisch materiaal om zich in groep te uiten, vertrekkende van een verhaal van betrokken jongeren" - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 10.11.2015 approuvant le financement du projet "Repli identitaire et radicalisation violente, un support pédagogique d'expression groupale au départ du récit de jeunes concernés"

DECIDE :

De marquer son accord sur la convention de subvention.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gezien artikel 117 van de nieuwe gemeentewet

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 10.11.2015 die de financiering van het project "In zichzelf gekeerd gedrag en gewelddadige radicalisering, didactisch materiaal om zich in groep te uiten, vertrekkende van een verhaal van betrokken jongeren" goedkeurt.

BESLUIT :

Akkoord te gaan met de subsidieovereenkomst

SP 27.- Cellule quartiers - Protocole d'accord entre le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur et la commune concernant l'octroi d'une allocation financière unique en vue de soutenir la lutte contre la radicalisation violente - Approbation ==- Wijkcel - Protocolakkoord tussen de Minister van Binnenlandse Zaken en de gemeente met betrekking tot de beheersing van gewelddadige radicalisering en de strijd tegen het radicalisme - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale,

DECIDE :

De marquer son accord sur le protocole d'accord

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gezien artikel 117 van de nieuwe gemeentewet,

BESLUIT :

Akkoord te gaan met de protocolakkoord

Communication ==- Communicatie

SP 28.- Convention entre l'administration communale de Schaerbeek et l'asbl Schaerbeek Info - Approbation ==- Overeenkomst tussen de Gemeentebestuur van Schaarbeek en de vzw "Schaerbeek Info" - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu la nécessité de conclure une convention liant la commune de Schaerbeek à l'asbl "Schaerbeek Information";
Vu l'importance d'un outil de communication pour faire connaître les activités de la commune
Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 8/12/15
DECIDE
d'approuver la convention

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de nood om een overeenkomst tussen de gemeente Schaarbeek en de vzw "Schaerbeek Information" overeen te komen
Gelet op het belang van een communicatie werktuig om de activiteiten van de gemeente te laten kennen
Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 8/12/15
BESLUIT
de overeenkomst goed te keuren

SP 29.- Convention 2015 entre le Programme de Prévention Urbaine et l'asbl Schaerbeek Information - Approbation ==- Overeenkomst 2015 tussen het Programma voor stadspreventie en de vzw "Schaerbeek Information" - Goedkeuring

Monsieur Goldstein et Monsieur Bernard interviennent
Monsieur le Bourgmestre répond
Monsieur Bernard et Monsieur Verzin interviennent
Monsieur le Bourgmestre répond

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu l'obligation pour la commune de respecter ses engagements contractuels vis-à-vis du pouvoir subsidiant;
Vu la nécessité de conclure une convention liant le PPU à l'asbl Schaerbeek Information et l'importance d'un outil de communication pour faire connaître les activités du PPU et de ses dispositifs;
Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale
Vu l'arrête royal du 6 décembre 2007 relatif aux conventions EUROTOP
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 8/12/15
DECIDE
d'approuver la convention

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de verplichting, voor de gemeente, om haar contractuele verbintenissen tegenover de subsidiërende overheid na te komen;

Gelet op de nood om een overeenkomst tussen het Programma voor stads preventie en de vzw "Schaerbeek Information" goed te keuren en het belang van een communicatie werktuig om de activiteiten van het PSP en haar werktuigen van externe communicatie voorzien

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 december 2007 betreffende de EUROTOP overeenkomsten

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 8/12/15

BESLUIT

de overeenkomst goed te keuren

* * *

Monsieur Köse entre en séance == De heer Köse treedt ter vergadering

* * *

Mobilité == Mobiliteit

SP 30.- Stationnement - Règlement complémentaire de police -

Modifications - Approbation == Parkeren - Bijkomend politiereglement

- Wijzigingen - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 34 voix contre 1 et 0 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté ==
Besloten, met 34 stem(men) tegen 1 en 0 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 34 voix contre 1 et 0 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

Vu les lois relatives à la police de la circulation routière coordonnées par l'arrêté royal du 16 mars 1968 ;

Vu l'arrêté royal du 1 décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la sécurité routière ;

Vu la circulaire ministérielle du 14/11/1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière ;

Vu l'article 119 de la nouvelle loi communale ;

Vu son ordonnance du 03/07/80, portant règlement communal complémentaire relatif à la circulation routière en voirie communale les 7/10/81- 10/02/83- 26/04/84- 09/05/85- 05/06/86- 13/03/87- 20/04/89- 26/04/90- 27/06/94 - 29/03/95 - 21/01/97 - 18/02/98 - 18/03/98 -13/05/98 - 16/09/98 - 26/05/99 - 23/10/2002

Considérant que les mesures suivantes concernant la voirie communale doivent être adoptées pour tenir compte de l'évolution des circonstances locales :

ARRETE :

CHAPITRE V : ARRET ET STATIONNEMENT (signaux routiers)

Art 24 : zone bleue – stationnement limité dans le temps

La mesure sera matérialisée par les panneaux « ZE9a GT » en début de zone et la fin de zone par des signaux « ZE9a GT' ». Ces panneaux comportent la mention excepté « Riverains Uitgezonderd inwoners », 9h/u-20h/u.

Retirer :

- Avenue van Vollenhoven

Ajouter :

- Square Riga (zones intérieures)
- Avenue des Azalées (côté parc Josaphat)
- Boulevard Lambermont (Côté parc Josaphat)
- Boulevard Wahis
- Avenue des jardins
- Avenue des Clos
- Clos des Mouettes
- Clos des poètes
- Clos des Fleurs
- Clos des Artistes
- Avenue de la jeunesse
- Boulevard Léopold III
- Avenue Van Vollenhoven
- Avenue Félix Marchal (les 2 côtés)

Art 25 : Zone payante (excepté riverains)

La mesure sera matérialisée par des signaux « ZE9bt » en début de zone et par des signaux « ZE9bf » en fin de zone. Ces panneaux comportent une mention « Excepté riverains uitgezonderd inwoners ».

AJOUTER :

- Avenue Eugène Plasky (berme centrale)

Art 35 :

La signalisation prévue ci-dessus sera placée conformément aux dispositions de l'A.R. et de l'A.M.

Art 36 :

Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité et des travaux publics.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 34 stem(men) tegen 1 en 0 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de politiewetgeving betreffende het wegverkeer gecoördineerd door het koninklijk besluit van 16 maart 1968;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 aangaande het algemeen politiereglement van het wegverkeer;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 waarbij de minimale afmeting en de bijzondere plaatsvoorwaarden van de verkeersborden worden bepaald;

Gelet op het ministeriële rondschrijven van 14/11/77 betreffende de aanvullende reglementen en de plaatsing van de verkeersborden;

Gelet op artikel 119 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de politieverordening van 03/07/80, betreffende het aanvullend gemeentereglement aangaande het wegverkeer op de gemeentewegen gewijzigd op 07/10/81 – 10/02/83 – 26/04/84 -09/05/85 – 05/06/86 – 18/03/87 – 20/04/89 – 26/04/90 – 27/06/94 – 27/03/95 – 21/01/97 -18/02/98 – 18/03/97 – 13/05/98 – 16/09/98 – 26/05/99 – 23/10/2002

Overwegend dat de volgende maatregelen met betrekking op het gemeentewegennet aangenomen moeten worden rekening houdend met de evolutie van de lokale omstandigheden;

BESLUIT :

HOOFSTUK V:STILSTAAN EN PARKEREN(verkeersborden)

Art 24: BLAUWE ZONE –parkeren met beperkte tijd

De maatregel zal door de panelen „ZE9a GT“ in het begin en aan het eind van de zone door signalen „ZE9a GT“ belichaamd worden. Deze panelen bevatten de vermelding uitgezonderd « excepté Riverains - Uitgezonderd inwoners », 9h/u-20h/u.

BIJVOEGEN:

- Riga Square (binnen kanten)
- Azalées laan (kant Josaphat park)
- Lambermont Laan (kant Josaphat park)
- Wahis Laan
- Bloementuinenlaan
- Gaardenlaan
- Meeuwengaarden
- Dichtersgaarde
- Bloemengarde
- Kunstenaarsgaarde
- Jeugd laan
- Léopold III laan
- Van Vollenhoven Laan
- Félix Marchal laan (bijde kanten)

Art 25: BETALENDE ZONE (inwoners uitgezonderd)

De maatregel zal verwezenlijkt door het plaatsen bij het betreden van de zone door een bord “ZE9bt” en op het einde van de zone door de vermelding “ZE9bf” Deze borden hebben de vermelding “Excepté riverains- Uitgezonderd inwoners”.

BIJVOEGEN:

- Eugène Plasky laan (centrale berm)

Terugtrekken:

- Van Vollenhovenlaan

Art 35:

De signalisatie zoals hierboven voorzien zal geplaatst worden conform aan de schikkingen van het KB en het MB

Art 36:

Dit reglement zal voorgelegd worden ter goedkeuring van de Minister van Mobiliteit en openbare werken.

**SP 31.- Stationnement - Proposition d'avenant à la convention Mobile-For
- Approbation ==- Parkeren - Voorstel van een aanhangsel aan de
overeenkomst Mobile -For - Goedkeuring**

**Monsieur Verzin intervient
Monsieur Grimberghs répond**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;
Vu l'Arrêté Royal du 16 mars 1968 relatif à la police de la circulation routière;
Vu l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (le Code de la route);
Vu le règlement complémentaire de police en ses dispositions relatives à la circulation routière;
Vu l'Arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement;
Vu l'Ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence de stationnement de la Région de Bruxelles Capitale ;
Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement ;
Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation ;
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation ;
Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière;
Vu l'article 137 bis de la nouvelle loi communale qui facilite le recouvrement des créances non fiscales par le titre exécutoire que la commune se délivre elle-même;
Vu la délibération du 25 juin 2014 votant l'instauration du règlement redevance relatif au stationnement réglementé dans l'espace public ;
Considérant qu'une meilleure rotation des emplacements de stationnement doit être poursuivie et qu'il convient dès lors d'établir les redevances en concordance avec la période de stationnement généralement utile et nécessaire;
Vu la convention liant la commune de Schaerbeek à la société Mobile for de 2009, société spécialisée dans le paiement par sms.
Considérant la nécessité pour la commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion et du prescrit de l'article 252 NLC lequel énonce qu' : « En aucun cas, le budget des dépenses et des recettes des communes ne peut présenter, au plus tard à compter de l'exercice budgétaire 1988, un solde à l'ordinaire ou à l'extraordinaire en déficit ni faire apparaître un équilibre ou un boni fictifs » ;
Considérant la nécessité pour la commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités ;
Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie.
Vu la situation financière de la commune ;
Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 8 décembre 2015;
DECIDE
d'approuver l'avenant à la convention Mobile-For

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de het Koninklijk Besluit van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer;
Gelet op de het Koninklijk Besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (de Wegcode);
Gelet op het bijkomend reglement betreffende de politie in haar bevoegdheden betreffende het wegverkeer;

Gelet op het Ministerieel Besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart;
Gelet op de Ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap;
Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 houdende het reglementair luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan;
Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereglementeerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten;
Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 december 2013 wijzigend het Besluit van 18 juli 2013 betreffende de gereglementeerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten;
Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;
Gelet op artikel 137 bis van de nieuwe gemeentewet die de invordering van niet-fiscale rechten vergemakkelijkt door een uitvoerend verklarende titel afgeleverd door de gemeente;
Gelet de raadsbesluit van 25 juni 2014 stemmend de invoering van het retributiereglement betreffende het gereglementeerd parkeren in de openbare ruimte;
Overwegende dat een betere rotatie van de parkeerplaatsen dient te worden nagestreefd, en daarom een retributie dient te worden vastgesteld in overeenstemming met de doorgaans nuttige en noodzakelijke parkeerperiode;
Overwegende de overeenkomst tussen de gemeente schaarbeek en maatschappij Mobile-for sinds 2009, gespecialiseerd in betaling per sms
Overwegende de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan en de vereisten van artikel 252 NGW, waarin staat dat: "De begroting van de uitgaven en de ontvangsten van de gemeenten mag, ten laatste te rekenen vanaf het begrotingsjaar 1988, in geen enkel geval, een deficitair saldo op de gewone of de buitengewone dienst, noch een fictief evenwicht of een fictief batig saldo, vertonen";
Overwegende de noodzaak voor de gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt;
Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;
Gelet op de financiële toestand van de gemeente;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 december 2015,
BESLUIT
Om het aanhangsel aan de overeenkomst Mobile-For, goed te keuren

* * *

Madame Alic entre en séance -- Mevrouw Alic treedt ter vergadering

* * *

SERVICES GÉNÉRAUX -- ALGEMENE ZAKEN

Gestion immobilière technique -- Technisch vastgoedbeheer

**SP 32.- Local n°23 - Ecole Georges Primo - Occupation par l'asbl Darna -
Avenant - Approbation -- Lokaal nr 23 - Georges Primoschool -
Bezetting door de vzw Darna - Aanhangsel - Goedkeuring**

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale

Vu sa délibération du 26.11.2014 adoptant la convention d'occupation avec l'asbl Darna

Vu sa délibération du 23.06.2015 adoptant un premier avenant à la convention

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 08.12.2015 approuvant la prolongation de l'occupation

Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de cette décision

DECIDE :

1. De marquer son accord sur la prolongation de l'occupation du local 23 (Rue Richard Vandeveldde - Ecole Georges Primo) par l'asbl Darna (Avenue Rogier 148 - 1030 Bruxelles) pour 1,8 €/heure, avec exemption de 50 €/mois pour les tâches liées à la gestion du local
2. D'approuver le nouvel avenant à la convention d'occupation déposé au dossier

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet

Gelet op haar beraadslaging dd. 26.11.2014 goedkeurend de bezettingsovereenkomst met de vzw Darna

Gelet op haar beraadslaging dd. 23.06.2015 goedkeurend een eerste aanhangsel aan de bezettingsovereenkomst

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester dd.

08.12.2015 goedkeurend de verlenging van de bezetting door de vzw Darna

Overwegend dat het betaamt gevolg te geven aan de conclusies van deze beslissing

BESLUIT :

1. Akkoord te gaan met de verlenging van de bezetting van het lokaal 23 (Vandeveldestraat - School Georges Primo) door de vzw Darna (Rogierlaan, 148 - 1030 Brussel) tegen 1,8 €/uur, met ontheffing van 50 €/maand voor de taken in verband met het beheer van het lokaal
2. De nieuwe aanhangsel aan de bezettingsovereenkomst, neergelegd in het dossier, aan te nemen

SP 33.- Théâtre de la Balsamine - Avenue Félix Marchal, 1 - Prise en charge de travaux pour remise en état et entretien périodique du bâtiment par la Balsamine - Avenant à la convention - Approbation ==- Théâtre de la Balsamine - Félix Marchallaan, 1 - Behandeling van werken voor herstel en periodiek onderhoud van het gebouw door La Balsamine - Aangangsel aan de overeenkomst - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale

Vu la convention du 09.06.1999 avec l'asbl "Théâtre de la Balsamine"

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18.11.2014

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 10.02.2015

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 08.12.2015

Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de cette décision

DECIDE :

1. De marquer son accord sur la prise en charge de travaux pour remise en état et entretien périodique du bâtiment par l'asbl "La Balsamine"
2. Déléguer au Collège la rédaction d'un descriptif sommaire des travaux à effectuer mais permettant d'établir une base concrète pour la vérification de l'exécution des travaux sachant que ceux-ci ne peuvent dépasser une somme totale plafonnée à 305.000€ (non soumise à l'index), TVA et honoraires compris
3. D'adopter l'avenant à la convention déposé au dossier

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet

Gelet op de overeenkomst dd. 09.06.1999 met de vzw "Théâtre de la Balsamine"

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 18.11.2014

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 10.02.2015

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 08.12.2015

Overwegende dat het betaamt gevolg te geven aan de conclusies van deze beslissing

BESLUIT :

1. Akkoord te gaan met de behandeling van werken voor herstel en periodiek onderhoud van het gebouw door de vzw "La Balsamine"
2. Delegatie aan het college voor het schrijven van een korte beschrijving van het werk te doen, maar om een concrete basis voor de verificatie van de uitvoering van werken in de wetenschap dat ze een totaal maximum van € 305.000 bedragen niet kan overschrijden (niet vast de index), BTW en kosten inbegrepen
3. Aanhangsel aan de overeenkomst, neergelegd in het dossier, aan te nemen

RESSOURCES HUMAINES ==- HUMAN RESOURCES

Service du Personnel ==- Personeelsdienst

SP 34.- Modification du cadre du personnel, du personnel ACS des départements Développement stratégique et durable et des services spécifiques, et des cadres temporaires "Programme de prévention urbaine", "Politique des grandes villes", "Convention de premier emploi" et "APS Activa" - Approbation ==- Wijziging van de personeelsformatie en van de Gesco-personeelsformatie - Departementen Strategische en Duurzame ontwikkeling en Specifieke diensten, en van de tijdelijke personeelsformaties "Stedelijk preventie programma", "Grootstedenbeleid", "Startbaanovereenkomsten" en "PVP Activa" - Goedkeuring

**Monsieur Goldstein intervient
Monsieur Noël répond**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 119 et 145 de la nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;
Vu sa délibération du 13 mai 1998 fixant le cadre du personnel;
Vu sa délibération du 27 novembre 2002 portant création d'un cadre temporaire des emplois prévus au Fonds pour la Politique des Grandes Villes (FPGV), mis en extinction par délibération du 25 novembre 2015 à la date du 31 décembre 2018 au plus tard;
Vu sa délibération du 21 mai 2003 relative aux affectations des conventions de premier emploi;
Vu sa délibération du 2 mars 2005 portant création d'un cadre temporaire d'agents de prévention et de sécurité sous statut APS Activa de niveau D ou E;
Vu sa délibération du 7 février 2007 portant création de 2 emplois d'agents de prévention et de sécurité sous statut APS Activa de niveau C ou D;
Vu sa délibération du 23 octobre 2013 abrogeant les cadres temporaires "Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention" (PSSP), "Plan Local de Prévention et de Proximité" (PLPP) et "Fonds sommets européens (FSE) et créant un cadre temporaire unique "Programme de Prévention Urbaine" (PPU) rassemblant les emplois financés via ces différents subsides de l'Etat fédéral et de la Région de Bruxelles-Capitale;
Vu la décision du Collège du 5 mai 2015 fixant les choix prioritaires pour les divers services en matière de personnel (priorités 2015-2017);
Considérant qu'il y a lieu de moderniser le nom de certains services;
Considérant qu'il y a lieu de prendre les dispositions nécessaires en vue de faire évoluer la carrière des gardiens de la paix vu l'évolution de leur fonction;
Considérant qu'il y a lieu d'apporter au cadre du personnel les modifications qui s'imposent;
Sur proposition du Collège du 1er décembre 2015 ;
Vu l'accord du CAPRI du 18 mai 2015 ;
Vu le protocole d'accord unanime signé en séance du Comité particulier de négociation du 9 décembre 2015

DECIDE

De modifier comme suit le cadre du personnel et du personnel ACS, et des cadres temporaires "Programme de prévention urbaine", "Politique des grandes villes", "Conventions de premier emploi" et "APS sous statut Activa" :

Département Développement stratégique et durable - service Gardiens de la paix:

- transformer 2 emplois d'assistant technique ACS en assistant administratif ACS
- transformer 7 emplois d'adjoint technique en adjoint administratif
- transformer 13 emplois d'adjoint technique ACS en adjoint administratif ACS

Département des Services spécifiques - division Communauté française:

- supprimer la distinction entre le bureau "Beaux-Arts" et le bureau "Culture" et rassembler les emplois du cadre au bureau Culture
- créer un service Patrimoine - Tourisme et 0,5 emploi de secrétaire d'administration sous la responsabilité du directeur adjoint responsable des bibliothèques et du service Culture

Cadre temporaire - Conventions de premier emploi - gardiens de la paix:

- transformation de 3 emplois d'adjoint technique en 3 emplois d'adjoint administratif

Cadre temporaire Politique des grandes villes - gardiens de la paix:

- transformation de 2 emplois d'assistant technique en 2 emplois d'assistant administratif

Cadre temporaire Programme de prévention urbaine - gardiens de la paix:

- transformation de 6 emplois d'assistant technique en 6 emplois d'assistant administratif
- transformation de 5 emplois d'adjoint technique en 5 emplois d'adjoint administratif

Cadre temporaire APS Activa:

- transformation de 2 emplois d'assistant technique ou adjoint technique APS Activa en 2 emplois d'assistant administratif ou adjoint administratif APS Activa
- transformation de 27,66 emplois d'adjoint technique ou ouvrier auxiliaire APS Activa en 27,66 emplois d'adjoint administratif ou auxiliaire administratif APS Activa

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 117,119 en 145 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op haar besluit van 13 mei 1998 houdende vaststelling van de personeelsformatie;

Gelet op haar raadsbesluit van 27 november 2002 houdende oprichting van een tijdelijke specifieke personeelsformatie van de betrekkingen gesubsidieerd door het Fonds voor Grootstedenbeleid (FGSB) en gelet op haar besluit van 25 november 2015 houdende uitdoving van dit formatie op datum van 31 december 2018;

Gelet op haar besluit van 21 mei 2003 betreffende de affectatie van de startbaanovereenkomsten;

Gelet op haar besluit 2 maart 2005 houdende oprichting van een tijdelijke personeelsformatie van Veiligheid- en Preventiepersoneel onder statuut PVP Activa van niveau D of E;

Gelet op haar besluit van 7 februari 2007 houdende oprichting van 2 betrekkingen van Veiligheid- en Preventiepersoneel onder statuut PVP Activa van niveau C of D;

Gelet op haar besluit van 23 oktober 2013 tot afschaffing van de tijdelijke personeelsformatie "Strategisch veiligheid- en preventieplan" (SVPP), "Lokaal plan voor preventie en buurten" (LPPB) en "Fonds Europese toppen" (FET) en tot oprichting van een unieke tijdelijke personeelsformatie "Stedelijk preventieprogramma" (SPP) van betrekkingen gefinancierd door de Federale staat en door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de beslissing van het College van 5 mei 2015 in verband met de prioritaire keuzes voor de verschillende diensten betreffende de personeelsuitgaven (prioriteiten 2015-2017);

Overwegende dat het past om de benaming van enkele diensten te moderniseren;

Overwegende dat het past om de noodzakelijke beschikkingen te nemen om de loopbaan van de gemeenschapswachten in functie van de evolutie van hun functie te doen evolueren;

Overwegende dat het past de noodzakelijke beschikkingen te nemen om de loopbaan van de stadswachters in functie van de evolutie van hun functie te doen evolueren;

Overwegende dat het past in de personeelsformatie de nodige wijzigingen aan te brengen;

Op voorstel van het College van 1 december 2015;
Gelet op het akkoord van de begeleidingscomité van 18 mei 2015;
Gelet op de protocol van unaniem akkoord ondertekend in de vergaderingen van het bijzonder onderhandelingscomité van 9 december 2015;

BESLIST

de personeelsformatie en de Gesco-personeelsformatie, en van de tijdelijke personeelsformaties "Stedelijk preventie programma", "Grootstedenbeleid", "Startbaanovereenkomsten" en "PVP Activa" als volgt te wijzigen :

Departement Strategische en duurzame ontwikkeling - dienst

Gemeenschapswachten:

- wijziging van 2 betrekkingen van technisch assistent Gesco in administratief assistent Gesco

- wijziging van 7 betrekkingen van technisch adjunct in administratief adjunct

- wijziging van 13 betrekkingen van technisch adjunct Gesco in administratief adjunct Gesco

Departement van de specifieke diensten - afdeling Franse Gemeenschap:

- afschaffing van het verschil tussen "Schone Kunsten" en "Cultuur" en

verzameling van de betrekkingen in de formatie van het bureau Cultuur

- een dienst "Erfgoed en Toerisme" en 1/2 betrekking van bestuurssecretaris

oprichten, onder de verantwoordelijkheid van de adjunct directeur verantwoordelijk voor de bibliotheken en de dienst Cultuur

Tijdelijke formatie Startbaanovereenkomsten - Gemeenschapswachten:

- wijziging van 3 betrekkingen van technisch adjunct in 3 betrekkingen van administratief adjunct

Tijdelijke formatie Grootstedenbeleid - Gemeenschapswachten:

- wijziging van 2 betrekkingen van technisch assistent in 2 betrekkingen van administratief assistent

Tijdelijke formatie Stedelijk preventie programma - Gemeenschapswachten:

- wijziging van 6 betrekkingen van technisch assistent in 6 betrekkingen van administratief assistent

- wijziging van 5 betrekkingen van technisch adjunct in 5 betrekkingen van administratief adjunct

Tijdelijke formatie PVP Activa:

- wijziging van 2 betrekkingen van technisch assistent of technisch adjunct

PVP Activa in 2 betrekkingen van administratief assistent of administratief adjunct PVP Activa

- wijziging van 27,66 betrekkingen van technisch adjunct of hulparbeider

PVP Activa in 5 betrekkingen van administratief adjunct of hulpbediende PVP Activa

SP 35.- Octroi d'une prime à la vie chère au personnel qui réside en Région de Bruxelles-Capitale pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2015 - Approbation ==- Toekenning van een levensduurtepremie aan de personeelsleden woonachtig in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tijdens de periode van 1 januari tot en met 31 december 2015 - Goedkeuring

**Monsieur Noël expose le point
Monsieur Goldstein intervient**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 119 et 145 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté un arrêté octroyant aux communes un subside visant à financer une prime de vie chère de 360 € cotisations patronales comprises en 2015 au personnel des pouvoirs locaux domicilié en Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que cet arrêté n'a pas encore été publié ni aucune circulaire officielle n'a été transmise;

Considérant cependant que le Service Public régional Bruxellois a confirmé l'information et a signalé que le budget régional portant sur l'exercice 2015, il serait demandé aux communes de transmettre les déclarations de créance relatives aux avances sur cette subvention avant le 25 décembre 2015;
Vu la circulaire du 23 mai 2013 relative aux instructions pour calculer le montant de la prime en 2012;
Considérant que ces instructions peuvent servir pour fixer le montant de 2015;
Considérant qu'il ressort de ce dossier que ce subside ne sera pas récurrent ;
Considérant qu'il y a lieu d'accorder au personnel visé cet avantage dès lors que la Commune dispose de ce financement pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015 ;
Considérant la nécessité d'adopter une délibération permettant de liquider cette prime ;
Vu l'avis favorable du comité de concertation Commune/CPAS du 9 décembre 2015;
Vu le protocole d'accord signé en séance du 9 décembre 2015 du Comité particulier de négociation ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 8 et du 15 décembre 2015;

DECIDE

Article 1

§ 1er. Une prime de vie chère est octroyée aux agents membres du personnel communal non enseignant inscrits au registre de la population d'une des communes de la Région de Bruxelles-Capitale pour la période de référence allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015.

§ 2. La prime de vie chère s'élève à 24 EUR bruts par mois presté lors de la période de référence, soit 288 EUR bruts pour la totalité de la période en cas de prestations complètes.

§3. Si le traitement d'un mois n'est pas dû entièrement, la prime de vie chère est payée au prorata appliqué pour le traitement.

§4. Cette prime est liquidée mensuellement et n'est pas soumise à l'indexation.

Article 2

§1. Pour l'agent qui a changé de domicile, la prime de vie chère est due à partir du mois qui suit la date d'inscription de l'agent au registre de la population d'une des communes de la Région de Bruxelles-Capitale, pour autant que cette date soit postérieure au 1er janvier 2015.

§2. L'octroi de la prime de vie chère prend fin le premier jour du mois qui suit la radiation de l'agent du registre de la population d'une des communes de la Région de Bruxelles-Capitale, sauf s'il est inscrit dans les registres de la population d'une autre commune de la Région de Bruxelles-Capitale.

§3. Les membres du personnel étant tenus d'avertir leur employeur de leur changement de domicile, un contrôle sera effectué lors de la liquidation de la prime pour ceux qui ont déménagé depuis le 1^{er} janvier 2015 sur base des documents transmis au service Traitements pour signaler ce changement. En cas de doute, l'agent sera tenu de fournir un certificat de domiciliation.

§4. Dans le cas où un agent signale son changement de domicile avec retard, une régularisation de traitement sera effectuée à la date effective du changement de domicile. Si cette régularisation implique une récupération de salaire, cette récupération sera automatique, dans les limites fixées par la loi sur la protection de la rémunération.

§5. La prime sera versée aux agents qui ne seraient plus en fonction à la date de liquidation de la prime mais qui remplissaient les conditions entre le 1^{er} janvier 2015 et la date de fin de fonction.

Article 3

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par « agent membre du personnel communal non-enseignant » tout agent statutaire ou contractuel non membre du personnel enseignant, à l'exclusion des agents engagés en qualité de moniteur ou sous contrat d'étudiant ou rémunéré à la prestation.

Article 4

La présente délibération est adoptée sous réserve de la publication de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale octroyant une subvention aux communes accordant une prime à la vie chère aux membres de leur personnel domicilié en Région de Bruxelles-Capitale entre le 1er janvier 2015 et le 31 décembre 2015.

Elle sort ses effets à la date de son approbation par l'autorité de tutelle.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 117, 119 en 145 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;
Gelet op het besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat aan de gemeenten een subsidie toekent ter financiering van een levensduurtepremie van 360 € in 2015, werkgeverbijdragen inbegrepen, aan het personeel van de plaatselijke besturen woonachtig in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
Overwegende dat het besluit nog niet gepubliceerd is en dat geen officiële omzendbrief werd doorgestuurd;
Gelet op de omzendbrief van 23 mei 2013 ivm de instructies voor de berekening van de premie van 2012;
Overwegende dat deze instructies om het bedrag van 2015 te berekenen kunnen gebruikt worden;
Overwegende dat uit dit dossier blijkt dat deze subsidie niet terugkerend zal zijn;
Overwegende dat het past dit voordeel toe te kennen aan het bedoelde personeel aangezien de Gemeente over de financiering beschikt voor de periode van 1 juli tot 31 december 2015;
Overwegende de noodzaak om een beraadslaging aan te nemen welke toelaat om deze premie te betalen;
Gelet op het gunstige advies van het Overlegcomité Gemeente/OCMW op datum van 9 december 2015;
Gelet op het protocol van akkoord ondertekend in vergadering van het Bijzonder Onderhandelingscomité van 9 december 2015;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 en 15 december 2015;

BESLUIT

Artikel 1

§1. Een levensduurtepremie wordt toegekend aan het niet-onderwijzend gemeentepersoneel dat in de bevolkingsregisters van één van de gemeenten gelegen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ingeschreven was tijdens de referentieperiode van 1 januari tot 31 december 2015.

§2. De levensduurtepremie bedraagt 24 € bruto per gepresteerde maand gedurende de referentieperiode, hetzij 288 € bruto voor de hele periode in geval van volledige prestaties.

§3. Indien de maandelijkse wedde niet volledig wordt betaald, wordt de levensduurtepremie prorata aan het bedrag van de wedde aangepast.

§4. Deze premie wordt maandelijks uitbetaald en wordt niet geïndexeerd.

Artikel 2

§1. Voor het personeelslid dat verhuisd is, is de levensduurtepremie verschuldigd vanaf de maand die volgt op de inschrijving van het personeelslid in de bevolkingsregisters van één van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voor zover deze datum na 1 januari 2015 valt.

§2. De toekenning van de levensduurtepremie eindigt de eerste dag van de maand die volgt op de schrapping uit de bevolkingsregisters van één van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tenzij hij ingeschreven is in een andere gemeente van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

§3. Aangezien de personeelsleden ertoe gehouden zijn hun werkgever te verwittigen van hun verandering van woonplaats, zal er wanneer de premie wordt uitbetaald, een controle worden uitgevoerd voor degenen die verhuisd zijn sedert 1 januari 2015 op basis van de documenten overgemaakt aan de dienst Wedden om deze verandering te melden. In geval van twijfel, zal het personeelslid een bewijs van woonst moeten voorleggen.

§4. Wanneer een personeelslid zijn verandering van woonst met vertraging meldt, zal een aanpassing van wedde plaatsvinden op datum van de effectieve verandering van woonplaats. Indien deze regularisatie een recuperatie van wedde inhoudt, zal deze automatisch gebeuren, binnen de door de loonbeschermingswet opgelegde grenzen.

§5. De premie zal worden uitgekeerd aan de personeelsleden die niet meer in dienst zouden zijn op het ogenblik van de uitkering van de premie maar die voldeden aan de voorwaarden tussen 1 januari 2015 en de datum van het einde van hun functies.

Artikel 3

Voor de toepassing van onderhavig reglement wordt verstaan onder "niet-onderwijzend gemeentepersoneel" ieder statutair of contractueel personeelslid dat geen deel uitmaakt van het onderwijzend personeel met uitsluiting van de personeelsleden aangeworven in de hoedanigheid van monitor of onder studentencontract of bezoldigd per prestatie.

Artikel 4

Onderhavig besluit wordt goedgekeurd onder voorbehoud van de publicatie van het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat aan de gemeenten een subsidie toekent ter financiering van een levensduurtepremie aan het personeel van de plaatselijke besturen woonachtig in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tussen 1st januari 2015 en 31 december 2015. Onderhavig reglement is van toepassing op de datum van zijn goedkeuring door de voogdijoverheid.

INFRASTRUCTURES ==- INFRASTRUCTUUR

Architecture et Bâtiments ==- Architectuur en gebouwen

SP 36.- Immeuble communal de patrimoine privé sis rue d'Anethan 2 (3ème étage) - Rénovation totale d'un appartement - Mode de passation et conditions du marché de travaux - Pour information ==- Gebouw behorende tot het gemeentelijke privépatrimonium, gelegen d'Anethanstraat 2 (3de verdieping) - Volledige renovatie van een appartement - Gunningswijze en voorwaarden van de opdracht van werken - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;
Vu la loi du 15 juin 2006 - en particulier son article 26, §1er, 1° a - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;
Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;
Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 - en particulier son article 27- modifiant la nouvelle loi communale;
Considérant que l'appartement situé dans l'immeuble communal de patrimoine privé (rue d'Anethan 2) nécessite une complète rénovation vu son état de vétusté;
Considérant que cette réfection est nécessaire à la remise en location de ce bien;
Considérant que les travaux suivants seraient effectués et ce, pour toutes les pièces:

- Remplacement de sanitaires.
- Travaux de peinture.
- Travaux de plafonnage.
- Travaux de réparation.
- Placement de lino et de plinthes.

Considérant que ces travaux accroîtraient la valeur de l'appartement;
Considérant que plusieurs entreprises spécialisées seraient consultées à cet effet;
Vu le descriptif technique joint en annexe;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 24 novembre 2015 :

1. D'approuver le projet de rénovation totale d'un appartement de l'immeuble communal de patrimoine privé sis rue d'Anethan 2 (3ème étage);
2. D'arrêter la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché;
3. De fixer les conditions du marché telles qu'énoncées dans le descriptif technique joint en annexe;
4. D'imputer la dépense, estimée à 14.000€ TVAC, à l'article 124/724-60/-/51 du budget extraordinaire 2015;

5. De financer la dépense par l'emprunt.
PREND POUR INFORMATION
la décision susmentionnée du collège des bourgmestre et échevins.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 15 juni 2006 - inzonderheid artikel 26, § 1, 1° a - betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;
Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten klassieke sectoren;
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 - tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;
Overwegende dat, gelet op zijn verouderde toestand, een appartement in het gebouw behorende tot het gemeentelijke privépatrimonium (d'Anethanstraat 2) volledig dient te worden gerenoveerd;
Overwegende dat deze renovatie noodzakelijk is om het goed opnieuw te kunnen verhuren;
Overwegende dat volgende werken zouden worden ondernomen en dit in alle kamers:

- Vervanging van sanitair
- Schilderwerken
- Pleisterwerken
- Herstellingswerken
- Plaatsing van linoleum en plinten

Overwegende dat deze werken de waarde van het appartement zouden verhogen;
Overwegende dat meerdere, gespecialiseerde firma's zouden worden geraadpleegd;

Gelet op de bijgevoegde technische beschrijving;

Gelet op het collegebesluit van 24 november 2015, houdende;

1. goedkeuring van het project voor de volledige renovatie van het appartement in het gebouw dat behoort tot het gemeentelijke privépatrimonium, gelegen d'Anethanstraat 2 (3de verdieping);
2. vaststelling van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht;
3. vaststelling van de voorwaarden van de opdracht, zoals opgesomd in de bijgevoegde technische omschrijving;
4. aanrekening van de uitgave, geraamd op 14.000 € BTWI, op artikel 124/724-60/-/51 van de buitengewone begroting over 2015;
5. financiering van de kosten met een lening.

NEEMT TER INFORMATIE

bovenvermeld collegebesluit

SP 37.- Parc Reine Verte - Travaux de sécurisation - Placement de clôtures et d'une fermeture par gâche électrique - Mode de passation et conditions du marché - Pour information ==- Koningin-Groenpark - Beveiligingswerken - Plaatsing van omheiningen en van een elektrisch slot - Gunningwijze en voorwaarden van de opdracht - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;
Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;
Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (montant du marché HTVA n'atteint pas le seuil de 85.000,00 €) ;
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;
Vu le projet de sécurisation du Parc Reine Verte afin d'éviter les intrusions dans les immeubles voisins;
Vu le descriptif technique muni de références légales Scha/Infra/2015/051;
Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité après consultation de huit sociétés;
Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 10.000 € TVAC;
Vu la décision du collège du 24 novembre 2015 par laquelle il décide de:

1. Arrêter le mode de passation du marché de travaux selon la procédure négociée sans publicité après consultation de huit sociétés
2. Fixer les conditions du marché selon le descriptif technique Scha/Infra/2015/051
3. Imputer la dépense estimée à 10.000 € à l'article 766/724-60/-/51 du budget extraordinaire 2015
4. Financer la dépense par emprunt

PREND POUR INFORMATION
la décision du collège du 24 novembre 2015

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;
Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;
Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;
Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26, § 1, 1° a (limiet van 85.000,00 € excl. btw niet bereikt);
Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;
Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 105;
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen;
Gelet op het beveiligingsproject van het Koningin-Groenpark, om binnendringing in de naburige gebouwen tegen te gaan;
Gelet op de technische omschrijving voorzien van de wettelijke referenties Scha/Infra/2015/051;
Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking na raadpleging van acht firma's;
Overwegende dat het geraamde totaalbedrag van deze opdracht 10.000 € BTWI beloopt;
Gelet op het collegebesluit van 24 november 2015 houdende :

1. vaststelling van de gunningswijze van de opdracht van werken, namelijk de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, na raadpleging van acht ondernemingen
2. vaststelling van de voorwaarden van de opdracht volgens de technische beschrijving Scha/Infra/2015/051;
3. aanrekening van de uitgave geraamd op 10.000 € op artikel 766/724-60/-/51 van de buitengewone begroting over 2015;

4. financiering van de kosten met een lening.
NEEMT TER INFORMATIE
het collegebesluit van 24 november 2015

**SP 38.- CTR - Placement d'un système de climatisation dans le local informatique du 4ème étage - Mode de passation, conditions du marché de travaux et désignation de l'adjudicataire - Pour information
-- TCR - Plaatsing van een airconditioningssysteem in de informaticazaal op de 4de verdieping - Gunningswijze en voorwaarden van de opdracht - Ter informatie**

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;
Vu la loi du 15 juin 2006 - en particulier son article 26, §1er, 1° a - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;
Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;
Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 - en particulier son article 27- modifiant la nouvelle loi communale;
Considérant qu'il s'avère nécessaire de placer un système de climatisation dans la salle informatique au 4ème étage du CTR afin de permettre le meilleur rendement des serveurs;
Considérant que trois entreprises ont été consultées;
Vu les trois offres reçues;
Vu le devis DC2014105 du 2 décembre 2014, pour le prix de 7.139 €, de l'entreprise ayant remis l'offre techniquement conforme et économiquement la plus avantageuse;
Vu le procès-verbal du collège des bourgmestre et échevins du 8 décembre 2015 dans lequel celui-ci décide de :

1. arrêter le mode de passation (procédure négociée sans publicité sur simple facture acceptée) et fixer les conditions du marché de travaux selon la meilleure offre reçue, techniquement conforme et économiquement la plus avantageuse
2. engager la dépense de 7.139,00 € TVAC à l'article 137/724-60/-/51 du budget extraordinaire de 2015
3. financer la dépense par emprunt

PREND POUR INFORMATION

La décision susmentionnée du collège des bourgmestre et échevins du 8 décembre 2015.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 15 juni 2006 - inzonderheid artikel 26, §1, 1° a - betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals tot op heden gewijzigd;
Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten klassieke sectoren;
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - in het bijzonder artikel 27 - tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat het noodzakelijk is een airconditioningssysteem te installeren in de informaticazaal op de 4^{de} verdieping van het TCR zodat de servers optimaal renderen.

Overwegende dat er drie firma's geraadpleegd werden.

Gelet op de drie ontvangen offertes.

Gelet op de prijsofferte DC2014105 van 2 december 2014, voor de prijs van 7.139,00 €, van de firma die een technisch conforme en de economisch voordeligste offerte ingediend heeft.

Gelet op het collegebesluit van 8 december 2015 houdende :

1. goedkeuring van de gunningswijze (onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking op aanvaarde factuur) en van de voorwaarden van de opdracht van werken volgens de ontvangen offerte die technisch conform is en economisch de voordeligste;
2. vastlegging van de uitgave van 7.139,00 €, BTW inclusief, op artikel 137/724-60/-/51 van de buitengewone begroting over 2015
3. financiering van de kosten met een lening.

NEEMT TER INFORMATIE

bovenvermeld collegebesluit van 8 december 2015.

SP 39.- Sécurisation de l'Institut Frans Fischer - Aménagement de cloisons coupe-feu - Travaux supplémentaires - Majoration de la dépense - Pour information ==- Beveiliging van het Frans Fischer Instituut - Plaatsing van brandwerende wanden - Meerwerken - Verhoging van de uitgave - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 25 voix contre 0 et 10 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté ==- Besloten, met 25 stem(men) tegen 0 en 10 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 25 voix contre 0 et 10 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 15 juin 2006 - en particulier son article 26, §1, 2° a - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 -en particulier son article 27- modifiant la nouvelle loi communale;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 21 avril 2015 d'approuver le projet d'aménagement de cloisons coupe-feu à l'Institut Frans Fischer (procédure négociée sans publicité), pris pour information par le conseil communal du 21 avril 2015;

Considérant que ce projet a été estimé à 65.000€ TVAC;

Vu le CSC Scha/Infra/2015/009 envoyés aux entrepreneurs;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 16 juin 2015 d'attribuer ce marché à l'entreprise ayant remis l'offre la plus intéressante financièrement;

Considérant que cette entreprise a été désignée pour une somme de 38.655,87€ TVAC;

Considérant que cette entreprise a remis un avenant qui a été accepté par le collège des bourgmestre et échevins du 13 octobre 2015, augmentant le coût des travaux de 3.811,50€ TVAC, consistant au placement de portes de sécurité avec hublots afin d'améliorer la visibilité de celles-ci;

Considérant que l'entreprise a remis un second avenant, s'élevant à 4.646,40€

TVAC, consistant en l'amélioration des dispositifs d'évacuation naturelle de fumée et de chaleur par rapport à ce qui était originellement prévu dans le CSC;

Considérant que cet avenant ferait augmenter le coût des travaux d'une somme supérieure à 10% de la commande originale;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 1er décembre 2015:

1. D'approuver l'avenant numéro 2, augmentant le coût des travaux de 4.646,40€ TVAC, pour le porter à un montant total de 47.113,64 €, TVAC;
2. D'imputer la dépense à l'article 735/724-60/-/51 du budget extraordinaire 2015.

PREND POUR INFORMATION :

la majoration de la dépense pour les travaux susmentionnés.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 25 stem(men) tegen 0 en 10 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 15 juni 2006 - in het bijzonder artikel 26 §1, 2° a - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;
Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten klassieke sectoren.
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;
Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - in het bijzonder artikel 27 - tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op het collegebesluit van 21 april 2015 houdende goedkeuring van het plaatsingsproject van brandwerende wanden in het Frans Fischer Instituut (onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking), ter informatie genomen door de gemeenteraad van 21 april 2015;
Overwegende dat dit project werd geraamd op 65.000 €, BTW inbegrepen;
Gelet op het bijzonder bestek Scha/Infra/2015/009 dat aan de aannemers werd toegestuurd;
Gelet op het collegebesluit van 16 juni 2015 om de opdracht te gunnen aan de onderneming die de economisch meest voordelige offerte indiende;
Overwegende dat deze onderneming werd aangeduid voor de som van 38.655,87 € BTW inbegrepen;
Overwegende dat deze onderneming een aanhangsel overmaakte, dat op 13 oktober 2015 door het college van burgemeester en schepenen werd goedgekeurd, en waarbij de kosten der werken met 3.811,50 €, BTW inbegrepen, werden verhoogd, betreffende de plaatsing van veiligheidsdeuren met ramen om de zichtbaarheid van deze te verbeteren;
Overwegende dat de onderneming een tweede aanhangsel indiende voor een bedrag van 4.646,40 €, BTW inbegrepen, betreffende de verbetering van de natuurlijke ventilatie van de rook- en warmte- afvoersystemen ten opzichte van de oorspronkelijke voorzieningen in het bestek;
Overwegende dat dit aanhangsel de kosten voor deze werken met meer dan 10 % zou verhogen ten opzichte van de oorspronkelijke bestelling;
Gelet op het collegebesluit van 1 december 2015, houdende :

1. goedkeuring van aanhangsel nummer 2, waarbij de kosten der werken met 4.646,40 €, BTW inbegrepen, werden verhoogd en het totale bedrag op 47.113,64 € BTW inbegrepen werd gebracht;
2. de uitgave aan te rekenen op artikel 735/724-60/-/51 van de buitengewone begroting over 2015.

NEEMT TER INFORMATIE

de verhoging van de uitgave voor bovenvermelde werken

SP 40.- Site Chazal – Construction d’une nouvelle aile pour l’école Chazal - Désignation de l’adjudicataire - Majoration de la dépense - Approbation -- Site Chazal - Bouw van een nieuwe vleugel voor de school Chazal - Aanduiding van de aannemer - Verhoging van de uitgave - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 25 voix contre 0 et 10 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté --
Besloten, met 25 stem(men) tegen 0 en 10 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 25 voix contre 0 et 10 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;
Vu la loi du 15 juin 2006 - en particulier son article 23 - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;
Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale telle qu'elle a été modifiée à ce jour;
Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 -en particulier son article 27- modifiant la nouvelle loi communale;
Vu le plan école approuvé par le conseil communal du 29 mai 2013 visant à augmenter les capacités scolaires communales;
Considérant que ce plan prévoyait notamment la conception et la construction d'une extension pour l'école Chazal sur le site Chazal;
Vu la décision du conseil communal du 23 juin 2015 d'approuver le mode de passation et les conditions du marché pour les travaux de construction d'une nouvelle aile pour l'école Chazal (adjudication ouverte);
Considérant que le budget approuvé par le conseil communal du 23 juin 2015 pour ce marché était de 755.000€ TVAC;
Vu l'avis de marché diffusé le 28 août 2015 au Bulletin des Adjudications;
Considérant que l'ouverture des offres pour ce marché a eu lieu le 12 octobre 2015;
Considérant que l'offre régulière la plus basse s'élève à 1.184.206,42€ TVAC;
Vu la note explicative du bureau d'études en charge de la conception et du suivi de l'exécution de ce projet relative au dépassement du budget;
Considérant que le bureau précité justifie ce dépassement de budget par la petite échelle du bâtiment, la situation géographique du bâtiment et le phasage des travaux, le caractère passif du projet, et le système constructif adopté;
Vu la circulaire régionale du 2 août 2006 prévoyant une marge pour la révision des prix et d'éventuels travaux supplémentaires;
Considérant qu'il conviendrait donc d'engager 1.200.000€ TVAC pour pouvoir couvrir les frais des travaux tout en conservant une marge pour la révision des prix et les travaux supplémentaires, conformément à la circulaire précitée;
Considérant que 433.500€ TVAC ont été sollicités en MB d'octobre afin de pouvoir couvrir ces frais supplémentaires;
Vu la délibération du collège des bourgmestre et échevins du 1er décembre 2015:

1. D'attribuer le marché à l'entreprise qui a remis l'offre régulière la plus basse, aux conditions du CSC Scha/Infra/2015/027 et de son offre du 12 octobre 2015.
2. D'engager la dépense, soit 1.200.000€ TVAC en tenant compte, conformément à la circulaire régionale du 2 août 2006, de la révision des prix et d'éventuels suppléments, à l'article 751/722-60/-/51 du budget extraordinaire 2015.
3. De financer la dépense par l'emprunt.

DECIDE

d'approuver la majoration de la dépense pour ce projet, de 755.500€ TVAC à 1.200.000€ TVAC.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 25 stem(men) tegen 0 en 10 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 15 juni 2006 - in het bijzonder artikel 23 - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;
Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten klassieke sectoren;
Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 – in het bijzonder artikel 27 - tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op het plan goedgekeurd door de gemeenteraad op 29 mei 2013 betreffende de uitbreiding van de gemeentelijke schoolcapaciteit;
Overwegende dat dit plan met name voorzag in het ontwerpen en bouwen van een uitbreiding van de school Chazal op de Chazal-site;
Gelet op het gemeenteraadsbesluit van 23 juni 2015 houdende goedkeuring van de gunningswijze en van de voorwaarden van de opdracht betreffende de werken voor de bouw van een nieuwe vleugel voor de school Chazal (open aanbesteding);
Gelet op het budget van 755.000 €, incl. BTW, dat op 23 juni 2015 door de gemeenteraad voor deze opdracht werd goedgekeurd;
Gelet op het bericht van opdracht dat op 28 augustus 2015 in het Bulletin der Aanbestedingen werd gepubliceerd;
Overwegende dat de opening van de offertes voor deze opdracht plaatsvond op 12 oktober 2015;
Overwegende dat de laagste regelmatige offerte 1.184.206,42 €, BTW inbegrepen bedroeg;
Gelet op de verklarende nota in verband met de overschrijding van het budget, opgemaakt door het studiebureau belast met het ontwerp en de opvolging van de uitvoering van dit project;
Overwegende dat bovenvermeld bureau deze overschrijding van het budget rechtvaardigt door de kleinschaligheid van het gebouw, de geografische ligging van het gebouw en de fasering van de werken, het passieve karakter van het project en het gekozen bouwsysteem;
Gelet op de gewestelijke omzendbrief van 2 augustus 2006 die een marge voorziet voor de prijsherziening en eventuele meerwerken;
Overwegende dat het bijgevolg zou passen om 1.200.000 €, BTW inbegrepen, vast te leggen om de kosten voor deze werken te kunnen dekken en toch een marge te voorzien voor de prijsherziening en meerwerken, in overeenstemming met voormelde omzendbrief;
Overwegende dat 433.500 €, BTW inbegrepen, werden aangevraagd in de BW van oktober om deze bijkomende kosten te kunnen dekken;
Gelet op het collegebesluit van 1 december 2015, houdende :

1. toewijzing van de opdracht aan de onderneming die de laagste regelmatige offerte indiende, aan de voorwaarden van het BB Scha/Infra/2015/027 en van haar offerte van 12 oktober 2015;
2. vastlegging van de uitgave, namelijk 1.200.000 €, BTW inbegrepen, rekening houdend, conform de gewestelijke omzendbrief van 2 augustus 2006, met de prijsherziening en eventuele meerwerken, op artikel 751/722-60/-/51 van de buitengewone begroting over 2015;
3. financiering van de uitgave met een lening.

BESLUIT

de verhoging van de uitgave voor dit project, van 755.500 € BTW inbegrepen, naar 1.200.000 € BTW inclusief, goed te keuren.

Equipement ==- Uitrusting

SP 41.- Département Affaires Générales – Marché public de services juridiques prestés par avocat - Choix du mode de passation et fixation des conditions du marché - Approbation ==- Departement Algemene Zaken – Overheidsopdracht voor juridische diensten verleend door een advocaat - Keuze van de gunningswijze en vastlegging van de voorwaarden van de opdracht - Goedkeuring

**Monsieur Goldstein intervient
Monsieur le Bourgmestre répond**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 234 alinéa 1 de la Nouvelle Loi Communale ;
Vu la loi du 15 juin 2006 - notamment ses articles 26§2 4° et 33§2- relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et son annexe II B ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation , à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011- notamment son article 146 - relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 8 décembre 2015 ;
DECIDE :

1. de passer le marché public de services pluri-annuel visant la prestation de services juridiques par avocat par procédure négociée avec publicité conformément l'article 26 §2 4° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services aux conditions du cahier des charges SCHA/EQUIP/2015/046.
2. d'imputer la dépense dont le montant est estimé à 863.000,-€ HTVA soit 1.044.230,- € TVAC (pour la durée totale du marché de maximum 4 ans) à l'article 104/122-03/ - /32 du budget ordinaire
3. transmettre la délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117, 234 alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet;
Gelet op de wet van 15 juni 2006 - meerbepaald artikelen 26§2 4° et 33§2 - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en diens bijlage II B ;
Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering , de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken , leveringen en diensten ;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 15 juli 2011 – meerbepaald artikel 146 - plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren ;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 december 2015 ;

BESLUIT :

1. de meerjarige overheidsopdracht voor diensten voor juridische dienstverlening door een advocaat te plaatsen bij onderhandelingsprocedure met bekendmaking conform artikel 26 §2 4° van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten overeenkomstig de voorwaarden van het bestek SCHA/EQUIP/2015/046.
2. de uitgave, geraamd op 863.000,-€ ZBTW zijnde 1.044.230,- € BTWI (voor de volledige duur van de opdracht van maximum 4 jaar) te boeken op artikel 104/122-03/ - /32 van de gewone begroting
3. de beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid in het kader van het goedkeuringstoezicht

* * *

Madame van Zuylen entre en séance ==- Mevrouw van Zuylen treedt ter vergadering

* * *

SP 42.- Service Maîtrise des processus - Analyse et mise en œuvre d'un plan de refonte de la gestion de la relation citoyenne - Choix du mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information - ==- Dienst Beheersing van de processen - Analyse en implementatie van een hervormingsplan voor het beheer van de relatie burger - Gunningwijze en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 25 voix contre 0 et 10 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté --
Besloten, met 25 stem(men) tegen 0 en 10 onthouding(en). 2 leden hebben niet
gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 25 voix contre 0 et 10 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 15 juin 2006 - notamment en son article 26 §1 1° a - relative aux
marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de
recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de
fournitures et de services ;
Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans
les secteurs classiques;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des
marchés publics et des concessions de travaux publics ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les
communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu la décision du 24 novembre du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant
le mode de passation et les conditions d'un marché ayant pour objet « Service
Maîtrise des processus -Analyse et mise en œuvre d'un plan de refonte de la
gestion de la relation citoyenne - Choix du mode de passation et fixation des
conditions du marché » tel que décrit dans le cahier spécial des charges
SCHA/EQUIP/2015/045 ;
Considérant que la dépense sera financée par emprunts ;
Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget
extraordinaire pour 2015 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

PREND POUR INFORMATION

1. La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 24 novembre 2015 de passer un marché par procédure négociée sans publicité, ayant pour objet « Service Maîtrise des processus -Analyse et mise en œuvre d'un plan de refonte de la gestion de la relation citoyenne » tel que décrit dans le cahier spécial des charges SCHA/EQUIP/2015/045.
2. La dépense, estimée à 100.000 € TVA comprise, sera imputée à l'article 139/742-53/26 du budget extraordinaire 2015 et financée par emprunts.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 25 stem(men) tegen 0 en 10 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten van 15 juni 2006 - in het bijzonder artikel 26 §1 1° a- ;
Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken , leveringen en diensten ;
Gelet op het Koninklijk Besluit plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren van 15 juli 2011 ;
Gelet op het Koninklijk Besluit tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken van 14 januari 2013 ;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;
Gelet op de beslissing van 24 november 2015 van het College van Burgemeester en Schepenen die de gunningswijze en de voorwaarden goedkeurt voor de opdracht met als voorwerp «Dienst Beheersing van de processen- Analyse en implementatie van een hervormingsplan voor het beheer van de relatie burger » zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2015/045;
Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door leningen;
Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2015;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE

1. De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 november 2015 om een opdracht te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, met als voorwerp «Dienst Beheersing van de processen - Analyse en implementatie van een hervormingsplan voor het beheer van de relatie burger » zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2015/045.
2. De uitgave, geschat op 100.000 € BTW inbegrepen, zal geboekt worden op artikel 139/742-53/26 van de buitengewone begroting 2015 en gefinancierd worden door leningen.

SP 43.- Service Infrastructure - Acquisition de fonctionnalités complémentaires au logiciel FME serveur - Fixation des nouvelles conditions du marché - Pour information ==- Dienst Infrastructuur - Aankoop van bijkomende functionaliteiten voor de FME databank software - Vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 15 juin 2006 - notamment en son article 26 §1 1° a - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu la décision du 8 septembre 2015 du Collège des Bourgmestres et Echevins approuvant le mode de passation et les conditions d'un marché ayant pour objet «Service Infrastructure - ACQUISITION DES FONCTIONNALITÉS COMPLÉMENTAIRES AU LOGICIEL FME SERVEUR» tel que décrit dans le cahier spécial des charges SCHA/EQUIP/2015/21 pour un montant estimé de 22.000 € t vac sur l'article 139/742-53-26 financé par emprunts;
Vu la décision du 8 décembre 2015 du Collège des Bourgmestres et Echevins approuvant l'attribution de ce marché pour un montant de 27.600 € t vac dépassant le montant estimé du marché de 5.527,5 € t vac
Considérant que la dépense sera financée par emprunt;
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget extraordinaire pour 2015 ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins;

PREND POUR INFORMATION :

1. La décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 8 décembre 2015 de passer un marché par procédure négociée sans publicité, ayant pour objet «Service Infrastructure - ACQUISITION DES FONCTIONNALITÉS COMPLÉMENTAIRES AU LOGICIEL FME SERVEUR» tel que décrit dans le cahier spécial des charges SCHA/EQUIP/2015/21 selon les nouvelles conditions financières du marché ;
2. La dépense, estimée à 27.527,5 € TVA comprise, sera imputée à l'article 139 742 53 26 du budget extraordinaire 2015 et financée par emprunts.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 15 juni 2006 - in het bijzonder artikel 26 §1 1° a-betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;
Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering , de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken , leveringen en diensten ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren ;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;
Gelet op de beslissing van 8 september 2015 van het College van Burgemeester en Schepenen die de gunningswijze en de voorwaarden goedkeurt voor de opdracht met als voorwerp « Dienst Infrastructuur - Aankoop van bijkomende functionaliteiten voor de FME databank software » zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2015/21 voor een geschat bedrag van 22.000 € BTW inbegrepen op artikel 139 / 742-53-26 gefinancierd door leningen;
Gelet op de beslissing van 8 december 2015 van het College van Burgemeester en Schepenen die gunning van de opdracht voor een bedrag van 27.600 € waarbij het geraamde bedrag van 5.527,5 € BTW wordt overschreden;
Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door leningen;
Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2015;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;
NEEMT TER INFORMATIE :

1. De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 december 2015 om een opdracht te plaatsen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, met als voorwerp « Dienst Infrastructuur - Aankoop van bijkomende functionaliteiten voor de FME databank software » zoals beschreven in het bestek SCHA/EQUIP/2015/21 volgens de nieuwe financiële voorwaarden van de opdracht;
2. De uitgave, geschat op 27.527,5 € BTW inbegrepen, zal geboekt worden op artikel 139 742 53 26 van de buitengewone begroting 2015 en gefinancierd worden door leningen.

SP 44.- Service Informatique - Achat de matériel auprès de la centrale de marchés de la ville de Bruges - Pour information == Informatica Dienst - Aankoop van materiaal bij de opdrachtcentrale Stad Brugge - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté == Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 15 juin 2006 - notamment en son article 15 - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation , à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu la délibération du conseil communal du mois de juin 2015 d'adhérer à la centrale de marché de la ville de Bruges ;
Vu la décision du 1er décembre 2015 du Collège des Bourgmestres et Echevins approuvant l'achat de matériel informatique dans le cadre de la centrale de marché de la ville de Bruges ;
Considérant que les dépenses seront financées par emprunt ;
Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2015 ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins;

PREND POUR INFORMATION :

1. La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 1er décembre 2015 d'acheter du matériel informatique dans le cadre de la centrale de marché de la ville de Bruges ;
2. La dépense de 45.074,40€ HTVA (54.540,02€ TVAC) sera imputée à l'article 139/742-53/26 du budget extraordinaire 2015 et financée par emprunt

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten van 15 juni 2006 - in het bijzonder artikel 15- ;
Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten ;
Gelet op het Koninklijk Besluit plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren van 15 juli 2011 ;
Gelet op het Koninklijk Besluit tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken van 14 januari 2013 ;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;
Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van juni 2015 tot aansluiting bij de opdrachtcentrale van de stad Brugge
Gelet op de beslissing van 1 december 2015 van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij de bestelling van informatica materiaal bij de opdrachtcentrale Stad Brugge wordt goedgekeurd ;
Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door leningen;
Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2015;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE

1. De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 1 december 2015 om informatica materiaal bij de opdrachtcentrale Stad Brugge te bestellen »;
2. De uitgave van 45.074,40€ BTWE (54.540,02€ BTWI) inbegrepen, zal geboekt worden op artikel 139/742-53/26 van de buitengewone begroting 2015 en gefinancierd worden door leningen.

SP 45.- Enseignement Communal - Institut Frans Fischer - Commande d'ordinateurs et accessoires auprès du CIRB - Pour information ==- Gemeentelijk Onderwijs - Instituut Frans Fischer - Bestelling van computers en toebehoren bij de CIBG - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation , à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;
Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu la décision du 8 décembre 2015 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant la commande d'ordinateurs et accessoires auprès du CIRB dans le cadre des marchés conjoints conclus par le CIRB sur base d'un mandat communal ;
Considérant que les dépenses seront financées par subsides et par emprunt ;

Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2015 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins;

PREND POUR INFORMATION :

1. La décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 8 décembre 2015 de commander des ordinateurs et accessoires auprès du CIRB dans le cadre des marchés conjoints conclus par le CIRB sur base d'un mandat communal ;
2. La dépense de 6.904,57 € TVA comprise sera imputée à l'article 735/744 - 51/14 du budget extraordinaire 2015 et financée par subsides et emprunts.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten van 15 juni 2006 ;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten ;

Gelet op het Koninklijk Besluit plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren van 15 juli 2011 ;

Gelet op het Koninklijk Besluit tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken van 14 januari 2013 ;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;

Gelet op de beslissing van 8 december 2015 van het College van Burgemeester en Schepenen die de bestelling van computers en zijn toebehoren bij de CIBG in het kader van de gezamenlijke opdrachten gesloten met de CIBG op basis van een gemeentelijke mandaat goedkeurt ;

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door leningen en toelagen;

Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2015;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE:

1. De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 december 2015 om computers en hun toebehoren bij de CIBG via gezamenlijke opdrachten gesloten door de CIBG op basis van een gemeentelijk mandaat te bestellen ;
2. De uitgave van 6.904,57 € BTW inbegrepen, zal geboekt worden op artikel 735/744 - 51/14 van de buitengewone begroting 2015 en gefinancierd worden door leningen en toelagen.

SP 46.- Service Informatique - Achat de matériel informatique (HDD Fujitsu pour placer dans les SANs) auprès de la centrale de marchés de la ville de Bruges - Pour information ==- Informatica Dienst - Aankoop van informatica materiaal (HDD Fujitsu om in de SANs te plaatsen) bij de opdrachtcentrale Stad Brugge - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 15 juin 2006 - notamment en son article 15 - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu la décision du 8 décembre 2015 du Collège des Bourgmestres et Echevins approuvant l'achat de matériel informatique (HDD Fujitsu pour placer dans les SANs) auprès de la centrale de marché de la ville de Bruges ;
Considérant que les dépenses seront financées par emprunt ;
Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2015 ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins ;
PREND POUR INFORMATION :

1. La décision du Collège des Bourgmestres et Echevins du 8 décembre 2015 d'acheter du matériel informatique (HDD Fujitsu pour placer dans les SANs) auprès de la centrale de marché de la ville de Bruges ;
2. La dépense de 8.765,63€ TVAC sera imputée à l'article 139/742-53/26 du budget extraordinaire 2015 et financée par emprunts.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet ;
Gelet op de wet overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten van 15 juni 2006 - in het bijzonder artikel 15- ;
Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten ;
Gelet op het Koninklijk Besluit plaatsing van overheidsopdrachten in klassieke sectoren van 15 juli 2011 ;
Gelet op het Koninklijk Besluit tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken van 14 januari 2013 ;
Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;
Gelet op de beslissing van 8 december 2015 van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij de bestelling van informatica materiaal (HDD Fujitsu om in de SANs te plaatsen) bij de opdrachtcentrale Stad Brugge wordt goedgekeurd ;
Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door leningen ;
Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2015 ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

NEEMT TER INFORMATIE :

1. De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 december 2015 om informatica materiaal (HDD Fujitsu om in de SANs te plaatsen) bij de opdrachtcentrale Stad Brugge te bestellen ;
2. De uitgave van 8.765,63€ BTWE inbegrepen, zal geboekt worden op artikel 139/742-53/26 van de buitengewone begroting 2015 en gefinancierd worden door leningen.

SP 47.- Infrastructure - Charroi Communal - Achat d'un camion compacteur et d'un aspirateur urbain électrique "Glutton" destinés aux divers services du département infrastructure par le biais de la centrale d'achat de l'ABP - Approbation ==- Infrastructuur - Gemeentelijk Wagenpark - Aankoop van een vuilniswagen en een elektrische stadsstofzuiger "Glutton" bestemd voor het departement infrastructuur via de aankoopcentrale ANB - Goedkeuring.

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 234 al 1 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 15 juin 2006 - notamment son article 15 stipulant que « Un pouvoir adjudicateur qui recourt à une Centrale d'achat ou de marchés telle que définie à l'article 2,4° est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation » - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
 Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation , à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
 Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;
 Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;
 Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
 Considérant qu'un crédit de 230.000 € est inscrit à l'article 875 743 53 14 du budget extraordinaire 2015 pour l'achat de camions et de véhicules spéciaux ;
 Considérant que les modèles choisis par l'Agence Bruxelles Propreté dans le cadre de leur centrale d'achat attribuée à la SPRL ITM Sales & Services pour le camion compacteur et à la SA Lange Christian pour l'aspirateur urbain électrique correspondent aux besoins des services ;
 Considérant que les achats seront financés par subsides "contrat de propreté" a ratio de 50.000 € et par emprunts pour le solde ;
 Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins du 8 décembre 2015 ;
 DECIDE

1. D'acquérir par le biais de l'Agence Bruxelles Propreté, intervenant en qualité de centrale d'achat , un camion compacteur et d'imputer la dépense de 122.288,65 € tvac à l'article 875 743 53 14 du budget extraordinaire 2015 et de financer la dépense par subsides (contrat de propreté) et par emprunts.
2. D'acquérir par le biais de l'Agence Bruxelles Propreté, intervenant en qualité de centrale d'achat , un aspirateur urbain électrique "Glutton" destiné au service Schaerbeek Propreté & Espaces Verts et d'imputer la dépense de 16.764,78 € TVA à l'article 875 743 53 14 du budget extraordinaire 2015 et de financer la dépense par subsides (contrat de propreté) et par emprunts.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 234 al 1 van de nieuwe gemeentewet ;
 Gelet op de wet van 15 juni 2006 - meerbepaald artikel 15 dat stipuleert : "Een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoop- of opdrachtcentrale als bedoeld in artikel 2, 4°, is vrijgesteld van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren"- betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;
 Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering , de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken , leveringen en diensten ;
 Gelet op het Koninklijk Besluit van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren ;
 Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;
 Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;
 Overwegende dat een krediet van 230.000 € is ingeschreven op artikel 875 743 53 14 van de buitengewone begroting van 2015 voor de aankoop van vrachtwagens en speciale voertuigen;
 Overwegende dat de modellen gekozen door het Agentschap Net Brussel in het kader van hun aankoopcentrale gegund aan de BVBA ITM Sales & Services voor de vuilniswagen en aan de NV Christian Lange voor de elektrische stadsstofzuiger aan de behoeften van de diensten voldoen ;
 Overwegende dat de uitgaven zullen worden gefinancierd door subsidies "netheidscontract" a ratio van 50.000 € en door leningen voor het saldo ;
 Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 december 2015 ;

BESLUIT :

1. Over te gaan tot de aankoop van een vuilniswagen via de aankoopcentrale van het Agentschap Net Brussel en de uitgave van 122.288,65 € - BTW inbegrepen aan te rekenen op artikel 875 743 53 14 van de buitengewone begroting 2015 en de kosten te financieren door subsidies (netheidscontract) en door leningen.
2. Over te gaan tot de aankoop van een elektrische stadsstofzuiger "Glutton" bestemd voor de dienst Schaarbeek Netheid & Groene zones via de aankoopcentrale van het Agentschap Net Brussel en de uitgave van 16.764,78 € - BTW inbegrepen, aan te rekenen op artikel 875 743 53 14 van de buitengewone begroting 2015 en de kosten te financieren door subsidies (netheidscontract) en door leningen.

Contrats de quartier ==- Wijkcontracten

SP 48.- Contrat de quartier durable Reine-Progrès - Opération 1-1 :

Construction d'une maison médicale, d'une consultation pour nourrissons et logements sociaux sur les terrains sis rue Destouvelles 35-37 et rue Gaucheret 197-199 - Opération 1-2 : Construction d'un pôle d'équipements de quartier comprenant une halte-accueil, une salle polyvalente et des locaux scolaires sur les terrains à bâtir sis rue Gaucheret 145 et 147 et rue Jolly 142-146 et Opération 2-1 - Construction d'une antenne propreté et de logements sociaux sur le terrain sis rue Jolly 164 - Marché de travaux - Evacuation des décombres et fouilles - Pour information ==- Duurzaam wijkcontract Koningin-Vooruitgang - Operatie 1-1 : Constructie van een medisch huis, een zuigelingenraadpleging en sociale woningen op de terreinen gelegen in de Destouvellesstraat 35-37 en Gaucheretstraat 197-199, Operatie 1-2 : Constructie van een uitrustingspool voor de wijk met een kinderopvang, een polyvalente zaal en schoollokalen op de bouwterreinen gelegen in de Gaucheretstraat 145 en 147 en Jollystraat 142-146 en Operatie 2-1 - Bouw van een antenne netheid en sociale woningen op het terrein gelegen in de Jollystraat 164 - Opdracht voor werken - Evacuatie van het puin en de opgegraven aarde - Ter informatie

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services
Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;
Vu l'Ordonnance du 28 janvier 2010, organique de la revitalisation des quartiers;
Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 mai 2010 portant exécution de cette Ordonnance;
Vu l'arrêté de l'Exécutif du 13 décembre 2012 approuvant le programme du contrat de quartier durable Reine-Progrès ;
Considérant que la construction d'une maison médicale, d'une consultation pour nourrissons et logements sociaux sur les terrains sis rue Destouvelles 35-37 et rue Gaucheret 197-199 constitue l'opération 1-1 de ce programme ;
Considérant que la construction d'un pôle d'équipements de quartier comprenant une halte-accueil, une salle polyvalente et des locaux scolaires sur les terrains à bâtir sis rue Gaucheret 145 et 147 et rue Jolly 142-146 constitue l'opération 1-2 de ce programme ;
Considérant que la construction d'une antenne propreté et de logements sociaux sur le terrain sis rue Jolly 164 constitue l'opération 2-1 de ce programme ;
Considérant que dans le cadre de ces trois opérations, des travaux d'évacuations des décombres et fouilles sont nécessaires afin de pouvoir réaliser les essais de sol;
Considérant que trois sociétés ont été invitées à remettre leurs prix;
Considérant qu'en date du 10 novembre 2015, seule une offre a été déposée ;
Considérant que cette offre a été analysée et qu'en date du 24 novembre 2015, le Collège a décidé d'attribuer le marché de travaux pour l'évacuation des décombres et fouilles à la société adjudicataire pour la somme de 21.114,50 € TVAC ;

Considérant que le coût de ces travaux est subsidié par la Région à concurrence de 98 % et que le solde sera financé par emprunt ;
Considérant que ces frais sont inscrits à l'article 922/733-60-09/57 du budget extraordinaire 2015 ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 24 novembre 2015 ;
PREND POUR INFORMATION
la décision du Collège des Bourgmestre du 24 novembre 2015 d'attribuer le marché de travaux d'évacuation des décombres et fouilles à la société adjudicataire pour la somme de 21.114,50 € TVAC

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 15 juni 2006 met betrekking tot openbare aanbestedingen voor werken en sommige aanbestedingen voor werken, leveringen en diensten;
Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de gunning van openbare werken;
Gelet op de organieke ordonnantie van 28 januari 2010 betreffende de herwaardering van de wijken;
Gelet op het besluit van de Executieve van 27 mei 2010 betreffende de uitvoering van deze ordonnantie;
Gelet op het besluit van de Executieve van 13 december 2012 dat het programma van het duurzaam wijkcontract Koningin-Vooruitgang goedkeurt;
Overwegende dat de bouw van een medisch huis, een zuigelingenraadpleging en sociale woningen op de terreinen gelegen in de Destouvellesstraat 35-37 en Gaucheretstraat 197-199 de operatie 1-1 van dit programma vormt;
Overwegende dat de bouw van een uitrustingspool voor de wijk met een kinderopvang en een polyvalente zaal op de bouwterreinen in de Gaucheretstraat 145 en 147 en de Jollystraat 142-146 de operatie 1-2 van dit programma vormt;
Overwegende dat de bouw van een antenne netheid en sociale woningen op het terrein gelegen in de Jollystraat 164 de operatie 2-1 van dit programma vormt;
Overwegende dat in het kader van deze drie operaties, de evacuatiowerken van het puin en de opgegraven aarde nodig zijn om de grondproeven te kunnen uitvoeren;
Overwegende dat drie firma's werden uitgenodigd om hun prijs in te dienen;
Overwegende dat op 10 november 2015 slechts één offerte werd ingediend;
Overwegende dat deze offerte werd geanalyseerd dat het college van 24 november 2015 heeft beslist om de opdracht voor werken voor evacuatiowerken van het puin en de opgegraven aarde te gunnen aan de opdrachtnemer voor het bedrag van 21.114,50 € BTWI;
Overwegende dat de kost voor deze werken voor 98% wordt gesubsidieerd door het Gewest en dat het saldo zal worden gefinancierd door middel van een lening;
Overwegende dat deze kosten worden geboekt op het artikel 922/733-60-09/57 van de buitengewone begroting 2015;
Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen van 24 november 2015;
NEEMT TER INFORMATIE
de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 24 november 2015 om de opdracht voor werken voor de evacuatiowerken van het puin en de opgegraven aarde te gunnen aan de opdrachtnemer voor het bedrag van 21.114,50 € BTWI

SP 49.- Contrat de quartier Navez-Portaels - Opération 4C.1 - La formalisation esthétique fonctionnelle d'un lieu multimodal et de rencontre place Verboeckhoven - Marché de travaux - Majoration de la dépense - Approbation ==- Wjkcontract Navez-Portaels - Operatie 4C.1 - De functionele esthetische formalisaering van een multimodale ontmoetingsplaats op het Verboeckhovenplein - Opdracht der werken - Verhoging van de uitgave - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 21 voix contre 5 et 9 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté ==-
Besloten, met 21 stem(men) tegen 5 en 9 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 21 voix contre 5 et 9 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'Ordonnance du 28 janvier 2010, organique de la revitalisation des quartiers;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 mai 2010 portant exécution de cette Ordonnance;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2008 par lequel le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale approuve le programme du Contrat de Quartier « Navez-Portaels » et vu les modifications approuvées par la Ministre E. Huytebroeck en date du 22 décembre 2010 ;

Considérant que la formalisation esthétique fonctionnelle d'un lieu multimodal et de rencontre place Verboeckhoven constitue l'opération 4C.1 de ce programme ;

Considérant qu'en date du 27 juin 2012, le Conseil a décidé de passer le marché de travaux en deux lots (Lot 1 & Lot 2) par adjudication publique pour montant estimé de 611.500,00 € porté par décision du Conseil Communal du 07 novembre 2012 à 613.000,00 € ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 26 octobre 2012 désignant l'adjudicataire des travaux de formalisation esthétique fonctionnelle d'un lieu multimodal et de rencontre place Verboeckhoven pour un prix de 612.683,98 € TVAC ;

Considérant que le chantier est terminé et que le coût final du marché s'élève à 652.000,00 € TVAC (crédit couvert par l'engagement initial de 2012) ;

Considérant que la majoration de la dépense découle principalement de l'augmentation en cours de chantier de certaines quantités présumées et de la modification des fondations nécessitées par la position du collecteur du Maelbeek, position qui s'est révélée différente de celle fournie par le gestionnaire ;

Considérant que cette différence a nécessité d'utiliser d'autres types de pieux (coffrage perdu au lieu de vissé à refoulement) et d'en ajouter deux supplémentaires ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 02 décembre 2015 ;

DECIDE :

1. Approuver la majoration du coût des travaux de formalisation esthétique fonctionnelle d'un lieu multimodal et de rencontre place Verboeckhoven pour le porter à 652.000,00 € TVAC ;
2. D'imputer cette majoration de 39.316,02 € TVAC à l'article 922/731-CQ-60/06 du budget extraordinaire 2012 ;
3. De prendre acte de la subsidiation à concurrence de 447.935,01 € dans le cadre du contrat de quartier « Navez-Portaels »
4. De financer la part communale, soit le solde, par emprunt.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 21 stem(men) tegen 5 en 9 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de openbare aanbestedingen en sommige opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen diensten en de gunning van openbare werken;

Gelet op de organieke ordonnantie van 28 januari 2010 betreffende de stadshernieuwing;

Gelet op het besluit van de executieve van 27 mei 2010 betreffende de uitvoering van deze ordonnantie;

Gelet op het besluit van 18 december 2008 waarbij de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het programma van het wijkcontract "Navez-Portaels" goedkeurt en gelet op de wijzigingen die werden goedgekeurd door Minister E. Huytebroeck op 22 december 2010;

Overwegende dat de functionele esthetische formalisering van een multimodale en ontmoetingsplaats op het Verboeckhovenplein de operatie 4C.1 van dit programma vormt;

Overwegende dat de Raad op 27 juni 2012 heeft beslist om de opdracht voor werken te gunnen in twee percelen (perceel 1 & perceel 2- via openbare aanbesteding voor een bedrag geraamd op 611.500,00 € dat door beslissing van de gemeenteraad van 07 november 2012 naar 613.000,00 € werd verhoogd;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 26 oktober 2012 om de opdrachtnemer van de werken voor de functionele esthetische formalisering van een multimodale en ontmoetingsplaats op het Verboeckhovenplein aan een prijs van 612.683,98 € BTWI, aan te duiden; Overwegende dat de werf klaar is en de eindkost van de opdracht 652.000,00 € BTWI bedraagt (krediet gedekt door de oorspronkelijke verplichting van 2012); Overwegende dat de verhoging van de uitgave voornamelijk voorspruit uit de verhoging, in de loop van de werf, van bepaalde geraamde hoeveelheden en de wijziging van de funderingen vereist door de plaats van de hoofdleiding van de Maalbeek, die zich niet bleek te bevinden daar waar door de beheerder was gezegd; Overwegende dat dit verschil het gebruik van andere soorten palen (bekisting verloren in plaats van grondverdringende schroefpalen) en het plaatsen van twee bijkomende palen vereiste; Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen van 02 december 2015;

BESLIST :

1. De verhoging van de kost voor de werken voor de functionele esthetische formalisering van een multimodale en ontmoetingsplaats op het Verboeckhovenplein naar 652.000,00 € BTWI, goed te keuren;
2. Deze verhoging van 39.316,02 € BTWI te boeken op artikel 922/731-CQ-60/06 van de buitengewone begroting 2012;
3. Akte te nemen van de subsidiëring ten bedrage van 447.935,01 € in het kader van het wijkcontract "Navez-Portaels";
4. Het gemeentelijk deel, hetzij het saldo, te financieren door middel van een lening.

SERVICES COMMUNAUX SPÉCIFIQUES == SPECIFIEKE DIENSTEN VOOR DE BEVOLKING

Enseignement néerlandophone == Nederlandstalig Onderwijs

SP 50.- Détermination de la capacité maximale pour 'GBS De Kriek' pour l'année scolaire 2015-2016 - Approbation == Determineren van de maximumcapaciteit van GBS De Kriek voor het schooljaar 2015-2016 - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté == Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Compte tenu de la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, l'article 42 et 43; Compte tenu du décret de l'éducation de base de 25 février 1997, les articles 28 et 37;

Compte tenu de la décision du Collège du 8 décembre 2015;

DECIDE

d'approuver la mise en place de la capacité maximale de 'GBS De Kriek' pour l'année scolaire 2015-2016 à 198 élèves selon la répartition indiquée dans la décision du Collège.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, artikelen 42 en 43; Gelet op het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997, artikelen 28 en 37; Gelet op het collegebesluit van 8 december 2015;

BESLUIT

in te stemmen met het vastleggen van de maximumcapaciteit van GBS De Kriek voor het schooljaar 2015-2016 op 198 leerlingen volgens de verdeling zoals vermeld in het collegebesluit.

ENSEIGNEMENT COMMUNAL -== GEMEENTELIJK ONDERWIJS

SP 51.- ASBL "Centre des ressources humaines-CRHU" - Convention liant la Commune et l'ASBL - Approbation -== VZW " Centre des Ressources Humaines" - Overeenkomst tussen de gemeente en de VZW - Goedkeuring

Monsieur Verzin intervient

DÉCISION DU CONSEIL -== BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -== Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale;
Vu la Loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certains subsides;
Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 3.000,00 €;
Vu la délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales;
Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux articles 2; 4; 5; 8; 9; 10; 12; 13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales;
Vu l'article 8 du règlement relatif aux subventions communales qui stipule que toute association qui bénéficie d'une subvention devra signer une convention de partenariat avec la Commune;
Sur proposition des décisions du Collège du 10/11/2015 ;
DECIDE :
Approuver la nouvelle convention liant la Commune et l'ASBL "Centre des Ressources Humaines-CRHU"

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning van het gebruik van sommige toelagen;
Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigen van gelijke of hogere toelage om 3.000,00 € toe te passen;
Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;
Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 die de aanpassing van artikelen 2; 4; 5; 8; 9; 10; 12; 13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;
Gelet op artikel 8 van het reglement betreffende de gemeentesubsidies die bepaalt dat elke vereniging die een subsidie ontvangt zal een overeenkomst van partnerschap met de Gemeente moeten ondertekenen;
Op voorstel van de beslissingen van het College van Burgmeester en Schepenen in datum van 10/11/2015;
BESLIST :
De nieuwe overeenkomst tussen de gemeente en de VZW " Centre des Ressources Humaines-CRHU " goed te keuren

SP 52.- ASBL "Safhia" - Convention liant la Commune et l'ASBL - Approbation -== VZW " Safhia" - Overeenkomst tussen de gemeente en de VZW - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -== BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -== Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL
Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale;
Sur proposition des décisions du Collège du 10/11/2015 ;
DECIDE :
Approuver la nouvelle convention liant la Commune et l'ASBL "Safhia"

DE GEMEENTERAAD
Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;
Op voorstel van de beslissingen van het College van Burgmeester en Schepenen in datum van 10/11/2015;
BESLIST
De nieuwe overeenkomst tussen de gemeente en de VZW " Safhia " goed te keuren

**SP 53.- Réseau coordination Enfance - Convention - Approbation --
"Réseau coordination Enfance" - Overeenkomst - Goedkeuring**

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL
Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale.
Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.
Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 3.000 €.
Vu délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales.
Vu la décision du Collège du 8 décembre 2015,
DECIDE
d'approuver la convention jointe au dossier

DE GEMEENTERAAD
Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117 et 123 van de nieuwe gemeentewet.
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen.
Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het règlement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigen van een toelage groter dan of gelijk aan 3.000€ toe te passen.
Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het règlement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt.
Gelet op de beslissing van het College van 8 december 2015
BESLUIT
de overeenkomst in bijlage goed te keuren

Service du personnel non-enseignant -- Niet-onderwijzend personeelsdienst

**SP 54.- Rapport d'activités 2014-2015 et Plan d'action 2015-2016 du Réseau Coordination Enfance (SAES) - Pour information --
Activiteitenverslag 2014-2015 en Actieplan 2015-2016 van het Netwerk Coördinatie Kinderjaren (NCK) - Ter informatie**

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la nouvelle Loi Communale
Vu l'existence du Service Accueil Extrascolaire de Schaerbeek - SAES depuis mars 2002 au sein de l'asbl Réseau Coordination Enfance - RCE
Vu la convention qui lie le RCE avec la Commune de Schaerbeek
Vu la convention qui lie l'ONE à la Commune de Schaerbeek depuis 2010.
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins :
PREND POUR INFORMATION
le rapport d'activités 2014-2015 et du plan d'action 2015-2016 du Réseau Coordination Enfance (SAES).

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 123 van de Nieuwe Gemeentewet
Gezien het bestaan van de Dienst Buitenschoolse Ontvangst van Schaerbeek - DBO sinds maart 2002 binnen VZW Netwerk Coördinatie Kinderjaren - NCK
Gelet op de overeenkomst die NCK met de Gemeente van Schaerbeek bindt
Gelet op de overeenkomst die "ONE " aan de Gemeente van Schaerbeek sinds 2010 bindt.
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen:
NEEMT TER INFORMATIE
het activiteitenverslag 2014-2015 en het actieplan 2015-2016 van het Netwerk Coördinatie Kinderjaren (NCK).

POINTS EN URGENCE -== PUNTEN IN SPOED

SECRÉTAIRE COMMUNAL -== GEMEENTESECRETARIS

SP 81.- Convention relative à la Gestion Négociée de l'Espace Public (G.N.E.P.) lors d'événements supra-zonaux en région de Bruxelles-Capitale - Approbation -== Overeenkomst betreffende het Genegotieerd Beheer van de Publieke Ruimte tijdens de supra-zonale evenementen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Goedkeuring

Monsieur Goldstein intervient
Monsieur le Bourgmestre répond
Monsieur Verzin intervient
Monsieur le Bourgmestre répond

DÉCISION DU CONSEIL -== BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité. -== De dringendheid wordt eenparig aangenomen.
Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté -== Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale;
Considérant qu'en mai 2015, la Conférence des Chefs de Corps a soumis un projet de convention relative à la Gestion Négociée de l'Espace Public (G.N.E.P.) d'événements supra-zonaux en région de Bruxelles-Capitale;
Considérant que cette convention a pour objet de régler les modalités de la coordination entre les autorités administratives, ainsi que la direction opérationnelle et la coordination des missions de police administrative dans le cadre de manifestations ou d'événements dont le déroulement touche le territoire de plus d'une zone de police de la région de Bruxelles-Capitale;
Considérant qu'il est dans l'intérêt de la Commune de signer cette convention afin d'harmoniser les règles de coordination des missions de police administrative;
DÉCIDE
d'approuver la convention relative à la Gestion Négociée de l'Espace Public (G.N.E.P.) lors d'événements supra-zonaux en région de Bruxelles-Capitale.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat in mei 2015, de Vergadering van de Korpschefs een ontwerp van conventie betreffende het Genegotieerd Beheer van de Publieke Ruimte (G.B.P.R.) bij suprazonale evenementen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest heeft onderworpen;

Overwegende dat deze conventie als voorwerp heeft om de modaliteiten tot coördinatie te regelen tussen de bestuurlijke overheden, evenals de operationele leiding en de coördinatie van de opdrachten van bestuurlijke politie in het kader van betogingen en/of evenementen waarvan het verloop betrekking heeft op het grondgebied van meer dan één politiezone van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de Gemeente er belang bij heeft deze overeenkomst te ondertekenen om de regels van de coördinatie van de opdrachten van bestuurlijke politie te harmoniseren;

BESLIST

de overeenkomst betreffende het Genegotieerd Beheer van de Publieke Ruimte (G.B.P.R.) bij suprazonale evenementen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest goed te keuren

* * *

Monsieur Kanfaoui entre en séance --- De heer Kanfaoui treedt ter vergadering

* * *

FINANCES --- FINANCIËN

Contrôle et stratégie --- Controle en strategie

SP 82.- ASBL Liens de Quartier Petite Enfance en abrégé LQPE - Comptes 2014 - Prise d'acte --- VZW Liens de Quartier Petite Enfance afgekort LQPE - Rekeningen 2014 - Akte nemen

DÉCISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité. --- De dringendheid wordt eenparig aangenomen.

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté --- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale.

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions.

Vu la délibération du Conseil communal du 25 juin 2014 adoptant le règlement relatif aux subventions communales.

Considérant que les comptes de l'ASBL «LQPE» affichent un résultat négatif de -8.135,00€ et des fonds propres s'élevant à 58.355,00€ pour l'exercice 2014.

Vu la décision du 15 décembre 2015 par laquelle le Collège prend acte du résultat négatif de -8.135,00€ et des fonds propres s'élevant à 58.355,00€ pour l'exercice 2014.

PREND ACTE

Des comptes 2014 de l'ASBL « Liens de Quartier Petite Enfance », déposés au dossier, qui affichent un résultat négatif de -8.135,00€ et des fonds propres s'élevant à 58.355,00€.

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet.

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen.

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 25 juni 2014 goedkeurend het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen.

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "LQPE" een negatief saldo van -8.135,00€ en eigen vermogen ter waarde van 58.355,00€ voor het dienstjaar 2014 vertonen.

Gelet op de beslissing van 15 december 2015 waar het College akte neemt van het negatief saldo van -8.135,00€ en eigen vermogen van 58.355,00€ voor het dienstjaar 2014

NEEMT AKTE

van de rekeningen 2014 van de VZW "Liens de Quartier Petite Enfance", bij het dossier gehecht, die een negatief saldo van -8.135,00€ en eigen vermogen van 58.355,00€ vertonen.

DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE ET DURABLE ==- STRATEGISCHE EN DUURZAME ONTWIKKELING

Eco-conseil ==- Milieuraadgeving

SP 83.- Soutien financier communal aux initiatives citoyennes visant à démarrer un projet local de développement durable - Octroyer un montant de 500€ pour le projet "BEES coop » de l'asbl Bees&Co - Approbation ==- Financiële steun aan burgerinitiatieven met het oog op het opstarten van een duurzaam lokaal ontwikkelingsproject - Toekennen van een bedrag van 500€ voor het project "BEES coop" van de vzw Bees&Co - Goedkeuring

**Monsieur Vanhalewyn expose le point
Monsieur Goldstein intervient**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité. ==- De dringendheid wordt eenparig aangenomen.

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté ==- Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

LE CONSEIL COMMUNAL

Approuvé à l'unanimité. 2 membres n'ont pas voté

Vu les articles 117 et 119 de la nouvelle loi communale;

Considérant qu'un soutien financier communal aux initiatives citoyennes visant à démarrer un projet local de développement durable a pour objectif d'encourager les Schaerbeekois à contribuer de manière active à l'évolution de la société et plus modestement à l'évolution de leur quartier et de leur commune.

Considérant qu'un montant de 2.500 € est inscrit à l'article 930/332-02/-/23 du budget ordinaire 2015 au titre de " Soutien communal aux initiatives citoyennes visant à démarrer un projet de développement durable";

Considérant que 'BEES coop' est un projet innovant et original qui a pour but d'ouvrir, à Schaerbeek en 2016, le premier supermarché coopératif, participatif à but non lucratif de Bruxelles. Il propose une alternative à la grande distribution, et veut rendre l'alimentation durable plus accessible auprès d'un public majoritairement non sensibilisés à l'alimentation durable.

Vu le rapport du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 15 décembre 2015;

Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de ce rapport;

DECIDE :

D'octroyer un soutien financier de 500 euros à l'ASBL 'Bees &co' (numéro d'entreprise : BE0627665917)

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen. 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de artikelen 117 en 119 van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat een gemeentelijke subsidie voor burgerinitiatieven om een lokaal en duurzaam ontwikkelingsproject te starten tot doel heeft, met weinig kosten, om de inwoners te stimuleren om actief tot de evolutie van de maatschappij bij te dragen en bescheidener tot de evolutie van hun wijk en hun gemeente.

Overwegende dat een bedrag van 2.500€ ingeschreven is op het artikel 930/332-02/-/23 van de gewone begroting van 2015 "Gemeentelijke subsidie voor burgerinitiatieven om een lokaal en duurzaam ontwikkelingsproject te starten";

Overwegende dat 'BEES coop' een innovatief project is dat als doel heeft de eerste coöperatieve, participatieve, zonder winst oogmerk supermarkt te openen, in Schaerbeek in 2016. 'Bees coop' wil een alternatief bieden aan de grote winkelketens en zal duurzame voeding meer betaalbaar en bereikbaar maken bij een publiek dat grotendeels niet bewust is van 'duurzame voeding'.

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 15 december 2015;

Overwegende dat het past recht te laten gelden aan dit verslag.

BESLUIT :

Een financiële steun van 500 euros toe te kennen aan de vzw 'Bees &co'
(ondernemingsnummer : BE0627665917)

* * * * *

Après le point 83 vote nominal auquel participent les conseillers communaux suivants == Na het punt 83 hoofdelijke stemming waaraan de volgende

gemeenteraadsleden deelnemen : M.-h. Bernard Clerfayt; MM.-hh. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs; M.-h. Frederic Nimal; MM.-hh. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme-mevr. Adelheid Byttebier; MM.-hh. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mme-mevr. Cécile Jodogne, M.-h. Emin Ozkara, Mmes-mevr. Isabelle Durant, Derya Alic, M.-h. Yvan de Beaufort, Mme-mevr. Angelina Chan, MM.-hh. Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes-mevr. Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM.-hh. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mme-mevr. Lorraine de Fierlant, M.-h. Abdallah Kanfaoui, Mmes-mevr. Joëlle van Zuylen, Barbara Trachte, Berrin Saglam, Asma Mettioui, Bernadette Vriamont, M.-h. Eric Platteau.

* * * * *

RESULTAT DU VOTE – UITSLAG VAN DE STEMMING

OUI – JA : 0

NON – NEEN : N

ABSTENTION – ONTHOUDING : -

PAS DE VOTE/VOTE ANONYME – GEEN STEM/ANONIEME BESTEMMING : —

Points de l'O.J. Punten agenda	1, 3, 13-29, 31-38, 41, 43-48, 50-54, 81-83	5, 8-9	39-40, 42	10-11
BERNARD GUILLAUME	O	O	O	O
ETIENNE NOEL	O	O	O	O
GEORGES VERZIN	O	O	O	O
MICHEL DE HERDE	O	O	O	O
JEAN-PIERRE VAN GORP	O	N	-	-
DENIS GRIMBERGHS	O	O	O	O
CÉCILE JODOGNE	O	O	O	O
EMIN OZKARA	O	N	-	-
SAÏT KÖSE	—	—	—	—
LAURETTE ONKELINX	—	—	—	—
ISABELLE DURANT	O	O	O	O
HALIS KÖKTEN	—	—	—	—
SADIK KÖKSAL	O	O	O	O
IBRAHIM DÖNMEZ	—	—	—	—
DERYA ALIC	O	N	-	-
MAHINUR OZDEMIR	—	—	—	—
FREDERIC NIMAL	O	O	O	O
FILIZ GÜLES	—	—	—	—
ABOBAKRE BOUHJAR	—	—	—	—
MOHAMED EL ARNOUKI	O	O	O	O
YVAN DE BEAUFFORT	O	O	O	O
ANGELINA CHAN	O	O	O	O
MOHAMED REGHIF	—	—	—	—
MOHAMED ECHOUEL	O	O	O	O
VINCENT VANHALEWYN	O	O	O	O
YVES GOLDSTEIN	O	N	-	-
HASAN KOYUNCU	O	N	-	-
DÖNE SÖNMEZ	O	N	-	-
ADELHEID BYTTEBIER	O	O	O	O
JAMILA SANHAYI	O	N	-	-
SOPHIE QUERTON	O	O	O	O
DEBORA LORENZINO	O	O	O	O
BURIM DEMIRI	—	—	—	—
AXEL BERNARD	O	N	-	N
SEYDI SAG	O	O	O	O
LORRAINE DE FIERLANT	O	O	O	O
ABDALLAH KANFAOUI	O	O	O	O
JOËLLE VAN ZUYLEN	O	O	O	O
QUENTIN VAN DEN HOVE	—	—	—	—
BARBARA TRACHTE	O	O	O	O
BERRIN SAGLAM	O	O	O	O
BRAM GILLES	—	—	—	—
ASMA METTIOUI	O	O	O	O
THOMAS ERALY	—	—	—	—
BERNADETTE VRIAMONT	O	N	-	-
ERIC PLATTEAU	O	N	-	-
BERNARD CLERFAYT	O	O	O	O
OUI-JA	35	25	25	25
NON-NEEN	0	10	0	1
ABSTENTIONS - ONTHOUDINGEN	0	0	10	9

RESULTAT DU VOTE – UITSLAG VAN DE STEMMING

OUI – JA : O

NON – NEEN : N

ABSTENTION – ONTHOUDING : -

PAS DE VOTE/VOTE ANONYME – GEEN STEM/ANONIEME BESTEMMING : —

Points de l'O.J. Punten agenda	2, 30	6-7	4	12	49
BERNARD GUILLAUME	O	O	O	O	O
ETIENNE NOEL	O	O	O	O	O
GEORGES VERZIN	O	N	O	O	N
MICHEL DE HERDE	O	O	O	O	O
JEAN-PIERRE VAN GORP	O	N	N	O	-
DENIS GRIMBERGHS	O	O	O	O	O
CÉCILE JODOGNE	O	O	O	O	O
EMIN OZKARA	O	N	N	O	-
SAÏT KÖSE	—	—	—	—	—
LAURETTE ONKELINX	—	—	—	—	—
ISABELLE DURANT	O	O	O	O	O
HALIS KÖKTEN	—	—	—	—	—
SADIK KÖKSAL	O	O	O	O	O
IBRAHIM DÖNMEZ	—	—	—	—	—
DERYA ALIC	O	N	N	O	-
MAHINUR OZDEMIR	—	—	—	—	—
FREDERIC NIMAL	O	O	O	O	O
FILIZ GÜLES	—	—	—	—	—
ABOBAKRE BOUHJAR	—	—	—	—	—
MOHAMED EL ARNOUKI	O	O	O	O	O
YVAN DE BEAUFFORT	O	N	O	N	N
ANGELINA CHAN	O	N	O	O	N
MOHAMED REGHIF	—	—	—	—	—
MOHAMED ECHOUEL	O	O	O	O	O
VINCENT VANHALEWYN	O	O	O	O	O
YVES GOLDSTEIN	O	N	N	O	-
HASAN KOYUNCU	O	N	N	O	-
DÖNE SÖNMEZ	O	N	N	O	-
ADELHEID BYTTEBIER	O	O	O	O	O
JAMILA SANHAYI	O	N	N	O	-
SOPHIE QUERTON	O	O	O	O	O
DEBORA LORENZINO	O	O	O	O	O
BURIM DEMIRI	—	—	—	—	—
AXEL BERNARD	N	N	O	O	N
SEYDI SAG	O	O	O	O	O
LORRAINE DE FIERLANT	O	O	O	O	O
ABDALLAH KANFAOUI	O	N	O	N	N
JOËLLE VAN ZUYLEN	O	O	O	O	O
QUENTIN VAN DEN HOVE	—	—	—	—	—
BARBARA TRACHTE	O	O	O	O	O
BERRIN SAGLAM	O	O	O	O	O
BRAM GILLES	—	—	—	—	—
ASMA METTIOUI	O	O	O	O	O
THOMAS ERALY	—	—	—	—	—
BERNADETTE VRIAMONT	O	N	N	O	-
ERIC PLATTEAU	O	N	N	O	-
BERNARD CLERFAYT	O	O	O	O	O
OUI-JA	34	21	26	33	21
NON-NEEN	1	14	9	2	5
ABSTENTIONS - ONTHOUDINGEN	0	0	0	0	9

ORDRE DU JOUR (REPRISE) -== AGENDA (VERVOLG)

POINT(S) INSCRIT(S) À LA DEMANDE DE CONSEILLERS COMMUNAUX -==

PUNT(EN) OPGETEKENT OP VERZOEK VAN GEMEENTERAADSLEDEN

**SP 84.- L'implantation d'une ligne haute tension à Schaerbeek (Motion de Monsieur Georges VERZIN et demande de Madame Joëlle van ZUYLEN) -
== Het plaatsen van een hoge spanningskabel in Schaerbeek (Motie van de heer Georges VERZIN en verzoek van Mevrouw Joëlle van ZUYLEN)**

**Monsieur le Bourgmestre expose le point et propose une motion réécrite
Monsieur Verzin et Madame van Zuylen interviennent et exposent leur point
Madame Durant, Madame van Zuylen, Madame Querton et Monsieur
Goldstein interviennent
Monsieur le Bourgmestre répond et expose la motion amendée par le Collège
Monsieur Verzin intervient**

Votes à mains levées -== Stemming met handopsteken :

Approuvé à l'unanimité -== Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

DÉCISION DU CONSEIL -== BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité. -== De dringendheid wordt eenparig aangenomen.

LE CONSEIL COMMUNAL

Considérant que, suite à la pose de câbles à haute tension sur le territoire communal, le rayonnement électromagnétique pourrait entraîner des risques potentiels, définis par l'OMS, sur la santé des riverains exposés de trop près sur certaines parties du tracé établi,

Considérant que la société Elia reconnaît, elle-même, que pour éviter tout rayonnement électromagnétique nocif pour la santé des habitants, la pose d'un câble en sous-sol et le placement de chambres de connexion imposent certaines règles (en termes de distances par rapport aux façades des habitations, de puissances du courant, de profondeur de la pose, de technique de pose « jointif ou nappe...),

Considérant l'inquiétude légitime qu'éprouvent de nombreux habitants dans certains quartiers de Schaerbeek (Chazal, Gilisquet, Pelletier et Rasson) concernant les poses réalisées de ces lignes à haute tension ou celles qui sont à venir,

Considérant que cette inquiétude est notamment due au doute quant au respect des règles suivies et à l'importance des niveaux de rayonnement électromagnétique qui s'en suit,

Considérant que la Commune de Schaerbeek a décidé de suspendre provisoirement les travaux rue Pelletier en raison d'un manque manifeste d'informations, décision prise également par la commune voisine de WSL concernant le tracé qui la concerne,

Considérant l'interpellation relative à la pose d'une telle ligne dans le sous-sol de la rue Pelletier faite par une Conseillère communale lors du Conseil communal du 28/10/2015,

Considérant que des réunions rassemblant des habitants, le comité de quartier, les divers services et responsables communaux et d'Elia se sont tenues afin d'apporter des réponses aux nombreuses questions des riverains,

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Echevins a envoyé à la société Elia un courrier lui demandant expressément d'assurer que la valeur moyenne de 0,4 microtesla ne sera pas dépassée dans les habitations, et, si cette assurance ne pouvait être apportée, de revoir le trajet initialement prévu afin d'emprunter des voiries plus adéquates,

Considérant que dans le même courrier, le Collège des Bourgmestre et Echevins demande à la société Elia d'adapter la puissance du courant dans les lignes, de manière générale et pour l'avenir, afin d'assurer le respect de la valeur de 0,4 microtesla en valeur moyenne dans les habitations sur l'ensemble du tracé,

Considérant la question posée par le Bourgmestre de Schaerbeek à la Ministre de l'Environnement la Région de Bruxelles-Capitale et de sa réponse,

Considérant les courriers envoyés par le Bourgmestre aux Ministres fédéraux en charge de la Santé et de l'Énergie,

Considérant l'absence totale de normes légales tant en Belgique qu'en Région de Bruxelles-Capitale en matière de rayonnement électromagnétique suscité par la pose de câble à haute tension en sous-sol,
Considérant l'absence de toute obligation relative à une étude d'incidence et à un permis d'environnement préalables à l'ouverture de tout chantier en cette matière en Région de Bruxelles-Capitale,
Considérant l'importance pour la Région de Bruxelles-Capitale de se doter d'un cadre normatif réglementaire en matière de rayonnements électromagnétiques suscités par la pose de câbles à haute tension en sous-sol, à l'instar d'autres pays européens et d'autres régions voisines qui ont pris ou s'approprient à prendre des réglementations en la matière,
Considérant qu'il est important, dans ce dossier comme dans d'autres, de respecter le principe de précaution,

DECIDE

- d'interdire à la société Elia de poursuivre le placement de câbles à haute tension dans le sous-sol des voiries de la commune ou d'y mettre la tension sans apporter l'assurance que la valeur de 0,4 microtesla en valeur moyenne ne sera pas dépassée dans les habitations,
- de demander au Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune de Schaerbeek de poursuivre le travail de dialogue et d'information engagé avec les riverains, avec les différents acteurs du dossier et avec Bruxelles Environnement,
- de demander au Collège des Bourgmestre et Echevins de poursuivre le travail avec la commune de Woluwe-Saint-Lambert et les autorités régionales, afin d'envisager des tronçons alternatifs pour respecter les distances entre les câbles et les habitations,
- d'inviter le Gouvernement Fédéral ayant la tutelle sur la société Elia, à engager une révision du plan de développement fédéral 2010-2020 du réseau de transport et du rapport d'incidences environnementales qui l'accompagne, en particulier en ce qui concerne les critères techniques de placement des câbles et détermination des tracés,
- d'inviter le Parlement bruxellois à adopter au plus vite une réglementation répondant aux plus hauts standards de protection de la santé des riverains,
- de charger le Collège des Bourgmestre et échevins du suivi de la présente motion.

* * *

Monsieur Bouhjar et Madame Güles entrent en séance -- De heer Bouhjar en Mevrouw Güles treden ter vergadering

* * *

SP 85.- Etat des lieux du projet de développement du site de l'ancienne gare Josaphat (Demande de Monsieur Axel BERNARD) -- Beschrijving van het ontwikkelingsproject van de site van het oude station Josafat (Verzoek van de heer Axel BERNARD)

**Monsieur Bernard expose son point
Monsieur le Bourgmestre répond
Monsieur Verzin, Monsieur Bernard, Monsieur Sag, Madame Durant et
Monsieur de Beaufort interviennent
Monsieur Grimberghs et Monsieur le Bourgmestre répondent
Monsieur Bernard intervient**

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité. -- De dringendheid wordt eenparig aangenomen.

* * *

Monsieur Gilles et Monsieur Eraly entrent en séance. Monsieur Özkara quitte la séance -- De heer Gilles en de heer Eraly treden ter vergadering. De heer Özkara verlaat de vergadering

* * *

QUESTIONS ORALES -== MONDELINGE VRAGEN

SP 86.- La restriction d'accès pour les parents aux écoles schaerbeekois (Question de Monsieur Axel BERNARD) -== De beperkte toegang, voor de ouders, tot de schaarbeekse scholen (Vraag van de heer Axel BERNARD)

**Monsieur Bernard pose sa question
Monsieur le Bourgmestre répond
Monsieur Bernard intervient**

DÉCISION DU CONSEIL -== BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité. -== De dringendheid wordt eenparig aangenomen.

La séance publique est levée à 21 heures et 15 minutes -== De openbare vergadering wordt beëindigd om 21.15 uur.